



Le détournement vers Chypre du Boeing koweïtien

Les pirates de l'air ont tué un de leurs otages sur l'aérodrome de Larnaca

Sinistre happening

L'extrémisme chiite n'a décidément pas fini de faire parler de lui. Car c'est bien lui, quelle que soit la nationalité des auteurs du détournement du Boeing des Kuwait Airways, qui est à l'origine de ce nouveau drame de la piraterie aérienne.

Bien qu'on n'en connaisse pas encore tous les tenants et aboutissants, l'affaire illustre une nouvelle fois l'hostilité fondamentale qui existe entre le Koweït - État directement visé par les pirates - et l'Iran. Force est de reconnaître en effet que les autorités iraniennes, quel qu'elles en disent, ont fait preuve d'une grande prévenance à l'égard des auteurs du détournement tant qu'ils étaient bloqués sur l'aéroport de Mechhed, répétant avec complaisance leurs diatribes et leurs revendications concernant la libération des dix-sept terroristes chiites emprisonnés au Koweït pour leur participation à la vague d'attentats qui a frappé l'émirat en 1983.

En jouant ainsi les Fatah Pilots, les Iraniens n'ont pas été mécontents de favoriser une entreprise de déstabilisation d'un pays qui compte une forte minorité chiite et qu'ils considèrent comme un allié objectif de leur ennemi héréditaire, l'Irak. Ne voulant - ou ne pouvant - pas aller plus loin, ils acceptèrent vendredi d'autoriser l'appareil à décoller, sachant parfaitement que les pirates voulaient aller poursuivre leur sinistre happening à Beyrouth en plein cœur de cette banlieue sud-est du chiisme, dont certains d'entre eux sont sans doute originaires.

C'était sans compter avec la Syrie, dont la troupe a ravi le contrôle de l'aéroport au Hezbollah depuis un an déjà. Soucieux de respectabilité internationale bien qu'il en connaisse long lui aussi en matière de terrorisme, le président Assad a donc donné l'ordre à ses hommes d'intervenir à l'appareil d'atterrir, quoi qu'il en coûte. D'où les heures d'angoisse de vendredi après-midi, lorsque l'avion a survolé la capitale libanaise, les pirates menaçant d'atterrir malgré les obstacles disposés sur la piste, parlant ensuite de s'abîmer dans la mer.

En faisant preuve d'une extrême fermeté, le président Assad n'était pas non plus mécontent de donner satisfaction au Koweït, dont la résolution paraît inséparable, et de signifier à l'Iran que son alliance tendue avec le régime des ayatollahs a des limites qu'il n'est pas question de franchir, en particulier au Liban. Ce conflit larvé entre Damas et Téhéran se traduit régulièrement par des affrontements entre milices chiites rivales, Amal, qui reconnaît le « protectorat » syrien, et le Hezbollah, qui ne rêve que de transformer le Liban pluriconfessionnel en un nouvel État islamique.

Dernière constatation : ce regain de violence n'est guère de bon augure pour les otages occidentaux encore détenus au Liban et pour lesquels certains reviseurs ne veulent pas entendre parler de libération tant que le Koweït n'aura pas relâché les terroristes qu'il détient.

M 0146-0411-6,00 F
3 90146006000 04110

Les pirates de l'air qui ont détourné mardi dernier un Boeing-747 koweïtien ont tué, samedi matin 9 avril, l'un de leurs cinquante-cinq otages. La nouvelle a été confirmée par un porte-parole du gouvernement chypriote, qui a précisé : « Le réapprovisionnement en carburant est pour le moment leur seule exigence (...) Mais les Koweïtiens veulent que l'avion reste

Les autorités chypriotes ayant refusé à plusieurs reprises de leur fournir du carburant pour repartir, les auteurs du détournement - qui seraient au nombre de six ou sept - avaient menacé, tôt dans la matinée de samedi, de tuer un passager. Pour prouver leur détermination, les pirates avaient réclamé un cercueil et une ambulance.

« Nous avons mis notre menace à exécution en tuant un Koweïtien membre des services de sécurité », c'est par cette phrase que l'un des membres du commando a annoncé la mort de l'un des otages.

Certains de ceux-ci auraient, en outre, toujours selon les pirates, été battus. Une ambulance s'est aussitôt dirigée vers l'avion immobilisé sur la piste de l'aéroport

chypriote et les ambulanciers ont ramassé un corps gisant sur la piste.

Avant de diriger le Boeing vers Larnaca, les auteurs du détournement, qui réclament la libération de dix-sept chiites emprisonnés au Koweït à la suite d'une vague d'attentats dans l'émirat en 1983, avaient essayé de poser l'appareil à Beyrouth.

Mais ni leurs menaces ni les supplications du pilote n'avaient réussi à faire céder les Libanais et les Syriens - présents en force à Beyrouth. Ceux-ci avaient maintenu les obstacles disposés sur la piste, obligeant l'appareil à s'éloigner. Après avoir pris la direction de Damas, il avait finalement fait route sur Larnaca, où il s'est posé à 21 heures (18 heures GMT).

ici. » L'avion des Kuwait Airways avait atterri vendredi soir à Larnaca, après avoir quitté Mechhed, dans le nord-est de l'Iran, en début d'après-midi et vainement tenté de se poser à Beyrouth, où les autorités syriennes avaient fait bloquer les pistes de l'aéroport. Ainsi, l'appareil a-t-il tourné pendant plusieurs heures au-dessus de la capitale libanaise.

Dans la nuit, une délégation koweïtienne est à son tour arrivée à Chypre pour participer aux négociations engagées avec les pirates de l'air. L'un de ceux-ci au moins s'exprime en arabe, avec un accent irakien prononcé.

Aux commandes du Boeing, le commandant Youssef Sobhi Youssef, quarante-huit ans, de nationalité irakienne et de confession chrétienne, est considéré comme l'un des meilleurs instructeurs des Kuwait Airways, où il travaille depuis une quinzaine d'années, pilotant des Boeing-747 depuis neuf ans. Lors du dramatique survol de Beyrouth, vendredi, il avait fait plusieurs passages à très basse altitude au-dessus de l'aéroport, menaçant d'abîmer l'appareil en mer si la piste n'était pas dégagée.

(Lire nos informations page 16.)

L'Union soviétique et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan

Pas de quoi pavoiser... Autopsie d'une erreur

MOSCOU
de notre correspondant

À voir le journal télévisé du vendredi soir 8 avril, ou à lire la Pravda de samedi matin, on ne croirait jamais que l'Union soviétique va bientôt tourner la page sur une erreur qui lui a coûté quinze mille de ses fils et huit années de difficultés internationales. A peine plus d'une minute en milieu de journal télévisé (réactions du département d'État à la déclaration de Tachkent et annonce de l'accord par M. Cordovez), un tiers de colonne en page 4 de la Pravda (titre : « le paquet de Genève est prêt »), et c'est tout. A Moscou - formellement au moins, - l'événement n'en est pas un car s'il est d'une formidable importance pour la politique étrangère de l'URSS et la stratégie des parti-

Après l'annonce, le vendredi 8 avril à Genève, d'un accord sur l'Afghanistan, Radio-Moscou a fait savoir que l'opération de retrait commencerait le 15 mai et pourrait se terminer avant la fin de l'année. Bien qu'il ait été rejeté par la résistance afghane, l'accord devrait être signé le 14 avril au plus tard.

sans de M. Gorbatchev, il est aussi très embarrassant.

L'erreur a beau avoir été celle d'un mort, Leonid Brejnev, il est toujours difficile à une grande puissance de reconnaître une défaite. Même l'Amérique du culte de la vérité s'obstine, en abandonnant le Vietnam, à jurer de la solidité du régime de Saigon, et, à défaut de pouvoir promettre très longue vie à celui de Kaboul, Moscou préfère la discrétion.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

Jouri Andropov, en 1982, selon lesquels l'ancien « patron » du KGB aurait été peu enthousiasmé par l'invasion de l'Afghanistan, il faut attendre octobre 1986 pour enregistrer un premier indice de la volonté soviétique de se dégager. C'est à cette époque, alors que M. Gorbatchev n'a succédé à Constantin Tchernenko que depuis quelques mois, qu'on assiste, passablement incrédule, au retrait d'environ huit mille hommes du contingent soviétique. Peu après commencent à apparaître dans certains journaux soviétiques des articles décrivant sous un jour « réaliste » l'engagement en Afghanistan : il y est de moins en moins question de l'exercice héroïque et idyllique du « devoir internationaliste » maintes fois exalté dans le passé par Brejnev.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 3.)

La lutte contre le cancer
L'inspection générale des affaires sociales critique l'Association pour la recherche sur le cancer
PAGE 8

M. Mitterrand à Rennes
La première réunion publique du président-candidat
PAGE 5

L'assassinat de Dulcie September
Les difficultés d'une enquête incertaine
PAGE 7

L'alimentation dans le monde
La politique agricole commune vivement critiquée à la conférence internationale de Bruxelles
PAGE 13

Chronologie
Mars en France et dans le monde
PAGE 12

« Grand Jury RTL-le Monde »
M. Charles Millon, délégué général des comités de soutien à M. Barre, invité dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

Optimisme sur les marchés financiers

Pour la première fois depuis le krach du 19 octobre, les ministres des finances des sept grands pays industriels doivent se retrouver, le mercredi 13 avril à Washington. Le marché des changes anticipant un engagement du G-7 en faveur d'une stabilisation du dollar entre 120 yens et 130 yens, le billet vert est resté ferme. Les Bourses de Tokyo et de New-York ont retrouvé un certain optimisme.

La Bourse de Tokyo, s'appuyant sur une économie japonaise vigoureuse, a rejoint puis dépassé son précédent sommet historique du 14 octobre dernier. Vendredi, à Wall Street, après quatre séances consécutives de hausse, l'indice Dow Jones a retrouvé son niveau le plus élevé depuis le krach. Également en hausse, les marchés européens ont enregistré des progressions beaucoup plus modestes.

(Lire nos informations page 13.)

7 F
NUMÉRO D'AVRIL

Le Monde

dossiers et documents

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

LES PRIVATISATIONS

- Une idée qui a fait son chemin.
- Une opération réussie et contestée.
- La chance a tourné.
- Une vague de fond interrompue.

LA QUESTION BASQUE

- La force d'une différence.
- Une identité qui résiste.
- Autonomie ou indépendance ?
- Un difficile règlement.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Faire revivre des quartiers malades

Mantes-la-Jolie, ville-laboratoire

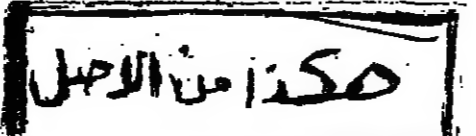
Elle a le cheveu noir et le regard de velours des filles du Maghreb. Mais Rachida, née il y a seize ans sur les bords de la Seine, fait les mêmes rêves bourgeois que ses copines du lycée de Mantes-la-Jolie. Passer le bac, devenir employée de commerce, se marier, dénicher un appartement ici, près de ses parents et avoir deux enfants. Ce sont justement ces banalités exprimées d'une voix douce, en un français parfait, qui redonnent du courage à M. Paul Picard, maire de Mantès, quand il lui arrive de douter.

Né de père lorrain et de mère espagnole, ce pied-noir quadragénaire est l'hôte socialiste de Mantès depuis 1977. Une véritable galère. Voici une petite ville de province située à 60 kilomètres à l'ouest de Paris dont les commerces se peletaient autour d'une collégiale gothique. En quelques décennies, elle est passée de 19 000 habitants à 45 000, et elle porte aujourd'hui à son flanc, un monstrueux appendice de tours et de barres - la ZUP du Val-Fourré - où s'entassent 28 000 personnes aux revenus modestes, dont plus de 11 000 immigrants. Bien entendu, les gosses sont légion, et les licenciements de l'industrie automobile aidant, les chômeurs ne manquent pas. On imagine la suite : Jokers impayés, dégradations, menus délinquances, échecs scolaires, début de formation d'un ghetto, réactions racistes, etc.

Le Val-Fourré n'est pas la seule bavure de l'urbanisme des années 60, mais après les célèbres Minguettes, à Lyon, et les quartiers nord de Marseille, c'est l'une des plus monumentales. Pour traiter ces plaies, le gouvernement Mauroy a lancé, en 1982, une politique dite de « développement social des quartiers », qui concerne près de cent trente communes. Elle consiste à mobiliser les énergies et les concours financiers de multiples services publics pour attaquer le problème sous tous ses angles : social, scolaire, culturel, architectural, économique. Plus de trois milliards de francs ont déjà été dépensés dans la reconquête des grands ensembles, mais ce n'est pas cher payé si l'on sait qu'ils abritent un million et demi de personnes.

Il était temps. Au Val-Fourré, par exemple, plusieurs gratte-ciel que personne ne veut plus habiter sont vides. Faute de clients solvables, deux supermarchés ont tiré le rideau de fer. Ce cas de maladie urbaine et le traitement qu'on lui applique sont si spectaculaires, que Mantès en a acquis une sorte de célébrité.

MARC AMBROISE-RENDU.
(Lire la suite page 8.)



Dates

Il y a vingt ans

L'assassinat de Martin Luther King

RENDEZ-VOUS

Lundi 11 avril. - Strasbourg: Session du Parlement européen (11 au 15).
Bruxelles: Conseil « Recherches » de la CEE.
Dakar: Rencontre Kadhafi/Hissène Habré (11-12).
Moscou: Visite d'une déléga-tion américaine dirigée par le secrétaire américain au commerce, M. Verity. (Rencontre avec M. Gorbatchev.)
Mardi 12 avril. - Paris: Colloque international organisé par l'IFRI sur le thème « Europe 1992, l'intégration financière ».
Mercredi 13 avril. - Washington: Réunion du groupe des sept grands pays industriels (RFA, Etats-Unis, Canada, France, Italie, Grande-Bretagne et Japon).
Beirut: Quatorzième anniversaire du début du conflit libanais.
Judi 14 avril. - Washington: Réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (14-15).
Vendredi 15 avril. - Vienne: Reprise des pourparlers de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).
Dimanche 17 avril. - La Haye: Conseil des ministres de l'UEO.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
 75427 PARIS CEDEX 09
 Tél. : (1) 42-47-97-27
 Télex MONDIPAR 650 572 F
 Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
 Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
 Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
 Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
 Capital social : 620 000 F
 Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.
 Administrateur général : Bernard Wouis.
 Rédacteur en chef : Daniel Verdet.
 Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-53-91-82 ou 45-55-91-71
 Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

EP 587 09
 75422 PARIS CEDEX 09
 Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire vos notes propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

Le printemps n'est pas toujours cié-ment dans le Tennessee, mais en cette fin d'après-midi du jeudi 4 avril 1968, à Memphis, la fraîcheur de la brise était délicate. Fatigué, agacé même peut-être par les préparatifs si laborieux de cette marche qu'il tentait d'organiser pour soutenir la grève des éboueurs locaux, Martin Luther King avait décidé de s'accorder un moment de répit. Il était dix-huit heures. Dans moins d'une minute, il y aurait plusieurs détonations et puis plus rien : le leader noir, l'apôtre de la non-violence, atteint en pleine tête et baignant dans son sang. Mais pour l'heure, dans ces derniers instants de grâce, accoudé à la balustrade de fer, au premier étage de ce Lorraine Motel, si banalement semblable à tous ces hôtels minables qu'il avait pratiqués dans les longues errances de sa vie militante, Martin Luther King se reposait. Peut-être même dressait-il en pensée son propre bilan.

Les menaces, si nombreuses, s'étaient faites pressantes ces jours-ci. Prenant la parole, la veille encore à Memphis, il avait prononcé un sermon prémoniteur : « Je vois, disait-il, la terre promise! Ce qui va m'arriver maintenant n'importe guère. Car je suis allé au sommet de la montagne et je ne m'inquiète plus... »

Pourtant, ces quatre mille gardes nationaux patrouillant dans une capitale du Tennessee encore fumante des émeutes qui venaient de faire, une semaine auparavant, un mort et soixante blessés, était-ce là la « Terre promise »? Et que dire du couvre-feu instauré dans plusieurs villes de Caroline du Nord en novembre au terme d'une année 1967 désastreuse, qui avait vu la violence se répandre comme une traînée de poudre dans plus d'une centaine de grandes cités. Rien qu'à Détroit, dans le Michigan, la police devait relever quarante-trois morts et procéder à 7 000 arrestations. Dans ce pays, déjà malade d'un conflit vietnamien de plus en plus impopulaire - où bien des Noirs étaient en première ligne - c'était maintenant l'Amérique des ghettos, exaspérée, qui réclamait sa part du mirage économique.

Quelle ironie, pour ce précurseur de la « non-violence active », nourri de la pensée de Gandhi, que ces explosions de haine raciale! Quel échec aussi, pour ce jeune prix Nobel de la paix de trente-neuf ans, si respecté dans le monde entier, et incapable de se faire écouter dans son propre pays! Pour les désespérés de Harlem ou de Watts, pour tous les laissés-pour-compte des mégapoles du Nord, ce petit pasteur du Sud, en dépit de son courage, n'est qu'un bourgeois. Un doux idéaliste, presque un « oncle Tom », faisant le jeu des Blancs.

Condamné à une lente mort politique

De fait, ses tentatives pour lancer une campagne de désobéissance civile à Chicago en 1965, et l'année suivante une grève des loyers, furent un fiasco. A quoi servait donc d'être allé « en haut de la montagne », pour en redescendant plus démuné encore? Fallait-il renoncer pour autant? Parce qu'après le grand élan de la fin des années 50, la longue croisade pour l'égalité des droits civiques périclitait?

Rosa Parks, la petite couturière noire de Montgomery (Alabama), s'était-elle découragée, au soir du 1^{er} décembre 1955, quand, lasse de céder systématiquement sa place aux Blancs dans l'autobus qui la ramenait chez elle, elle avait décidé de rester assise? Cela devait déclencher le formidable boycottage des autobus de la ville.

Bien avant, il y avait eu aussi les neuf écoliers noirs de Little-Rock, tremblant de peur sous les huées à l'entrée du collège « blanc », et les marcheurs de la liberté, impavides sous les aboiements des chiens policiers de « Bull » Connor à Birmingham, et les cris racistes de son patron le gouverneur Wallace : « Ségrégation aujourd'hui, ségrégation demain, ségrégation toujours! » Non, aucun n'avait renoncé. Pas même sur le pont de Selma,

quand, sous les coups, plusieurs sont tombés.

Mais assurément, le rêve, le beau rêve d'une Amérique fraternelle et égalitaire, que le pasteur avait fait partager à une foule vibrante à Washington, le 28 août 1963, au terme d'une marche « historique » sur la capitale, ce rêve était loin encore d'être réalisé. Un rêve qui tournait même au cauchemar. Edgar Hoover, le pugnant directeur du FBI, anxieux de discréditer King, en recherchant l'évidence que son mouvement, la Southern Christian Leadership Conference étant infiltrée par les communistes, n'avait cessé de le harceler. Enregistrant ses conversations téléphoniques, le traquant chez ses amis, et perçant dans le moindre motel, jusqu'aux plus intimes secrets d'une vie privée agitée.

Personna non grata à la Maison Blanche depuis ses prises de position contre la guerre au Vietnam, il se savait condamné

de la Maison Blanche. La flambée de colère et de violence atteint bientôt Chicago, où des tireurs isolés s'en prennent aux pompiers. Deux jours après, c'est Baltimore, Kansas-City et même la Californie et la Floride qui sont touchées. Au total, plus d'une centaine de villes américaines sont à feu et à sang. On dénombre plus tard quarante-six morts et deux mille six cents blessés. La capitale fédérale est une poudrière. Le maire a décrété le couvre-feu, et les points stratégiques sont gardés par des éléments de cette 82^e division aéroportée qui sauta jadis sur la Normandie.

Le « rêve » récupéré

Inquiet, et comprenant qu'il lui faut faire très vite, le président Johnson décide de retarder puis d'annuler son départ pour Honolulu où il doit assister à une conférence cruciale sur cette guerre vietnamienne dont il tente déjà de se dégager un

veau sous le choc d'un autre assassinat. Celui, trois jours plus tôt à Los Angeles, de Robert Kennedy. Le 10 mars 1969, devant le tribunal de Memphis, Earl Ray, extradé pour la circonstance, après avoir toujours protesté de son innocence, plaide coupable pour sauver sa tête. Au cours d'une audience unique, après un compromis passé entre l'accusation et la défense, il est condamné à 99 ans de prison. Pour tout un pays traumatisé, l'affaire est classée, et ce, en dépit de nombreuses incohérences. Personne, là non plus, n'a vraiment envie de savoir sur quelles pétales vérités le « mythe King » a été fondé.

vingt ans après, le message d'espoir du pasteur King, préservé pour l'éternité dans son mausolée de marbre comme la conscience de l'Amérique, a retrouvé toute sa acuité : « Après chaque vendredi saint, disait-il, Pâques arrive... ». La Plaque noire américaine est encore un peu précoce, mais quel chemin parcouru!

Même si le pouvoir économique est trop inégalement partagé, les Noirs ont à présent suffisamment de poids en politique pour le réclamer. Un obscur gouverneur de l'Arizona vient d'être destitué, pour avoir, entre autres « maladroites », voulu annuler le jour férié dédié à la mémoire du leader noir assassiné. Enfin, son turbulent protégé, Jesse Jackson, vient de monter au cours d'une incroyable percée dans les primaires présidentielles, que sa croisade contre le « violence économique », inspirée à bien des égards de King, pouvait rallier aussi des suffrages blancs.

Les marcheurs de Selma ont eu raison de ne pas s'arrêter. Ils ne sont pas encore à la Maison Blanche, mais déjà aux marches du palais.

MARIE-CLAUDE DECAPMPS.



par le FBI et ses nombreux autres ennemis à une lente mort politique. L'évolution même du mouvement noir, toujours plus radical, poussait, elle aussi, Martin Luther King vers les coulisses de l'histoire immédiate. Depuis deux ans déjà, Stokely Carmichael et Willie Ricks avaient lancé le mot d'ordre d'un « black power » qui s'accrochait mal de l'illusion libérale d'un « dialogue intégrationniste ». Pourtant, jamais la phrase de l'ancien président Eisenhower n'avait, dans sa sécheresse lapidaire, été aussi désespérément vraie : « Ce n'est pas avec des armes que l'on changera les mentalités. »

Dix huit heures une, un soir d'avril à Memphis : les coups de feu ont claqué, Martin Luther King s'est effondré. Son plus proche collaborateur, Ralph Abernathy, se précipite, le prend à bras le corps, le soutient : « Mon dieu, Martin est touché! ». A l'étage du dessous, où il s'occupe de la voiture, le jeune Jesse Jackson, la « tête brûlée » de l'entourage de King, qui l'aimait pourtant bien, arrive lui aussi, mais il est trop tard. Le blessé a été transporté à l'hôpital Saint-Joseph en ville. Rapidement les médecins ne peuvent que constater le décès. Quelques heures plus tard, l'air buté et le pull-over ostensiblement maculé de sang, Jesse Jackson, sans se démonter, explique devant les caméras de télévision qu'il est le dernier à avoir parlé avec le pasteur assassiné et que celui-ci est « mort dans ses bras ». A peine versé, le sang du martyr de la cause noire était « récupéré ».

Dans les minutes qui suivent l'annonce de la mort de King, des bandes de jeunes noirs parcourent les rues de Memphis, mais bientôt aussi celles de Washington, où pillages et incendies se multiplient en plein centre ville, à moins d'un kilomètre

peu. Intervenant à la télévision quelques heures après le drame, il dit : « L'Amérique choquée » par cet assassinat et « demande à tous les citoyens de renoncer à la violence aveugle qui a frappé le pasteur King, qui vivait par la non-violence ». Et tandis que, du monde entier, affluent les télégrammes de stupour et d'indignation, une véritable veillée d'armes commence en Amérique. Que se passera-t-il aux obéques, le 9 avril à Atlanta?

Débordés devant cette Amérique qui brûle, les compagnons du pasteur assassiné tentent de faire entendre raison à la communauté noire. Coretta King, la veuve, deux de ses enfants à la main, a conduit elle-même à Memphis la marche à laquelle aurait dû participer son mari. Toute la nuit, les cent-quarante églises de la ville resteront ouvertes à la foule en prières. A peine brisé, le « rêve » de Martin Luther King est lui aussi récupéré.

Nourri du courage et des convictions de cet homme si simple et généreux, un mythe éternel, déjà, se construit. A qui profitera-t-il? A la Maison Blanche, où un président, sinistre lui aussi, mais au moins sous la tâche, s'efforce de réveiller les consciences blanches? Drapeaux en berne, journée de deuil national, minute de silence à la Bourse, tout est fait pour utiliser le climat émotionnel. Le gouvernement souligne avec une ostentation satisfaisante, que jamais pareilles mesures n'ont été prises pour honorer un Noir. A moins que, cette nouvelle « aura » posthume de King ne soit plus utile, finalement, à cette communauté noire qui, hier encore, était prête à le remettre en cause, lui et ses idéaux dépassés?

La réponse s'impose d'elle-même le 9 avril. Plus de cent mille personnes suivent le corbillard, tiré par deux mules

“GRAND JURY” RTL - Le Monde
 dimanche 18h15
 en direct sur
 animé par Olivier MAZEROLLE
 avec André PASSERON et Daniel CARTON (Le Monde) Paul JOLY et Dominique PENNEQUIN (RTL)
CHARLES MILLON
RTL

L'URSS et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan

Le rapatriement du contingent soviétique pourrait se terminer avant la fin de l'année

L'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, annoncé le vendredi 8 avril, à Genève, devrait être signé le 14 avril au plus tard. Le rapatriement du contingent de l'armée rouge, qui devrait s'amorcer le 15 mai, pourrait se terminer avant la fin de l'année. Tout en se réjouissant de l'accord, la Maison Blanche a fait savoir que les Etats-Unis attendaient une ultime assurance de Moscou sur la poursuite des aides militaires aux camps en présence avant de se porter garants d'un document qui n'aborde que l'aspect international du conflit.

Le gouvernement américain s'est félicité d'un accord dont il avait...

comme les trois autres parties prenantes (Moscou, Islamabad et Kaboul) - avait l'annonce. Mais la Maison Blanche a indiqué, vendredi soir, qu'elle attendait toujours une réponse soviétique sur la proposition américaine de « symétrie positive » des aides soviétiques et américaines à leurs alliés locaux respectifs avant de se porter garants de l'accord. « Je pense qu'il y a de bonnes chances pour que nous allions de l'avant et nous portons garants », a toutefois déclaré M. Howard Baker, secrétaire général de la Maison Blanche. En d'autres termes, puisque Moscou entend conserver la liberté de poursuivre ses livraisons d'armes au régime actuel de Kaboul, Washington veut pouvoir en faire autant en faveur des résistants, étant entendu que chaque Grand Tienra compte...

du niveau de l'assistance offerte par l'autre. Le document, selon M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, évite soigneusement cette question cruciale. La résistance ayant, en effet, rejeté par avance l'accord et s'étant engagée à poursuivre le combat jusqu'à la chute du régime actuel de Kaboul, le retrait soviétique devrait déboucher sur un redoublement des combats, entre Afghans cette fois. Les Pakistanaïis n'ont donc pas obtenu, semble-t-il, ce qu'ils voulaient : l'amorce d'un règlement politique susceptible d'encourager, dans des conditions de sécurité, le retour des réfugiés. Tout porte à croire que, la guerre se poursuivant, la grosse masse des réfugiés - trois millions au Pakistan et deux millions en Iran - demeurera à l'extérieur des frontières afghanes, au moins pour un temps.

La « symétrie positive » est également contraire à la lettre des accords, puisque ces derniers prévoient une clause de non-ingérence, que doivent signer Islamabad et Kaboul. Or les armes étrangères destinées à la résistance transitent par le Pakistan. Autre contradiction : Islamabad s'appuie à signer un document avec un gouvernement, celui de Kaboul, auquel il dénie toute légitimité, tout en se ralliant, en fin de compte, aux exigences de la résistance, qui refuse toute coalition avec les communistes et entend les remplacer au pouvoir. L'ONU n'en devrait pas moins annoncer, dès lundi, une signature qui pourrait avoir lieu jeudi en présence de son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, qui, tout en se félicitant de l'accord, espère que les parties concernées « n'entrepre-

dront rien qui soit contraire à sa lettre ou à son esprit ». Dans une allusion à la poursuite des aides militaires étrangères à chaque camp en présence, il a ajouté : « Si l'on veut parvenir à la paix en Afghanistan, on n'y parviendra pas par des actions qui tendraient à raviver les hostilités ». Le retrait soviétique donc, mais sans la paix. Résumant cette préoccupation générale, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a admis vendredi à Genève que l'accord était « imparfait » et qu'il « reflétait la réalité de la situation ». Mais il a ajouté qu'il représentait une « chance historique » à ne pas laisser passer. M. Perez de Cuellar a, pour sa part, parlé de « première étape dans les efforts entrepris pour mettre fin aux souffrances du peuple afghan ». « La bonne foi dans la mise en œuvre de

l'accord, a-t-il poursuivi, reste une condition-clé pour réaliser les objectifs qui lui sont inhérents ». Samedi matin, en dehors du calendrier du retrait soviétique - qui s'étalera sur neuf mois, la moitié des effectifs étant rapatriés dans les trois premiers mois - on ignorait encore le contenu réel des documents. Une précision, cependant : une commission de douze observateurs militaires et civils de l'ONU (dont des Japonais, pour la première fois) surveillera la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. En outre, le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) a commencé ses préparatifs en vue d'un éventuel rapatriement des réfugiés afghans, et son haut commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, qui se trouvait en Malaisie, a été rappelé d'urgence à Genève. JEAN-CLAUDE POMONTI.

Pas de quoi pavoiser...

(Suite de la première page.)

Apanage des systèmes totalitaires même en voie de reconstruction, ce décalage absolu entre les faits et les mots, entre la réalité et sa traduction, vise donc à tenter de faire oublier l'ampleur de l'échec essuyé par l'URSS en Afghanistan. L'intervention militaire avait visé à progresser vers le Golfe en faisant de l'Afghanistan un atterrisseur et à y faire à partir qu'au bout du compte les bonnes relations que Moscou avait toujours entretenues avec Kaboul sont pour très longtemps compromises.

Il s'était agi aussi d'affirmer le droit de l'Union soviétique, même en position de détente, à étendre sa zone d'influence et l'entreprise se termine sur un retrait au lieu d'une avancée. Il s'était agi, lorsque la diplomatie soviétique faisait le gros dos devant les condamnations internationales de montrer une fois de plus que la tactique du fait accompli finissait toujours par s'imposer et le bilan à tirer est exactement inverse.

Au terme de cette intervention, ce ne sont en effet ni l'indivisibilité ni l'irréversibilité de la progression territoriale du système soviétique qui sont démontrées, mais précisément sa reversibilité - ce qui n'est bon ni pour le niveau de confiance placée en l'URSS par plusieurs de ses alliés du tiers-monde, ni, à long terme, pour la stabilité politique des républiques musulmanes de l'Union, ni même pour la consolidation du statu quo dans ces démocraties populaires où l'imagination érode lentement la résignation.

Si l'on ajoute à cela qu'aucun gouvernement n'aimerait expliquer, ou même laisser seules, voir à sa population que tant de jeunes gens ont laissé leur vie ou leur âme et leur jeunesse dans une folle entreprise de vieillards momifiés par la toute-puissance, la discrétion de Moscou se résume à une phrase : il n'y a pas de quoi pavoiser.

Et pourtant, si M. Gorbatchev a mis, dès son arrivée au pouvoir ou presque, tant d'obésité et de souplesse à faire sortir son pays de ce bourbier, c'est que, pertes déduites, les dividendes de la jacidité sont jugés plus qu'appréciables.

L'invasion de l'Afghanistan avait, en décembre 1979, sonné le glas de la détente. Aujourd'hui le retrait

d'Afghanistan ne fait pas que symboliser la nouvelle diplomatie soviétique mais lui ouvre aussi de nouveaux horizons, car cet accord est la première esquisse de règlement d'un des grands conflits régionaux de la planète.

Or toute l'ambition de l'URSS est de devenir - ou de redevenir sur certains des dossiers - un partenaire irrécusable et indispensable de la défense de la stabilité internationale sur tous les points du globe. Sa diplomatie a lancé des offensives marquées vers l'Amérique latine et l'Asie. M. Ararat - ce n'est pas un hasard - est ce moment même à Moscou pour des entretiens sur le

vité externe, et que le sourire de M. Chevardnadze était cent mille fois plus payant que le visage fermé de M. Gromyko.

Le début du retrait d'Afghanistan va précéder de deux semaines l'arrivée de M. Reagan à Moscou pour un nouveau sommet. Il y a de bonnes probabilités pour que les discussions sur les prochaines étapes du désarmement en soient facilitées et c'est un engrenage bénéfique qui semble bien se mettre ainsi en route pour M. Gorbatchev.

Ces succès diplomatiques, s'ils ne changent rien aux difficultés et défis que doit affronter M. Gorbatchev au sein de son propre appareil, font cependant de lui un homme indis-



processus de paix au Proche-Orient. Les quotidiens de Moscou rendent compte de la situation au Panama comme si le sort de l'humanité en dépendait, et l'Europe - bien sûr - est l'objet d'une attention, d'égards et de réflexions stratégiques aussi flatteurs que pressants.

Bref, Moscou veut transformer l'essai qu'elle a réussi, en deux ans, avec le spectaculaire rapprochement du processus de désarmement et parvenir à se réinsérer comme super-puissance dans le jeu international. L'ambition est logique et n'a rien d'irréaliste, elle est aussi vitale pour ce pays dont les dirigeants ont fini par comprendre qu'ils n'avaient plus les moyens économiques ni de l'immobilisme interne ni de l'agressi-

pensable car, incarnation de la nouvelle image internationale de l'URSS, il ne pourrait être mis à l'écart ou même réduit au silence sans que la partie internationale lue par Moscou ne s'en ressente durement.

Il n'y a pas, aujourd'hui, de majorité à la direction soviétique disposée à prendre ce risque, et M. Gorbatchev se prépare ainsi à passer de l'éclat du sommet américano-soviétique à une formidable bataille : la dix-neuvième conférence du parti prévue pour la fin juin. Ordre du jour : la démocratisation interne du parti. Autrement dit, le roulement de vérité de la démocratisation.

BERNARD GUETTA.

Autopsie d'une erreur

(Suite de la première page.)

Les références enthousiastes à la guerre civile espagnole s'estompent au profit de récits crus et saignants décrivant la dure vie quotidienne d'Ivan Ivanov au pays des Afghans. Parallèlement, d'autres journaux mettent l'accent sur la triste condition qui est faite aux jeunes anciens combattants de retour en Union soviétique, sur leurs réactions de révolte ou d'échouement à retrouver la corruption et l'indifférence de l'arrière.

Mais c'est à la fin de 1987 que tout bascule : alors que ce genre d'articles se multiplie et que la presse évoque ouvertement les pertes subies, les diplomates soviétiques n'hésitent plus à reconnaître en privé que la décision d'intervenir en Afghanistan a été une erreur, tout comme celle de déployer les fameux missiles intermédiaires SS 20, qui devaient entraîner les Occidentaux à mettre en place en Europe occidentale Pershing 2 et missiles de croisière. Ce genre de discours était particulièrement répandus dans les cercles du sommet de Washington, en décembre dernier, au cours duquel MM. Reagan et Gorbatchev ont beaucoup plus parlé du conflit afghan qu'ils n'ont bien voulu le reconnaître. On s'en rendit compte deux mois plus tard, lorsque M. Gorbatchev fit part de la volonté soviétique de commencer à évacuer l'Afghanistan à partir du 15 mai, qu'un gouvernement de coalition soit ou non mis en place à Kaboul.

Mais les propos du secrétaire général consensuels aux conflits régionaux étaient encore plus révélateurs d'une « nouvelle pensée ». Evoquant péle-mêle la guerre d'Afghanistan, le conflit israélo-arabe, la guerre Irak-Irak, la situation en Afrique australe, au Cambodge et en Amérique centrale, il est recouru à un langage plus de chirurgien que d'idéologue.

« Ce sont, dit-il, des plaies sanglantes capables d'engendrer des foyers de guerres sur le corps de l'humanité [...]. Mener à bien le règlement politique en Afghanistan constituera une percée dans la chaîne des conflits régionaux. » Comme par hasard, c'est la semaine suivante que l'hebdomadaire Literaturniaia Gazeta soulève le « problème » des responsabilités historiques. La tâche fut confiée à un journaliste-écrivain, Alexandre Forshanov, qui s'était pourtant illustré dans le passé par ses articles

extrêmement conventionnels consacrés à la guerre en Afghanistan. Pour l'occasion, il changea de ton et écrivit à propos de la décision d'intervenir : « Des prévisions incorrectes ont été faites : les experts se sont trompés dans leur analyse de la situation en Afghanistan, des erreurs ont été commises par les spécialistes de l'islam, les diplomates, les politiciens, les militaires. »

Nouvelle « bombe » dans la Literaturniaia Gazeta du 16 mars : le journal publie ce jour-là une lettre de l'académicien Oleg Bogomolov, l'un des conseillers économiques de M. Gorbatchev, qui est aussi directeur de l'Institut des économies du monde socialiste, un établissement prestigieux qui dépend de l'Académie des sciences. Que tient à préciser M. Bogomolov, un homme qui n'est pas connu pour ses « coups médiatiques » ? Tout simplement que le 20 janvier 1980, c'est-à-dire moins d'un mois après l'invasion de l'Afghanistan, son institut a fait parvenir aux plus hautes autorités un long document pour les mettre en garde contre l'aspect « illusoire et nocif » de l'opération. Parmi les facteurs négatifs soulignés par ce mémorandum, M. Bogomolov cite notamment « les conditions géographiques et sociopolitiques défavorables » qui régnaient en Afghanistan, où l'armée rouge aurait à combattre « non seulement l'armée rebelle de cercles afghans féodaux et religieux », mais aussi « les aides des Etats-Unis et des autres pays de l'OTAN, de la Chine, de l'Australie et des pays musulmans ». Toujours selon M. Bogomolov, son mémorandum constatait également que, « pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, nous devons faire face à un conflit où, contrairement aux guerres de Corée et du Vietnam, nous devons combattre avec nos propres troupes ».

Des témoignages

concordants

Dernier argument qui ne fut pas entendu : l'invasion de l'Afghanistan risquait de « mettre un terme au processus de détente », d'éliminer les chances de progresser sur la voie du désarmement et de réduire l'influence de l'URSS dans les pays non alignés, « tout spécialement dans le monde islamique ». M. Robert Legvold, directeur de l'Institut Harriman, qui dépend de

l'université Columbia et qui fait autorité en matière de soviétologie, a-t-il rencontré à M. Bogomolov le mois dernier, lorsqu'il a effectué un voyage d'étude en URSS ? C'est probable, et il a sans doute rencontré bien d'autres responsables. Toujours est-il qu'il a affirmé à son retour aux Etats-Unis que plusieurs interlocuteurs lui avaient assuré que la décision d'envahir l'Afghanistan avait été prise par « une poignée de membres du bureau politique » de l'époque, sans consultations préalables. Et M. Legvold de citer les noms de Leonid Brejnev, Dimitri Oustinov, l'ancien ministre de la défense, Iouri Andropov, Mikhaïl Soudou, l'ancien gardien de l'idéologie, le « faiseur de rois » de l'époque de la stagnation, Andreï Kirilenko et Andreï Gromyko.

Mis à part M. Gromyko, l'ancien ministre des affaires étrangères aujourd'hui mis sur la touche au poste de chef de l'Etat, tous ces responsables ont une caractéristique commune : ils sont morts, et ne risquent donc pas de parler. Quant à M. Gromyko, en bon stalinien mal repenti, cela fait longtemps qu'il a appris à se taire sur l'essentiel, comme le prouvent les deux tomes de Mémoires qu'il vient de publier à Moscou.

Mais d'autres responsables soviétiques qui ont toujours vivants confirment que la décision d'intervenir a été prise par une poignée de vieillards fatigués, incapables d'évaluer la situation. Notamment M. Arbatov. Le directeur de l'Institut d'études sur les Etats-Unis et le Canada, qui raconte volontiers avoir appris l'invasion alors qu'il se trouvait hospitalisé à Moscou, par un coup de téléphone de M. Anatoli Dobrynine, l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis, qui était lui aussi hospitalisé. Selon M. Arbatov, ni l'un ni l'autre n'avaient été consultés ou préalablement mis au courant.

Tous ces témoignages ne valent pas, bien sûr, paroles d'évangile. Mais ils sont concordants. Ils pourraient bien être que les premiers d'une longue série, tant il est vrai que M. Gorbatchev a intérêt à prouver que, en évacuant - c'est la première fois - un pays où un gouvernement communiste avait été mis en place, il ne fait que corriger les erreurs de ses prédécesseurs. JACQUES AMALRIC.

Dix ans de crise et d'affrontements

Table with 4 columns: Year, Event, Location, and Date. Rows include 1978 (Mohammed Daoud), 1980 (Soviet invasion), 1981 (Soviet withdrawal), 1982 (Soviet intervention), 1983-1985 (Soviet presence), 1986 (Soviet withdrawal), 1987 (Soviet withdrawal), 1988 (Soviet withdrawal).

CHINE

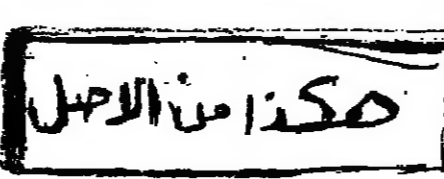
M. Li Peng est confirmé dans ses fonctions de premier ministre

PEKIN. de notre correspondant

M. Li Peng a été confirmé, le samedi 9 avril, dans son poste de premier ministre qu'il occupait à titre intérimaire depuis novembre dernier. Son élection formelle par l'Assemblée nationale populaire apporte un sceau de légalité institutionnelle à un processus de rajeunissement de la direction chinoise décidé par M. Deng Xiaoping l'an dernier.

En outre, le Parlement chinois a élu le chef du parti, M. Zhao Ziyang, et le nouveau président de la République, M. Yang Shangkun, vice-présidents - dans cet ordre - de la commission militaire d'Etat. M. Zhao, qui était déjà premier vice-président de la commission militaire du parti, prend ainsi fermement en main la direction suprême de l'armée chinoise sous l'autorité personnelle de M. Deng et avec

FRANCIS DERON.





Amériques

HONDURAS : après les violents incidents anti-américains

L'état d'urgence est proclamé dans les deux principales villes du pays

L'état d'urgence a été proclamé, le vendredi 8 avril, dans les deux plus grandes villes du Honduras - Tegucigalpa, la capitale, et San-Pedro-Sula - en raison des violentes manifestations qui, la veille, avaient fait, selon les autorités, deux morts et huit blessés devant l'ambassade et le consulat des Etats-Unis. Pour protester contre l'expulsion du Hondurien Ramon Matta Ballesteros, « caillou » présumé de la drogue, plus de trois

mille étudiants avaient attaqué les missions américaines dans la capitale. Qualifiant de « très sérieuse » l'attaque de leur ambassade, les Etats-Unis ont appelé, vendredi, leurs ressortissants à quitter le pays. En réussissant à mettre la main sur Ramon Matta Ballesteros, les Américains, en fait, réglèrent une vieille querelle.

Pour Ramon Matta Ballesteros, la vie était presque devenue « un long fleuve tranquille ». Entouré de ses gardes du corps, distribuant parfois son argent aux pauvres qui campaient devant sa somptueuse villa de Tegucigalpa, il était sur le point de devenir un homme comme les autres. Pourtant, arrêté le 5 avril sur ses terres, le « parain » de la drogue hondurienne croula en ce moment dans une prison américaine. Placé le soir même, sans ménagement et sans passeport, par la police de son pays sur un vol à destination de la République dominicaine, il s'est trouvé en situation irrégulière à Saint-Domingue et a été expulsé vers les Etats-Unis.

L'extradition étant proscrite de la Constitution hondurienne, le stratagème, digne des meilleurs romans d'espionnage, s'est révélé payant. Cette fois, pour Matta, la chance a tourné. Les services antidrogue américains (DEA) le traquèrent depuis le 7 février 1985. Ce jour-là, Enrique Camarena, brillant agent du DEA, ayant déjà démantelé plusieurs filières, vient de quitter le consulat américain de Guadalajara (Mexique) pour déjeuner avec sa femme. A peine sorti

du bâtiment, il est entouré par quatre hommes en armes, qui le poussent dans une voiture. Quelques heures après, Alfredo Zavala Avelar, un pilote mexicain qui travaille occasionnellement pour le DEA avec Camarena, subit le même sort. Un mois plus tard, ils seront retrouvés. Morts.

A Fabri de la loi ?
L'autopsie révéla que Camarena et Zavala ont été torturés, brûlés et enterrés encore vivants. Ce sanglant épisode de la lutte anti-drogue avait à l'époque failli déboucher sur un incident diplomatique entre les Etats-Unis et le Mexique. Après avoir rappelé son ambassadeur en consultation à Washington, M. Ronald Reagan lui-même avait envoyé un message d'indignation au président Miguel de la Madrid. Les autorités mexicaines procédèrent rapidement à l'arrestation d'une trentaine de personnes, dont trois officiers de police et neuf magistrats, soupçonnés d'avoir participé au meurtre des deux agents. Mais les cerveaux de l'affaire restèrent hors d'atteinte et parmi eux : Ramon Matta.

Les responsables américains sont formels : il est « avant tout un des trafiquants de drogue les plus notoires connus à travers le monde ». Matta est soupçonné de servir d'intermédiaire entre le « cartel de Medellín », pièce maîtresse du trafic de drogue en Colombie, et les passeurs mexicains. Recherché aux Etats-Unis, emprisonné en Colombie en 1986, il s'évada rapidement, en corrompant ses gardiens, pour se réfugier au Honduras.

Ses choix reposaient alors sur une évidence : il n'existe aucun traité d'extradition dans ce pays. Il pouvait donc y vivre en toute impunité. C'était assurément sans compter avec l'acharnement des services de drogue américains à venger leurs agents, devenus, en quelque sorte, les martyrs d'une noble cause.

Ramon Matta, ironie du sort, est donc tombé pour avoir cru, au moins une fois dans sa vie, en la loi de son pays. Son arrestation, pourtant, pose de sérieux problèmes au gouvernement hondurien, allié traditionnel de Washington en Amérique centrale, avec une violente manifestation anti-américaine, la plus importante jamais organisée dans le pays.

S. C.

PANAMA

Washington aggrave les sanctions économiques contre le régime du général Noriega

Un groupe de deux cent quatre-vingt-dix marines a quitté, le vendredi 8 avril, les Etats-Unis pour Panama, où au total huit cents membres de ce corps doivent effectuer des manœuvres dans la jungle. Cet exercice, a indiqué Washington, était « prévu depuis décembre dernier et n'a rien à voir avec les troubles actuels au Panama ».

WASHINGTON
Correspondance

Comme on s'y attendait, le président Reagan a décidé de renforcer la pression économique sur Panama. Les mesures annoncées par la Maison Blanche, ont été prises en invoquant l'International Emergency Powers Act, une loi de 1977, adoptée à la suite de la prise des otages américains en Iran, qui donne au président la plus large autorité pour agir « en cas de menace inattendue extraordinaire contre la sécurité nationale, la politique étrangère ou l'économie des Etats-Unis ». La loi avait été appliquée précédemment par le président Carter contre l'Iran, et par le président Reagan contre la Libye.

Les nouvelles mesures visent essentiellement à interdire aux compagnies américaines, et à leurs filiales au Panama, de payer leurs impôts et redevances au régime Noriega. Le gel des avoirs panama-

méens aux Etats-Unis avait déjà été décidé antérieurement. Néanmoins, le président ne s'est pas prononcé pour un embargo commercial total, estimant que cela affaiblirait gravement l'économie du Panama qu'il n'a pas voulu rétablir.

D'autre part, M. Reagan a tenu compte des réactions négatives des leaders de l'opposition panaméenne, notamment du président déchu Delvalle, soucieux de ménager le peuple panaméen. Les officiels américains soulignent cependant que l'effacement du système financier du Panama aura un effet important sur le commerce. Affichant beaucoup d'optimisme, ils considèrent comme un succès les mesures décidées antérieurement. Alors qu'en fait c'est bien parce qu'elles n'avaient pas atteint les résultats recherchés que le gouvernement américain a dû envisager de nouvelles. En effet, invitées à ne plus payer leurs impôts au Panama, les compagnies américaines ont hésité, en raison des pressions exercées par le gouvernement Noriega sur leurs filiales.

Apparemment, le département d'Etat maintient ses suggestions d'une action militaire mais que M. Carlucci, ministre de la défense, et les chefs du Pentagone continuent à s'y opposer. Engagé délibérément dans une guerre des nerfs, la Maison Blanche déclare ne pas exclure une action militaire, mais seulement en dernier ressort.

HENRI PIERRE.

Europe

Rappels à l'ordre dans le camp socialiste

● TCHÉCOSLOVAQUIE : haro sur les « forces anti-communistes ».

Le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, M. Milos Jakes, a dénoncé les agissements des « forces anti-communistes » dans son pays, notamment dans les milieux religieux, dans son discours d'ouverture d'une session plénière du comité central du PCT, le vendredi 8 avril, à Prague. « Ces derniers temps, les forces anti-communistes se sont efforcées, avec l'aide de certains mass media occidentaux, d'organiser la création de groupes d'opposition, de les inciter à des actions destinées à causer des troubles et de la tension dans notre société, en les masquant même derrière des motivations religieuses », a déclaré le numéro un tchécoslovaque, faisant notamment allusion à un rassemblement catholique pour la liberté religieuse, brutalement dispersé par la police à Bratislava (Slovaquie), le 25 mars dernier.

Pour le principal dirigeant tchécoslovaque, il n'est « pas question que le rôle dirigeant du Parti communiste soit affaibli. Au contraire, il doit être renforcé ».

● HONGRIE : « mise en garde ». Les autorités hongroises ont adressé, le vendredi 8 avril, une « mise en garde » à cinq membres fondateurs de l'organisation de jeu-

nesse indépendante à but politique - FIDESZ - leur demandant « de cesser leur activité », selon l'agence de presse hongroise MTI. L'agence qualifie cette organisation créée le 30 mars, d'« illégale ». L'hebdomadaire hongrois Magyarorszag, par ailleurs, révèle que plus de 5 % des membres du PC de Hongrie, soit 46 000 personnes, avaient quitté le parti cet hiver à l'occasion du renouvellement des cartes.

● URSS : téléphones coupés. Les lignes téléphoniques de deux rédactions de bulletins indépendants en URSS, le Bulletin de la communauté chrétienne, de M. Alexandre Ogorodnikov, et Glasnost, de M. Sergueï Grigoriant, ont été coupées le jeudi 7 avril, a indiqué M. Ogorodnikov à Moscou. Un responsable des téléphones de la ville de Moscou, lui a déclaré que cette mesure, qui concerne aussi son domicile, était prévue pour six mois. Le téléphone d'un autre dissident, M. Valeri Sendrov est coupé depuis novembre. - (AFP.)

● RDA : censure. Le gouvernement ouest-allemand a protesté, le jeudi 7 avril, auprès des autorités est-allemandes contre la censure exercée actuellement en Allemagne de l'Est à l'égard de nombreux journaux religieux de RDA. (AFP-Reuter.)

Proche-Orient

Après la mort d'une jeune Israélienne en Cisjordanie

L'armée met en garde les colons contre des représailles

JERUSALEM
de notre correspondant

En diffusant au compte-gouttes les premiers résultats de l'enquête sur la mort d'une jeune Israélienne, il y a quelques jours en Cisjordanie, l'armée semble adresser un avertissement aux colons des territoires occupés.

Le message serait le suivant : « Toute opération de représailles serait d'autant plus inacceptable que le déroulement de l'affaire reste particulièrement confus ». De moins en moins l'armée accuse au vu des révélations faites ces dernières vingt-quatre heures sur les incidents qui se sont produits dans le village de Beit-Al-Fawka (près de Naplouse). Car la version retenue n'est pas exempte de critiques à l'égard de deux adultes armés qui accompagnaient le groupe d'adolescents de l'implantation d'Eloam-Moreh, pris à partie dans ce village.

Le groupe était en promenade mercredi dernier quand il a été agressé à coups de pierres par des jeunes Palestiniens, dont deux ont été tués par les accompagnateurs des adolescents israéliens. Il semble que ceux-ci aient alors accepté de quitter les lieux en traversant le village. Là, il y aurait eu de nouveaux jets de pierres et une bagarre, à l'issue de laquelle les deux gardes (dont l'un est grièvement blessé) auraient été désarmés. C'est peut-être à ce moment que la jeune Israélienne, Tirza Porat (quinze ans) a été tuée.

Mais, contrairement aux premières informations officielles, l'armée a indiqué qu'elle était aujourd'hui incapable de déterminer les causes de cette mort. Est-ce la pierre reçue à la tête par l'adolescent ou la balle qui a aussi été trouvée dans le crâne de Tirza Porat ? Ce dernier projectile paraît bien avoir été tiré d'une des armes des accompagnateurs. Nouvelle question : le coup est-il parti alors que les armes étaient encore aux mains des accompagnateurs, lors d'une boucoulade pendant qu'on les désarmait, ou après ?

Le rapport indique que le groupe n'avait pas prévu l'armée de cette excursion, qu'il ne disposait pas des moyens de transmission radio adéquats, et enfin qu'un des accompagnateurs était connu pour être une tête brûlée responsable de voies de fait à l'encontre de Palestiniens.

Ces informations ont commencé à filtrer de source militaire, quelques heures à peine après les funérailles de la jeune fille, jeudi. Elles paraissent clairement destinées à empêcher que les colons ne profitent de l'explosion suscitée dans le pays pour se lancer dans des représailles. Dans le même temps, un peu comme si elle voulait donner des gages de fermeté, l'armée continue à dynamiter les maisons de Beitou dont les occupants sont soupçonnés d'avoir participé à l'agression. Huit ont été démolies vendredi, cinq autres jeudi.

ALAIN FRACHON.

IRAN

Elections sous les missiles irakiens

L'Irak a étendu, le vendredi 8 avril, ses tirs de missiles sol-sol et ses raids aériens à plusieurs villes d'Iran, au moment où la population iranienne se rendait aux urnes pour les premières élections législatives depuis 1984. Bagdad a annoncé le tir, à trois heures d'intervalle, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'une série de quatre missiles contre Téhéran, à près de 500 kilomètres de la frontière. Qom (sud de Téhéran), Isfahan (centre) et Tabriz (nord). L'agence iranienne IRNA a confirmé la chute de missiles irakiens sur des quartiers résidentiels de Téhéran et d'Isfahan.

Depuis le déclenchement de la « guerre des villes », le 28 février dernier, l'Irak a affirmé avoir lancé au total 149 missiles sol-sol sur l'Iran, dont 114 sur Téhéran. Bagdad, qui se trouve à moins de 150 kilomètres de l'Iran, a pour sa part été la cible de 35 engins irakiens, selon les autorités irakiennes.

L'Irak a annoncé la chute, vendredi à 14 h 55 locales (10 h 55 TU), d'un missile sol-sol iranien sur un quartier résidentiel de Mossoul (nord de l'Irak), faisant « des morts et des blessés », dont des femmes et des enfants.

Une participation « remarquable »

En Iran, la population était appelée, vendredi, aux urnes pour élire les 270 députés du Majlis (Parlement), et l'imam Khomeini a dénoncé aux Irakiens de prendre part massivement à ces élections législatives. Selon les observateurs, la participation risque cependant d'être affectée par les conséquences de la « guerre des missiles », les villes, notamment Téhéran, ayant été désertées par une grande partie de leur population.

Selon la radio, toutefois, la participation au scrutin a été « remarquable ». Sur le front, les soldats ont pu voter et les habitants des zones insécures par la route ont déposé leurs bulletins dans des urnes transportées ensuite par hélicoptère.

Des mesures ont été prises pour protéger les électeurs des tirs de missiles et des raids aériens irakiens. Des bureaux de vote ont été ainsi installés à proximité d'abris anti-aériels là où la situation le permettait. - (AFP, Reuter.)

Afrique

NAMIBIE

Les pouvoirs de l'administrateur sud-africain sont encore renforcés

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'administrateur général de l'Afrique du Sud en Namibie, M. Louis Pienaar, sera doté de pouvoirs accrus, a annoncé, le vendredi 8 avril, le président Pieter Botha, à l'issue de sa première visite à Windhoek depuis la mise en place, le 17 juin 1985, du gouvernement intérimaire de ce territoire. A la tête d'une importante délégation de ministres, le chef de l'Etat s'est entretenu avec les membres de ce gouvernement dit « de transition » pour tenter de résoudre les nombreuses difficultés qui ont surgi au sein de cette instance et apaiser les manifestations d'opposition à l'égard du pouvoir de tutelle.

Parce qu'il était sans doute difficile de recoller les morceaux, le président Botha a décidé d'accroître les pouvoirs de son représentant au détriment d'une institution qui était censée renforcer son autorité administrative sur le territoire et fiendiser sa représentativité et son assise.

Désormais, M. Pienaar, ancien ambassadeur à Paris, pourra notamment appeler à des élections, prendre les mesures nécessaires contre les médias « qui promouvent la subversion et le terrorisme » et dissoudre « les associations existantes ou à dissoudre leur pouvoir ou gouvernement ». Le retour en arrière est patent.

La première pomme de discorde entre Pretoria et le « gouvernement » local réside dans la tenue d'élections régionales sur une base ethnique, souhaitées par Pretoria mais refusées par quatre partis sur les six qui composent

le gouvernement intérimaire, ces derniers considérant qu'il s'agit là d'une perpétuation du système de l'apartheid. Deuxième grain de sable, le projet de Constitution auquel les autorités sud-africaines sont hostiles parce qu'il ne prévoit pas dans ses dispositions de garantie pour les droits de la minorité blanche. M. Pienaar a clairement indiqué, à plusieurs reprises, que la nouvelle Constitution devait être bâtie sur une ligne ethnique. En accord avec lui, deux dirigeants de partis membres de la coalition gouvernementale se sont retirés du Comité constitutionnel et se proposent de rédiger leur propre Constitution. En revanche, deux ministres de ce gouvernement menacent de démissionner si Pretoria est décidé à maintenir l'apartheid sur place.

Enfin, troisième source de friction entre le pouvoir sud-africain et le « gouvernement » de Windhoek, cette institution jugée « fautive » par les opposants de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest namibien) n'est jamais parvenue à élargir sa base et sa représentativité politique dans le territoire. Or c'était là l'une des missions que lui avait confiées Pretoria. Les nouveaux pouvoirs accordés à l'administrateur général vont encore réduire son peu de crédibilité.

Le chef de l'Etat avait, déjà à la fin du mois dernier, sérieusement compromis son rôle de puissance tutélaire en exemptant purement et simplement des tribunaux six membres des forces armées accusés du meurtre d'un vieux militant de la SWAPO, Immanuel Shifid, le 30 novembre 1986. Un texte existe qui permet en effet de stopper le

processus judiciaire si des coupables uniformes ont agi « de bonne foi, dans le but de combattre le terrorisme dans la zone opérationnelle ». Or aucune de ces conditions n'était présente alors que les six étaient déjà accusés de meurtre. Cette affaire avait été ressentie comme une insulte au système judiciaire, « un abus de pouvoir » qui survient quelques jours après que le chef de l'Etat ait refusé la grâce aux « six de Sharpville » au nom de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et la justice.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Diplomatie

Les relations économiques ont dominé la visite de M^{me} Thatcher en Turquie

ISTANBUL
de notre correspondant

Au cours de la visite de deux jours de M^{me} Margaret Thatcher en Turquie, la première d'un chef de gouvernement britannique, quatre questions ont dominé la partie politique des entretiens. Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a réclamé un soutien à la demande de son pays d'adhérer à la CEE. Mais M^{me} Thatcher n'a pas fait mystère de sa préférence pour une réactivation du traité d'association de 1963 entre Ankara et la CEE.

En déclarant à ses interlocuteurs que l'OTAN réagirait à une attaque contre la Turquie de la même façon qu'à une agression contre tout autre de ses membres, elle a coupé court aux inquiétudes exprimées depuis un an sur les réticences allées à venir éventuellement en aide à la Turquie.

Sur la question de Chypre, le langage tenu par M^{me} Thatcher n'a pas déplié à ses hôtes. Sans évoquer le retrait des troupes turques du nord de l'île, elle a apporté, comme la Turquie, son soutien aux initiatives du secrétaire général de l'ONU tendant à la création d'un Etat fédéral, et demandé qu'on profite de l'élection de M. Vassiliou et de l'esprit de sommet de Davos, entre M. Ozal et M. Papandréou, pour trouver une solution aux « problèmes des deux communautés ». La formulation, qui ne mentionne pas « la République turque de Chypre nord », préfacée par M. Denktash et reconnue par la seule Turquie, a été reprise par M. Ozal : celui-ci s'était déclaré, dans un entretien à la BBC à la veille de l'arrivée de M^{me} Thatcher, prêt à participer à un sommet quadripartite avec M. Papandréou et MM. Vassiliou et Denktash, « dirigeants des deux communautés », à condition que ces deux derniers se rencontrent avant, ce que refuse

M. Vassiliou qui considère M. Ozal comme seul interlocuteur.

Les deux premiers ministres ont enfin souligné la fin de la guerre du Golfe. M^{me} Thatcher a rappelé son soutien à la résolution du Conseil de sécurité et s'est félicitée des efforts de conciliation déployés par la Turquie, qu'elle a remerciée pour sa contribution à la libération des passagers britanniques de l'avion koweïtien détourné en Iran.

Les relations économiques bilatérales ont dominé le reste des entretiens. La construction d'un troisième pont sur le Bosphore, pour laquelle les Britanniques ont fait une offre moins avantageuse qu'une société turque actuellement en position de l'emporter, était le plus important des contrats discutés. Aucune décision n'a cependant été prise à ce sujet, pas plus que dans le domaine des industries de défense, dans lequel M^{me} Thatcher estime que les deux pays « peuvent coopérer beaucoup plus qu'aujourd'hui ». Tout en se félicitant de l'accroissement de 42 % en un an des exportations turques vers le Royaume-Uni, devenu le cinquième marché de la Turquie, elle a regretté que les importations anglaises n'aient augmenté que de 18 % en 1987.

MICHEL FARRERE.

(Publicité)
TUNISIE : LE MINISTRE DE L'INTERIEUR REVELE

Mohamed Ammar expose les grands problèmes de l'Etat : le rôle de la femme, le statut de la femme, l'islamisme, la démocratie, le reforme du parti démocratique.

Dans le numéro d'avril d'Arabes, en kiosques et en librairies, 78, rue Jouffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.23.34.14.



Le meeting de M. Mitterrand à Rennes

COMME Bonaparte aux Pyramides et Astérix à Babarour, nous y étions ! Et comme les quinze mille Bretons de Rennes et d'ailleurs nous avons eu, le vendredi 7 avril, l'insigne privilège d'assister au retour sur les planches électorales du meilleur acteur politique de son époque, François Mitterrand en personne.

Nous, les vaillants envoyés spéciaux du Monde, nous pourrions ainsi raconter au futur les générations journalistiques comment, à 19 h 42, surgissant du néant, le célébrissime « fou chantant », qui, lui aussi, défie le temps et les modes, maître Charles Trenet, entonna, à capella, son fameux refrain péroratoire : Douce France...

Il s'élevait tout là, au premier rang, autour de Danielle Mitterrand, les fidèles du « carcé » présidentiel, Roger Hanin en tête, Jack Lang, qui avait à sa droite un

autre monstre du spectacle, Gérard Depardieu, était aux anges. Le décor inauguré pour ce premier meeting était d'une sublimité sobriété. Pas étonnant : l'ancien mais toujours séduisant ministre de la

plante d'un pupitre tricolore derrière lequel s'élevait, majestueux, un bouquet bleu-blanc-rouge de quarante-six drapeaux, français sous un léger courant d'air, transposition, baptisée « 1789 », de

à tous les Français. Tout avait été programmé. Un comédien anonyme, choisi par la fédération socialiste pour sa ressemblance avec le cher « Tonton » — taille 1,71 m, calvitie prononcée — avait répété la veille.

Tout avait été minuté. Il était 20 h 2. Une autre sommité théâtrale, Jérôme Savary, venait de s'exclamer, face à la foule qu'il voyait immense : « Voilà qui n'est pas fou, qui n'est pas vague ! Voilà une grande vague ! » A gauche des orfèvres, la silhouette hiératique de Barbara, courbée sur son piano, venait tout juste de terminer son hymne à cet « homme, une rose à la main » qui, un jour, « a ouvert le chemin vers un autre demain »...

Alors, il est entré, à l'autre bout, sous les acclamations. Auguste, il a traversé le chapiteau d'un pas rapide. Impérial, il

s'est installé aussitôt derrière le pupitre. D'un geste court, il a demandé à la salle de rester ses braves. Comme s'il éprouvait une certaine pudeur à se livrer une fois de plus au regard des siens. Comme s'il voulait incarner, physiquement, dans sa propre retenue, la distance prise par le président-candidat, par-delà le temps, à l'égard du candidat d'il y a sept ans. Et il a commencé à parler. En humaniste. En philosophe. En combattant... du bicentenaire de la Révolution française tourné vers le troisième millénaire. Vivant trait d'union entre deux époques de son socialisme, hier flamboyant, aujourd'hui cajoleur.

Pendant ce temps, dehors, à proximité, on installait un autre chapiteau, destiné, celui-là, à la prochaine venue de Jacques Chirac. Mais cela, bien entendu, nous le raconterons... la prochaine fois.

Résumé du service politique.

Douce France

culture avait, une fois de plus, fait appel au talent de l'architecte Christian du Pavillon — associé à Patrick Bouchin, — « spécialiste des cérémonies funéraires et festives de la République », concepteur, en 1981, de la « mortuaire » de François Mitterrand au Panthéon, puis, en 1982, de l'hommage funéraire rendu à Pierre Mendès France.

l'œuvre du sculpteur Arman qui orne le hall du palais de l'Élysée, mais inspirée aussi de Delacroix et de sa Liberté guidant le peuple.

Finie le symbolisme des roses. Le président-candidat de 1988 ne pouvait plus être le candidat socialiste de 1981. Retour aux sources des valeurs républicaines. Pas de concessions au modernisme. Priorité au message, en l'occurrence la missive envoyée deux jours avant

« Nous, nous n'excluons personne... »

RENNES de nos envoyés spéciaux

M. Mitterrand a commencé son discours d'une heure cinquante, le vendredi 8 avril, à Rennes, en affirmant : « La France unie ne se sera que si elle est en même temps la France du mouvement ; la France unie ne se sera que si elle choisit d'être juste, d'être celle qui défend les privilèges, qui refuse les exclusions, qui frappe les injustices, qui, inlassablement, s'attaque aux inégalités sociales ».

Le président-candidat a développé chacun de ces chapitres, en commençant par « la France du mouvement » à l'Élysée. Il a donc réaffirmé la nécessité de la construction européenne avant de remarquer que tous les candidats à la présidence de la République se disent décidés à bâtir l'Europe, alors que « certains n'ont fait qu'en retarder l'heure ». « Ils étaient contre le Mitterrand commun », a-t-il ajouté, « contre le marché unique, contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal, contre Eurêka, contre Erasmus. Ils sont les bienvenus, ces ouvriers de la dernière heure. Mais, quitte à faire confiance, je prendrais, moi, mes précautions ».

M. Mitterrand a ensuite repris ce thème à propos du désarmement et de la paix : « Bien entendu, ils le veulent, a-t-il remarqué, mais encore faut-il en choisir les moyens, en prendre le chemin. Il vaut mieux se

tourner du côté de ceux dont la tradition d'inspire depuis près d'un siècle du désarmement ; quitte à désigner un président de la République, une majorité parlementaire et la suite, moi, je prendrais mes précautions ».

De même pour le tiers-monde et « Depuis quelque temps, cela reste étale si cela ne recule pas. S'il faut choisir un président de la République, avec une Assemblée, moi, je prendrais mes précautions ». La foule a longuement applaudi par ses applaudissements cet appel à voter « par précautions » pour le président sortant, contre tous les autres.

Hommage aux enseignants

Consacrant ensuite son propos à la France, M. Mitterrand a rendu hommage aux enseignants et a longuement commenté la priorité inscrite dans son projet sur la formation, l'instruction, l'égalité des chances. Il a souligné que le gouvernement de M. Chirac — qu'il n'a pas nommé — a ou « comme premier geste » de tailler dans les crédits consacrés à la recherche, « d'obtenir l'Élysée construit par des gouvernements de toutes tendances ». Il a rapidement insisté sur la nécessité de mettre au point des incitations fiscales afin que les entreprises réinvestissent leurs bénéfices. Puis il a évoqué le rôle de l'État dans l'écono-

mie du pays, en rappelant qu'il est partisan du système « d'économie mixte ».

M. Mitterrand a invité ses auditeurs à l'ouverture d'esprit : « Vous êtes la force la plus puissante de France, leur a-t-il déclaré ; et, pour cela, vous restez ouverts à tous les autres. Nous ne sommes pas un camp qui veut abattre un autre camp. Nous voulons que la France s'unisse ».

Abordant alors la deuxième partie de son discours, la France sera unie si elle sait être juste ». M. Mitterrand a parlé une nouvelle fois de la « cohésion sociale ». Il a mis en garde contre la tentation, qu'il « voit se dessiner », d'une Sécurité sociale à deux vitesses, « mieux assurée pour les riches », « moins assurée pour les plus pauvres ». Il propose de « revenir à la bonne Sécurité sociale, celle de 1945. On me dira que je fais de l'immobilisme ou que je suis un peu rétrograde », a-t-il affirmé. « Mais leur a-t-il dit, la loi de 1945, qui assure à chacun selon ses besoins, qu'un smail-progrès qui consisterait à faire le contraire ».

Au passage, le président-candidat a remarqué qu'il y a dans l'actuelle majorité « des hommes de valeur, des hommes de conviction, et parfois une foule protestataire. Il a réaffirmé : « Il y en a ». « Non ! » a-t-on crié dans l'assistance. « Croyez-moi, je les vois, il m'arrive de les fréquenter (sifflets) ». Ne vous laissez pas emporter ; il ne faut pas s'en pren-

dre aux hommes, il faut s'en prendre à l'esprit de système, à l'idéologie. Nous ne sommes pas les bons ; ils ne sont pas les méchants (sifflets), même s'ils considèrent qu'ils sont les bons et nous les méchants ». (Applaudissements.)

M. Mitterrand a ensuite affirmé qu'il convient de défendre les lois Auroux sur le droit d'expression dans les entreprises. Puis il a parlé de son refus de l'exclusion et d'abord de la condition des « nouveaux pauvres ». « Va-t-on laisser ces nouveaux pauvres comme une honte sous nos yeux ? Encouragé par l'enthousiasme de l'auditoire, il a rappelé son souhait de « réimposer les grandes fortunes », afin de financer en partie le revenu minimum des plus déshérités. « Parce qu'ils ont beaucoup, il faut qu'ils partagent un peu, de demander un peu à ceux qui ont beaucoup pour aider ceux qui n'ont rien, cela n'est pas une position révolutionnaire ; c'est une mesure socialiste. C'est une mesure qui va dans le sens des idées consues par nos ancêtres ».

A propos du code de la nationalité, il a affirmé que celui-ci doit être maintenu. Il s'est longuement étendu sur le droit de vote pour les immigrés aux élections municipales, auquel il est favorable : « Je sais que c'est une mesure très largement impopulaire, a-t-il dit. Il reste à accomplir un grand effort de pédagogie pour faire comprendre que c'est dans le droit de la Républi-

que. Je n'engage personne d'être en désaccord. La France est à la traîne. C'est dommage pour la France. Je m'efforcerai de l'expliquer, de le faire comprendre et admettre. L'empêcher serait mal admis. L'explicite finira par être compris. C'est une direction dans laquelle les hommes de progrès doivent s'engager. Je n'ai pas l'intention de me présenter à la confiance des Français et de faire ma vérité. Je prendrai tous les risques qui paraissent nécessaires à ma conscience. Je n'achèterai aucun suffrage ».

Au passage, le président-candidat a dénoncé ceux qui font « des clics d'œil » aux partisans des thèses racistes, « comme si on comprenait ». « On », c'est-à-dire M. Chirac.

Le désespoir de la Nouvelle-Calédonie

Le chef de l'État a ensuite évoqué assez largement la situation en Nouvelle-Calédonie : « Le destin de tout pays et de toute population est de connaître son indépendance, mais il existe des situations qui rendent atrocement difficile la mise en œuvre d'une telle perspective. Il y a en Nouvelle-Calédonie plusieurs ethnies face à face. Je ne puis consentir à donner aux uns raison parce qu'ils voudraient chasser les autres, et pas davantage je ne donnerai raison aux autres s'ils veulent agir de la même façon avec le camp d'en face. De telle sorte que je ne vois pour l'instant, sans exclure rien, que la République pour arbitrer, pour protéger, pour assurer le droit [...] le droit d'un peuple qui pour moi est un peuple opprimé. Il faut que les Calédoniens aient le droit de vivre, et le droit de vivre, ce n'est pas seulement le droit de manger ; c'est aussi le droit de penser, de s'exprimer, de développer sa culture, le droit de posséder des droits ».

Regrettant la concomitance du premier tour de l'élection présidentielle et des élections régionales organisées sur le territoire, M. Mitterrand a souligné : « Je crains que la violence du désespoir ne finisse par l'emporter ». Évoquant l'émotion provoquée il y a plusieurs semaines par le verdict d'acquiescement prononcé à Nouméa en faveur des auteurs de la fusillade de Hiogo, il a dit : « On ne peut pas naturellement, lorsqu'on est président de la République, dire qu'une décision de justice n'est pas acceptable, mais il faut alors en examiner les alentours et voir comment cela a été possible, voir si ce n'est pas simplement le résultat d'un système. Or c'est le résultat d'un système ! Et c'est ce système que je récuse ! ».

« Les inégalités sont partout, a ajouté M. Mitterrand. Chaque fois qu'il y a une réforme, les plus riches gagnent quelque chose et les pau-

vres y perdent. C'est la mode depuis quelque temps... »

Le président candidat a été ensuite adressé aux femmes : « Ce n'est pas normal, a-t-il dit, que le plus grand nombre de chômeurs soient des femmes. Ce n'est pas normal que les plus mal payées soient des femmes ».

M. Mitterrand a répondu, en outre, aux récents commentaires suscités par la comparaison de son projet avec les programmes de ses principaux adversaires : « J'entends souvent en ce moment : tous ces candidats disent la même chose. Pour les Français, c'est un rébus. C'est vrai... Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche ; il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture ; il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser

Politique

Les candidats de la majorité en Aquitaine et en Alsace

M. Barre, imperturbable, « pense qu'il n'y a pas moyen de faire autrement »

PAU
de notre envoyé spécial

Les décibels d'Elektrik Band de Chick Corea, les accents contrastés de Dave MacLain (Secret Sensation !), les sonorisations d'enfer de la terre entière ne changeront rien, jamais, à l'affaire : on se tient bien, calmement, sagement, patiemment dans les rassemblements de Raymond Barre, attendant bravement tout le temps qu'il faut l'arrivée et la prestation du candidat pour lui décocher les marques d'un enthousiasme réel mais sans excès, comme par crainte des remontrances d'un père aimé et sévère.

Tout de même, à Pau, le vendredi 8 avril, la patience fut un peu ébréchée. Un tout petit peu : rares lazzi, sifflets maigres. C'est que Raymond Barre était vraiment en retard. Horriblement en retard. Il était près de 22 h 10 quand le député de Lyon a pénétré sous le chapiteau où plus de trois mille de ses partisans l'attendaient - certains depuis près de trois heures.

La pluie, le brouillard, les quarts d'heure perdus au cours des étapes précédentes, Bordeaux et Bayonne, avaient bon dos. La cause essentielle de ce retard était... le retard.

Comprimer à douze minutes le rituel entretenu, à la mairie de Bordeaux, avec le maître des lieux, Jacques Chaban-Delmas n'avait servi à rien. Parcourir d'un pas fort peu barrique la rue Sainte-Catherine pour un bain de petite foule et une tournée chez les commerçants non plus.

Avant de filer à Bayonne pour une autre réunion, l'ancien premier ministre sacrifia sagement, devant plusieurs centaines de partisans serrés dans une petite salle de spectacle, à un autre rituel : celui de l'union, en présence, d'erechef, de M. Jacques Chaban-Delmas, du ministre Jacques Valade et d'un certain nombre d'élus RPR.

Cérémonie moins fictive qu'ailleurs, peut-être, dans cette Aquitaine, terre d'élection de cette riche palette dont toutes les nuances s'organisent autour de la couleur radicale, au mépris des tons plus vio-

lents et sans trop tenir compte des commodités étiquettes et des sigles. A ses partisans assemblés, qu'ils soient dix ou qu'ils soient mille, M. Barre ne fait jamais l'injure du petit mot qui ne soit que de circonstance et calibré par le chronomètre des gestionnaires de tournées.

Ceux de Bordeaux eurent donc droit aux réflexions sérieuses et rigoureuses que le candidat Barre

Faux et arguments

C'est comme du Barre mais ce n'est pas du Barre. Un numéro pirate « spécial élections » de Faits et Arguments, la lettre mensuelle de l'ancien premier ministre circule depuis quelques jours dans Paris. Dix feuillets bien remplis présentant dans le détail « tout ce que vous vouliez savoir sur Raymond Barre sans jamais avoir osé le demander ». Est-il gaulliste ? Est-il antisémite ? Pourquoi les républicains le détestent ? Ses convergences avec Michel Rocard. Ses liens avec la Trilatérale. Bref un minimum de faits pour un maximum de faux arguments et de ragots. Les barbares ont décidé « de saisir la justice pour qu'il soit mis un terme à cette tentative de manipulation et que les auteurs en soient poursuivis ».

distille imperturbablement en tous lieux. Un clin d'œil, un seul, une référence à « la récente épître de l'apôtre François aux Gaulois », bon mot rodé à la veille.

Puis ce fut le départ. Bayonne, d'autres retards, et Pau enfin. Pau, où il était fatalement menacé d'une audacieuse comparaison longuement filée avec Henri IV avant de se voir promu « Béarnais d'honneur ».

Une fois cette cordiale menace mise à exécution par M. François Bayrou, député CDS des Pyrénées-Atlantiques, M. Barre parla, alors qu'à plusieurs centaines de kilomètres de là les derniers propos de son adversaire - ô combien explicite

désormais - François Mitterrand avaient déjà cessé de faire vibrer le chapiteau rennais.

Mais le député de Lyon ne cultive pas, comme le député Bayrou, le style distribution de prix. Imperturbablement plongé dans cet exercice de gravité « lucidité » qu'il reconomme à son auditoire, il a pour la huitième fois peint le tableau d'une France de demain qu'il dirigerait volontiers...

S'il ne montre ni « pessimisme » ni « morosité » dans ses variations inaltérables sur l'avenir de la France dans l'Europe et dans le monde, ses enjeux et ses risques, ni le pingpong ni l'ample béneficence un peu fous que nous ne sommes jamais, même par effraction. Toujours, M. Barre barrique, sans jamais faiblir : « On va vous dire, mesdames et messieurs, que ce langage-là, on ne le tient pas en période électorale. Eh bien, moi, je vous le tiens parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement ».

Tenace et un peu gris

Ce langage ? « Si la France est gouvernée, si la France est défendue, si la France réussit à retrouver son dynamisme démographique [...], sa compétitivité et si cette France est en même temps une France solidaire, alors, je vous le dis [...], non seulement nous pourrions être fiers de notre pays mais notre pays sera à l'avant-garde de l'Europe que nous voulons construire ».

Ainsi va-t-il, agissant comme si « ceux qui souhaitent me gouverner, m'effacent, m'ignorent, m'oublient » n'étaient pas en mesure d'y parvenir. Il est vrai que le député de Lyon s'est de longue date identifié à ce pari et qu'il n'y a désormais, comme il le dirait lui-même, pas « moyen de faire autrement ».

MICHEL KAJMAN.

M. Chirac soupçonne M. Mitterrand de préparer des « combinaisons » sur un projet « croupion »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

C'est dit : M. Jacques Chirac attaque, désormais, M. François Mitterrand pour ce qu'il se donne, et non pour ce qu'il fut ou pour ce qu'il pourrait être soupçonné d'être encore. Finie l'époque de l'étonnement « constatatant ou socialisme », ou celle de la liberté, l'éclatement de la liberté d'enseignement, à laquelle tout socialiste serait porté « par nature ». Fini le temps où, pour tenter de saisir son insaisissable adversaire, le premier ministre suscitait le spectre d'un retour, si le chef de l'Etat était réélu, aux années 1981-1984.

Le vendredi 8 avril, à Strasbourg, M. Chirac n'a parlé qu'une fois du « candidat socialiste » et, à cette exception près, s'est intéressé à « M. Mitterrand ». Certes, à ses yeux, lorsque le président de la République adopte pour slogan « la France unie », c'est « l'uniformisation, en réalité », qui est proposée, ce qui « implique, en général, le rabotage par le bas », promet un « déclin mou » et renvoie à une « caricature de la vocation sociale des uns », opposée à « la vocation économique des autres ».

Le clivage dont M. Mitterrand cherche, ainsi, à tirer parti est, selon M. Chirac, dépassé, car « personne en France, parmi les responsables politiques, ne veut exclure personne ». « Ceci, a continué le premier ministre, ne doit pas conduire à des combinaisons - passe-moi la rhubarbe, je te passe le sénat - pour une formation de gouvernement sur un embryon de projet, un croupion de projet ».

Le « rassemblement » que veut, lui aussi, M. Chirac est « un rassemblement dans l'effort ». Il dispose, lui, d'une majorité qui est unie, qui est soudée », et « il est légitime qu'il y ait une opposition ». « Que chacun, a-t-il dit, prenne ses respon-



Daniel Steinhilber - The Independent

stabilités. Que les uns assument celles du gouvernement, et les autres celles de l'opposition ».

Derrière le « flou » qu'entretient M. Mitterrand, M. Chirac n'entrevoit plus le socialisme, mais « un monde de vague (...), d'incertitude et, surtout, d'immobilisme ». « La France, a-t-il déclaré, a besoin de tout, aujourd'hui, sauf d'immobilisme. Aujourd'hui, il faut nous secouer si nous voulons assumer les responsabilités du renforcement des solidarités nationales, de l'efficacité économique indispensable et de la construction européenne de demain. C'est avec l'imagination, l'énergie et la détermination que nous devons triompher de ces obstacles, et non pas en rêvant au coin du feu ».

Le premier ministre entend juger M. Mitterrand sur pièces, celles que le chef de l'Etat a fournies dans sa Lettre à tous les Français. Si ce qu'elle annonce n'est pas dénoncé par M. Chirac comme le socialisme

d'il y a sept ans, ce n'en est pas moins l'acier. « L'enfer, a-t-il dit, est fait de bonnes intentions. Il ne suffit pas d'exprimer de bonnes intentions, il faut, encore, inspirer aux électeurs suffisamment confiance pour qu'on vous crédite de la capacité de les mettre en œuvre ».

Or M. Chirac n'a trouvé « ni dans le comportement de M. Mitterrand pendant la période où il avait le pouvoir, ni pendant la période où il avait perdu tout en restant à la tête de l'Etat, ni dans l'expression de son projet des raisons de considérer que celui-ci avait une véritable valeur ».

La « godille » du président

Après avoir déclaré « pas très convenable » le refus de M. Mitterrand de participer, comme M. Raymond Barre et lui-même, à l'émission « l'Heure de vérité », sur Antenne 2, M. Chirac a porté d'autres attaques contre le chef de l'Etat, accusé - sans être, cette fois, nommé - de « manque d'imagination » et d'entretenir le « bonnilisme ». C'est à l'évolution même de M. Mitterrand que le premier ministre s'en est pris en critiquant ceux qui avancent « à la godille, au coup par coup, au gré de convictions changeantes ». C'est à l'acteur de la Lettre qu'il faisait allusion en dénonçant les « incantations creuses ».

Cela n'a pas empêché M. Chirac de relever, dans le projet de son adversaire, une volonté de « reprise en main de l'économie par l'Etat et par le Plan », de même que celle d'« accroître les charges fiscales » pour, en définitive, « pénaliser ceux qui réussissent ».

M. Chirac parlait, au Parc des expositions, devant environ cinq mille personnes, au moment même où M. Mitterrand participait à son premier meeting, à Rennes. Les journaux télévisés ayant montré le candidat du PS traversant, à 20 heures, la foule de ses partisans, le candidat RPR a fait lui aussi, une heure plus tard, une entrée par l'arrière du hall et est passé au milieu des siens en serrant des mains. Il a tenu à donner à sa réunion, par sa longueur notamment, une ampleur comparable à celle qui se tenait en Bretagne.

Au premier rang des assistants, toute la fine fleur du centrisme alsacien était présente : MM. Daniel Hoefel, Marcel Rudloff et, même, M. Pierre Pfimlin. L'ancien président du conseil n'avait pas assisté au dîner-débat qui avait réuni dans sa ville, autour de M. Barre, deux mille cinq cents personnes. Il est, en effet, en désaccord avec le député du Rhin depuis que celui-ci s'est prononcé contre la cohabitation.

M. Chirac a rendu un hommage appuyé à M. Pfimlin et souligné l'« union », la « cohésion » et la « loyauté » de la majorité. A la fin de la réunion, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat aux affaires sociales (CDS), est monté à la tribune. Il s'agitait seulement pour lui, a-t-il expliqué, de « chasser la Marseille » à côté du premier ministre, de M. Philipp Séguin, ministre des affaires sociales, de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense, et de M. Yvon Briand, secrétaire général du CNI. M. Zeller est trop patriote ou trop aimable. Cela va lui jouer des tours.

PATRICK JARREAU.

« Décès d'un conseiller général socialiste de l'Aude. - Conseiller général de Lagrasse (Aude) et maire de Montaur. Louis Angeley (PS) est décédé, le lundi 4 avril, des suites d'une longue maladie ».

[Né le 9 décembre 1932 à Montaur (Aude), Louis Angeley, directeur d'école, avait été conseiller général de Lagrasse au remplacement de M. Charles Alquier (PS), qui ne s'était pas représenté. Il était maire de sa ville natale depuis 1983.]

« Intention de la mère de Roger Hanin. - La mère du comédien Roger Hanin a été inhumée, le mercredi 6 avril, au cimetière de Rabio-Estagnol, à Antibes. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. De nombreuses personnes, proches et amis, entouraient Roger Hanin et son épouse, Christine Gouze-Régnal. Le président de la République et M. Mitterrand avaient envoyé une gerbe de fleurs avec leurs vœux prémonstrateurs : François et Danielle. - (Corresp.)

Un appel aux électeurs du FN

Dans un entretien accordé au Figaro Magazine, qui paraît le samedi 9 avril, M. Raymond Barre lance aux électeurs du Front national l'appel suivant : « Vous êtes attachés à un certain nombre de valeurs fondamentales pour l'avenir du pays. Vous n'hésitez pas à marquer votre fidélité au patriotisme, à une époque où cette valeur est quelque peu galvaudée. Vous n'hésitez pas non plus à marquer votre attachement à l'identité nationale, à laquelle les Français ont toujours été très fidèles. Vous n'hésitez pas à souligner que notre société doit respecter un certain nombre de principes, faute desquels régnerait le laxisme et l'anarchie. Sur ces points vous avez raison ».

M. Pierre Bousset sous les flashes

Flashes, micros et caméras. M. Pierre Bousset a donné, le vendredi 8 avril, sa première conférence de presse de candidat officiel à l'élection présidentielle. L'animation était inhabituelle dans le local austère du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs), situé boulevard de Strasbourg à Paris, distant de quelques rues du siège du PCI (Parti communiste internationaliste), dont M. Bousset assure la direction depuis de nombreuses années sous le pseudonyme de « Lambert ».

Celui qui se présente comme « un vieux militant ouvrier depuis l'âge de quinze ans » souhaite avant tout faire connaître son mouvement qui, selon la formule consacrée, regroupe des « lambertistes », des socialistes et des communistes, officiellement neuf mille adhérents. Ceux qui en sont partis ou en ont été exclus sont beaucoup moins optimistes quant à la diversité des origines politiques et à la quantité des troupes fraîches. Homme discret qui évoque plus un père tranquille qu'un coupeur de têtes, bien qu'il ait marginalisé, rompu ou écarté successivement tous ses rivaux potentiels dans la sphère de direction, M. Bousset exerce un certain charisme sur plusieurs générations de militants dont certains sont aujourd'hui dans le sillage d'un autre candidat... M. François Mitterrand.

M. Bousset est un personnage complexe : militant de Force ouvrière et relation personnelle de

« Mais en ce qui concerne les points d'application que vous choisissez pour marquer votre attachement à ces valeurs, à mon avis, vous vous fourvoyez. Vous donnez le sentiment de vouloir une France contraire à ses traditions d'ouverture et d'humanisme, d'être partisans d'une France qui pratique le racisme et la xénophobie. Et vous donnez ce sentiment dans un temps où le monde devient interdépendant, où la réalité la plus évidente est celle de l'interdépendance de tous les hommes ; interdépendance face à la paix ou à la guerre, face à la misère ou au développement, face à la liberté ou à l'oppression ».

« Alors, restez fidèles à vos valeurs, mais ne vous fourvoyez pas ! »

M. André Bergeron, dont l'hostilité au communisme est connue, il a participé, et même présidé en partie, à une conférence internationale à Caracas en 1987 - contre les plans du FMI -, à laquelle participaient les PC de Cuba et du Venezuela.

Le MPPT, qui l'a désigné comme candidat à l'occasion de son deuxième congrès (le Monde du 21 novembre 1987), est doté d'une charte en quatre points : « Reconnaissance de la lutte de classes ; laïcité de l'école et de l'Etat ; liquidation des institutions antidémocratiques de la V^e République ; indépendance réciproque entre les partis politiques et les organisations syndicales ».

Ce candidat ne donnera pas de consigne pour le second tour afin de « ne pas séparer ceux qui vont s'abstenir et ceux qui vont voter ». Dans l'immédiat, il préconise une augmentation des salaires de 10% qui permettrait de « relancer la consommation et donc la production », tout en ayant l'avantage, à l'en croire, de résorber le déficit de la Sécurité sociale, institution où le PCI, par l'intermédiaire de FO, est très bien implanté. Défenseur des 643 000 malades que « Séguin a chassé du remboursement à 100% », le candidat du MPPT est pour la suppression des TUC et des SIVP, contre le gel de 1 million d'hectares de terres agricoles et contre la décentralisation.

OLIVIER BIFFAUD.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

EN pleine campagne électorale, dans la saturation des discours qui se ressemblent, dans la confusion des notions de gauche, de droite et de centre, il est encore possible, ou possible, de redécouvrir la politique à la source. Là où elle s'élabore et puise ses forces, à la conjonction des valeurs qui empruntent à l'organisation archaïque des systèmes familiaux, aux traditions religieuses, aux crises historiques qui ont ébranlé la société. Pour cela, il suffit de suivre Emmanuel Todd dans son exploration de « la nouvelle France ».

Ce jeune historien, expert en démographie, signe là l'un des essais les plus excitants qui soient par le richness de son contenu et l'acuité de ses conclusions qui remettent en cause bien des idées reçues. Non seulement, il apprend beaucoup, mais, de plus, il oblige à désapprendre, ce qui ne va jamais sans l'effort.

En simplifiant à l'extrême, on dirait toute l'habileté de l'auteur consiste à battre et à distribuer les cartes de France et toute son intelligence à lire les données ainsi révélées. Ces cartes sont, par exemple, celles des pratiques et des crises religieuses, des coutumes successoriaires, des types familiaux, des métiers et des branches d'activité, des degrés de scolarisation et des résultats électoraux.

L'information anthropologique domine parce qu'elle fournit à Emmanuel Todd la matière première de sa thèse : « Le lien entre structure familiale et système idéologique, écrit-il, est le déterminant le mieux connu mais le plus puissant. Il n'est jamais évoqué par les hommes politiques ou par les électeurs, mais détermine silencieusement la segmentation fondamentale du paysage idéologique français par les valeurs de liberté et d'autorité, d'égalité et d'indépendance. Il définit l'opposition du socialisme et du communisme, de la droite catholique et de la droite laïque. Il est un incantatoire de la vie politique ».

Il n'est pas indifférent que, dans le sud des pays, la structure dominante soit celle de la famille de souche, comprenant plus qu'un simple noyau familial, alors que le Nord et le Bassin parisien se caractérisent par le type nucléaire. La première privilégie la transmission lignagère, s'autoré-

gule, encourage la performance scolaire et véhicule les valeurs d'autorité et d'indépendance. La structure nucléaire, moins rigide, développe des corollaires plus libéraux et égalitaires. Ce schéma se nuance dans la pratique et sur le terrain en fonction des données historiques et économiques propres à chaque région, mais il se révèle d'une grande permanence.

L'autre thèse d'Emmanuel Todd est que le fonds politique hérité de l'Ancien Régime, modifié

La carte d'identité de la France

par la Révolution et les autres formes de révolution qu'il a subies (scolaire, industrielle, culturelle) a imploré entre 1981 et 1986 par « décomposition des gauches et des droites ». On découvrirait, non sans surprise, que ce qui sépare les socialistes des communistes, le RPR de la droite classique, procède beaucoup plus de valeurs enfouies dans le passé de la communauté que de différences d'appréciation sur l'actualité. On mesurera ce que le déclin du PC doit à la montée des classes moyennes et au fonds libéral du Bassin parisien, et ce que l'émancipation du Front national emprunte à la déchristianisation (et pas seulement à la xénophobie anti-immigrés). On aura la révélation de la double nature du PS (autoritaire-interventionniste, icl et libérale, voire libertaire, là) et de la progression d'une enquête de valeurs. Il en résulte un flottement général car, observe Emmanuel Todd, entre autres notations originales, « la France ne souffre que d'une absence d'identification idéologique ».

Michel Charzat, député socialiste, aboutit à des conclusions analogues, et, en acteur engagé dans le combat politique, il en tire une conclusion militante s'agissant de son camp : il faut, dit-il, « redonner à la gauche son identité, en conservant la sienne à la France ».

L'auteur, qui est l'un des principaux lieutenants de Jean-Pierre Chevènement, tente donc de jeter les bases d'un projet pour la gauche puisque celle-ci a déjà en révélant ses insuffisances : « Elle a décliné le changement puis elle a géré la modernisation », subissant ensuite le contre-coup des « espérances inabouties ».

La France et le Déclin, de Michel Charzat, ne serait qu'un programme de plus pour la gauche - qui n'en a jamais été avare - si les propositions avancées ne découlaient pas d'une analyse si forte de la société française et si elles ne visaient pas à agir en profondeur et à long terme : il ne s'agit pas d'un catalogue de mesures pour un gouvernement mais d'orientations de nature à infléchir la démographie, la formation des citoyens, les valeurs de « l'éthique démocratique » (affirmation de la valeur absolue de savoir et du principe égalitaire qui n'est ni égalitarisme ni identité), le rôle de l'Etat et l'organisation de son contrôle, l'indépendance des moyens de communication, etc.

Pour en arriver là, et c'est tout l'intérêt de sa démarche, Michel Charzat s'interroge sur la notion de déclin, ce qui le conduit à retracer l'histoire de l'utilisation du concept de décadence. Il produit une synthèse brillante et poétique de nos déficiences nationales en les restaurant dans leur environnement culturel et politique. L'auteur en résume que l'unification et l'identité françaises ont toujours été des valeurs fragiles et qu'elles sont menacées, aujourd'hui encore, par le déclin démographique, l'internationalisme économique. Elles doivent beaucoup au « génie républicain » et c'est, précisément, « une nouvelle synthèse républicaine » qu'il appelle de ses vœux.

Loin des calculs tactiques, au-delà des échéances électorales, ce travail n'en est que plus politique : parce qu'il exprime un engagement politique, certes, mais surtout parce qu'il appuie son énergie volontariste sur une réflexion culturelle globale touchant à tous les fondements de la cité.

« La Nouvelle France, d'Emmanuel Todd, Seuil, 285 p., 110 F. « La France et le Déclin, de Michel Charzat, PUF, 174 p., 98 F.

Communication

La campagne officielle à la radio et à la télévision

La CNCL a communiqué, vendredi 8 avril, la grille des émissions officielles à la télévision et à la radio des neuf participants au premier tour de l'élection présidentielle.

LUNDI 11 AVRIL
A2, 19 heures-19 h 45 : MM. Jacques Chirac, Pierre Bousset, Pierre Juquin, M^{me} Arlette Laguiller, MM. Jean-Marie Le Pen, Raymond Barre, Antoine Waechter, André Lajoie, François Mitterrand.
FR3, à partir de 22 h 15 : rediffusion du premier message des neuf candidats.
France-Inter, 20 heures-20 h 45 : MM. Waechter, Chirac, Barre, Le Pen, Juquin, Lajoie, Mitterrand, Bousset, M^{me} Laguiller.

MARDI 12 AVRIL
FR3, 7 h 30-8 h 15 : Rediffusion du premier message des neuf candidats.
A2, 13 h 30-14 h 15 : M. Chirac, M^{me} Laguiller, M. Lajoie (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Waechter, Mitterrand.
FR3, à partir de 22 h 15 : MM. Waechter, Mitterrand (rediffusion).

MERCREDI 13 AVRIL
FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Waechter, Mitterrand (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 45 : M. Chirac, M^{me} Laguiller, M. Lajoie (rediffusion).
FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Le Pen, Juquin (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Bousset, Barre, A. à partir de 22 h 15 : MM. Bousset, Barre (rediffusion).

JEUDI 14 AVRIL
FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Bousset, Barre (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Le Pen, Juquin, 13 h 30-14 heures : MM. Waechter, Barre.
FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Waechter, Barre (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : M. Juquin, M^{me} Laguiller, A. à partir de 22 h 15 : M. Juquin, M^{me} Laguiller (rediffusion).

FRANCE-INTER, 13 h 30-14 heures : MM. Mitterrand, Lajoie, 20 heures-20 h 30 : MM. Barre, Le Pen.
VENDREDI 15 AVRIL
FR3, 7 h 30-8 heures : M. Juquin, M^{me} Laguiller.
A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Waechter, Barre (rediffusion).
13 h 30-14 heures : MM. Mitterrand, Bousset.
FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Mitterrand, Bousset (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 45 : MM. Le Pen, Lajoie, Chirac.
FR3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoie, Chirac (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Laguiller, M. Chirac, 20 heures-20 h 45 : MM. Juquin, Bousset, Waechter.

L'enquête policière sur les revenus de M. Droit

L'académicien affirme être un « bouc émissaire »

Après les informations publiées dans le Monde du 8 avril sur les revenus de M. Michel Droit, membre de la CNCL, l'académicien s'est défendu d'avoir été en contradiction avec les obligations de son mandat à la CNCL. Il s'est également étonné, sur France-Inter, de la « coïncidence extraordinaire » grâce à laquelle ces révélations étaient parues « en même temps que le programme du candidat-président dans lequel la CNCL est sérieusement accrochée ». Affirmant être le « bouc émissaire » à la commission depuis son inculpation en novembre dernier pour falsification, M. Droit affirme que l'affaire « est un coup monté, une opération politique contre la CNCL à travers ma personne ».

Dans un communiqué, M. Georges Barre, député socialiste, affirme de son côté, qu'il s'agit d'« une affaire extraordinairement grave qui ne peut pas être une fois de plus classée au nom de l'arbitraire. Au moment où la fonction de la CNCL consiste à veiller à l'objectivité de l'information pendant la campagne présidentielle, la présence en son sein d'un membre fortement suspecté de s'être décidé par faveur ou intérêt à la disqualifier dans sa mission de veiller au respect des règles démocratiques de traitement de l'information. Il appartient au garde des sceaux de veiller et faire veiller à l'application des lois y compris lorsqu'il s'agit de M. Michel Droit. »

SAMEDI 16 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 h 15 : MM. Le Pen, Lajoie, Chirac (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Mitterrand, Bousset (rediffusion).

LUNDI 18 AVRIL

A2, 13 h 30-14 h 15 : MM. Juquin, Chirac, Le Pen.
FR3, 17 heures-17 h 45 : MM. Juquin, Chirac, Le Pen (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Mitterrand, Bousset.
FR3, à partir de 22 h 15 : MM. Mitterrand, Bousset (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 h 15 : MM. Barre, Waechter, Juquin, 20 heures-20 h 30 : M^{me} Laguiller, M. Chirac.

MARDI 19 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Mitterrand, Bousset (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 45 : MM. Juquin, Chirac, Le Pen (rediffusion).
13 h 30-14 heures : M^{me} Laguiller, M. Lajoie.
FR3, 17 heures-17 h 30 : M^{me} Laguiller, M. Lajoie (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Barre, Waechter.
FR3, à partir de 22 h 15 : MM. Barre, Waechter (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 heures : MM. Le Pen, Bousset, 20 heures-20 h 30 : M. Mitterrand, M^{me} Laguiller.

MERCREDI 20 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Barre, Waechter (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 30 : M^{me} Laguiller, M. Lajoie (rediffusion).
13 h 30-14 heures sur A2 : MM. Bousset, Waechter.
FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Bousset, Waechter (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Lajoie, Juquin.
FR3, à partir de 22 h 15 : MM. Lajoie, Juquin (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 heures : MM. Chirac, Mitterrand, 20 heures-20 h 30 : MM. Bousset, Barre.

JEUDI 21 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Lajoie, Juquin (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Bousset, Waechter (rediffusion).
13 h 30-14 heures : MM. Barre, Mitterrand.
FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Barre, Mitterrand (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 45 : M. Chirac, M^{me} Laguiller, M. Le Pen (rediffusion).
FR3, à partir de 22 h 15 : M. Chirac, M^{me} Laguiller, M. Le Pen (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Lajoie, M^{me} Laguiller, 20 heures-20 h 45 : MM. Waechter, Le Pen, Juquin.

VENDREDI 22 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 h 15 : M. Chirac, M^{me} Laguiller, M. Le Pen (rediffusion).
A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Barre, Mitterrand (rediffusion).
19 heures-19 h 45 : M^{me} Laguiller, MM. Waechter, Le Pen, Barre, Mitterrand, Bousset, Chirac, Lajoie, Juquin.
FR3, à partir de 22 h 15 : rediffusion.
A2, 23 h 15-24 heures : rediffusion.
France-Inter, 20 heures-20 h 45 : MM. Le Pen, Mitterrand, Juquin, Lajoie, M^{me} Laguiller, MM. Chirac, Waechter, Bousset, Barre.

Protestation des journalistes de RFO-Tahiti

Les « retouches » apportées par RFO à deux reportages relatant l'expulsion de onze Polynésiens d'Asie a provoqué, le mercredi 6 avril, le mécontentement de la rédaction de la station régionale de Papeete. Les journalistes FO, CFTD et CFTD ont dénoncé, dans une motion commune, « cette atteinte au pluralisme qui ne peut que nuire à la crédibilité de RFO ». Marc Drucker, rédacteur en chef, soutient n'avoir procédé à aucune censure mais avoir effectué une remise en voix et un remaniement des reportages « en remplaçant notamment une interview de M. Jorville-Pomare, descendant de l'ancienne famille régnante de Tahiti et chef du Pomare Parti, par un résumé de ses propos. Le Pomare Parti affirme volontiers ses aspirations indépendantistes et revendique, entre autres, le retour de la terre polynésienne aux Polynésiens. Onze de ses membres ont été refoulés de Kuala Lumpur alors qu'ils s'apprêtaient, dit-on, à se rendre en Libye pour une formation dans les camps d'entraînement. » (Corresp.)

Société

Les obsèques de Dulcie September

Aucune charge n'a été retenue contre les personnes interpellées à Paris

Les obsèques de Dulcie September, la représentante de l'ANC (Congrès national africain) pour la France, la Suisse et le Luxembourg, assassinée à Paris le 29 mars, devaient avoir lieu, le samedi 9 avril, au cimetière du Père-Lachaise. Au cours de cette cérémonie, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, devait être le principal orateur français, aux côtés de représentants du mouvement d'opposition sud-africain. Ce privilège accordé au Parti communiste est diversement apprécié parmi les militants français anti-apartheid et suscite un certain embarras au sein de la délégation de l'ANC.

La présidence de la République et le Parti socialiste ont ainsi décidé de n'envoyer de délégation significative que le samedi matin, à la Maison des métallurgistes CGT, où repose la dépouille mortelle de Dulcie September. Celle du PS était conduite par M. Pierre Mauroy, tandis que l'Elysée était représenté par M. Edgard Pisani, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, et M. Jean Audibert,

conseiller pour les affaires africaines et malgaches.

Depuis la veille, à partir de 17 heures, et durant la nuit, une veillée mortuaire à la mémoire de la représentante de l'ANC s'était tenue à la Maison des métallurgistes. De nombreuses associations de solidarité et des délégations syndicales se sont succédé au micro pour de courtes prises de parole, interrompues par la lecture de messages de soutien venus du monde entier.

Les autorités mozambicaines ont accusé explicitement le gouvernement sud-africain d'avoir commandité l'attentat à la voiture piégée, commis jeudi à Maputo, au cours duquel un avocat sud-africain en exil, membre de l'ANC, Albie Sachs, a été grièvement blessé. « Les responsables de cet attentat ne peuvent être que ceux qui commanditent et organisent des actes de banditisme contre notre pays, à savoir le régime de Pretoria », a affirmé une source officielle, citée par l'Agence d'information mozambicaine

(AIM). Par l'intermédiaire de M^{me} Phyllis Oakley, porte-parole du département d'Etat, les Etats-Unis ont condamné l'attentat. Après l'amputation de son bras droit, Albie Sachs serait dans un état « critique ».

A Paris, cinq des six personnes interpellées jeudi et vendredi par la brigade criminelle dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Dulcie September (le Monde du 9 avril) ont été relâchées vendredi, en fin de journée. Aucune charge n'a pu être retenue contre elles, et aucun fait matériel n'est venu recouper le renseignement à l'origine de ces arrestations. Cependant la police recherchait toujours un suspect, de nationalité angolaise, proche de M. Pitha Assesso, président du Parti démocratique libéral d'Angola (PDLA). Ce dernier, interpellé jeudi à Paris, n'a pas été remis en liberté et a été déferé au parquet pour infraction aux conditions de séjour pour étrangers, sa carte de séjour temporaire ayant expiré le 9 mars.

Jeux d'ombre sur une enquête incertaine

Curieuse atmosphère que celle qui entoure l'enquête sur l'assassinat de Dulcie September. La police judiciaire fait son travail : un renseignement lui est transmis, elle l'exploite, le confronte aux rares éléments matériels en sa possession et aux quelques témoignages recueillis sur les lieux du crime. Mais, alentour, certains s'agitent, forcent les déductions, alimentent les rumeurs, non sans a priori idéologique. C'est ainsi que de l'interpellation, le jeudi 7 avril, d'un réfugié politique sud-africain blanc, Martijn Van Geems, et d'un Angolais opposant au régime marxiste de Luanda, Pitha Assesso, on est arrivé, dans la journée du vendredi 8 avril, à la diffusion d'une prétendue « information » que rien aujourd'hui, tant dans l'enquête de police judiciaire que dans les renseignements des services spécialisés, ne permet d'avancer.

Il fut donc suggéré, avec insistance, que Dulcie September avait été retournée par les services sud-africains et aurait été exécutée par une faction de l'ANC pour cette raison. Pourtant aucune source fiable, aussi bien au ministère de l'intérieur que chez les enquêteurs ou dans le monde du renseignement occidental à Paris, ne confirme une telle hypothèse. A l'évidence, certains milieux français espèrent vivement innocenter le régime de Pretoria et s'en tiennent toujours à la thèse d'un « règlement de compte entre factions rivales ». Comment ne pas relever ainsi que cette rumeur discréditant Dulcie September a été diffusée alors qu'était mise en évidence la présence, au cabinet du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, d'un éminent représentant du lobby sud-africain en France, en la personne de M. Jean Taoussou, chargé de missions et rédacteur

en chef du *Courrier austral parlementaire* ?

Toujours est-il que, même s'ils n'ont pas en leur possession de renseignement opérationnel permettant d'établir un lien direct avec les exécutants du meurtre, les spécialistes des services de renseignement occidentaux privilégiés, eux, toujours la thèse d'une responsabilité sud-africaine dans l'assassinat. Les événements survenus à Londres, en juillet 1987 (tentative de séquestration de membres de l'ANC), en Belgique, en février et mars derniers (tentative d'assassinat et d'attentat à l'explosif visant la représentation de l'ANC), des renseignements faisant état de mouvements d'agents sud-africains en Europe, nourrissent cette conviction. Toutefois, plus qu'un National Intelligence Service (NIS), le service secret sud-africain, c'est au South African Military Intelligence Directorate (SAMID), les services de renseignement militaires, qu'ils imputent les actions punitives contre l'ANC.

Un renseignement non recoupé

Tel est le décor, dans un contexte où les conflits entre services de renseignement alimentent informations et contre-informations. En effet, le MI 6 britannique est actuellement fort « remonté » contre son homologue sud-africain, tandis que les services de renseignement américains ne sont pas particulièrement tendres avec les autorités françaises, notamment depuis le départ de l'Iranien Wahid Gerdji. C'est dans ce jeu complexe d'un univers de l'ombre qu'est intervenu l'information obtenue par les renseignements généraux (RG), début avril, à peine une semaine après la mort de la représentante de l'ANC.

Pour les RG parisiens, il s'agissait, à l'évidence, d'un renseignement non recoupé, sans doute obtenu de seconde main. Mais sa précision justifiait qu'il soit exploité par la PJ. L'information indiquait que Pitha Assesso, angolais, opposant au régime marxiste du MPLA, avait reçu 60 000 F à Lisbonne (Portugal), qu'il avait ensuite remis à Martijn Van Geems, réfugié politique sud-africain blanc en France, afin d'organiser le meurtre. Un troisième persona, également angolais, aurait aussi été associé à ce complot dont les commanditaires n'étaient pas précisés par la source des RG.

La brigade criminelle devait donc interpellé Van Geems et Assesso, ainsi que leurs complices, puis un Français d'origine congolaise et sa femme, suspects d'avoir hébergé le troisième homme, toujours introuvable. Les interrogatoires menés au 36 quai des Orfèvres devaient quelque peu discréditer le renseignement des RG. Martijn Van Geems, rencontré vendredi soir, après la fin de sa garde à vue, ne comprend pas ce qui lui arrive.

Agé de vingt-neuf ans, ayant fui la conscription militaire, obtenant pour cette raison - l'objection de conscience - n'existe pas en Afrique du Sud - le statut de réfugié politique le 21 mai 1985, il n'est en aucun cas un militant politique chevronné. Artiste et bobème, habitant une HLM de banlieue, il n'est pas membre de l'ANC. Sympathisant de la cause anti-apartheid, il a simplement eu l'occasion d'aider, lors de soirées de solidarité, rencontré ainsi Dulcie September. Ayant un enfant avec sa compagne, de nationalité chilienne, il assure ne s'être jamais rendu au Portugal, ne pas connaître Assesso jusqu'à ce qu'il le rencontre dans les

locaux de la PJ, et émet l'hypothèse que le renseignement obtenu des RG vienne d'un réfugié blanc mozambicain, violemment anticommuniste, croisé dans un centre d'accueil lors de son arrivée en France.

Contrairement à ce que laissent entendre les mêmes sources qui accréditaient l'hypothèse d'un « retournement » de Dulcie September, il n'est pas membre du Parti communiste. Simplement, on lui a donné, lors d'une soirée de solidarité, une carte des JC - qui ne porte aucun timbre de cotisation - et qu'il a gardée par dévotion, de même que des amis américains qui l'accompagnaient ce soir-là.

Le PCF a vivement dénoncé l'« infamie », présentant les interpellés comme des militants communistes et l'« honteuse calomnie » insinuant que September était un agent double. Les enquêteurs assurent cependant que le Français d'origine congolaise interpellé était détenteur d'une carte du PCF. Père de six enfants, et bientôt d'un septième, il vivait dans une extrême pauvreté.

Dans tous les cas, aucune charge n'a pu être retenue contre les uns et les autres. A l'exception de Pitha Assesso, dont la carte de séjour n'était valable que jusqu'au 9 mars, déferé pour cette raison au parquet. Le Partido democratico liberal de Angola (PDLA), dont il s'affirme président intrigue, aucun spécialiste n'en a entendu parler en Angola même. Dans un tract imprimé, en notre possession, le PDLA se présente comme un mouvement opposé au régime marxiste de Luanda. Il appelle au « dialogue national entre le MPLA et l'UNITA », à la fin de « toute ingérence étrangère, cubaine, américaine, sud-africaine », et à l'« économie de marché », avec pour mot d'ordre : « Patrie Paix Unité ».

Certaines sources présentent Pitha Liborio Assesso comme un « mégalomane » et supposent que ce parti, récemment apparu, serait en fait un moyen commode, utilisé par des Angolais pour obtenir le statut de réfugié politique en Europe et pouvoir s'y installer. La Ligue des francophones angolais, déclarée à la préfecture de Seine-Saint-Denis fin 1986, est encore plus énigmatique. En son nom, Assesso a écrit, le 29 janvier dernier, au ministère de la justice, pour obtenir le droit de visiter des Angolais détenus pour des affaires de droit commun dans des prisons françaises. L'administration pénitentiaire lui a donné son accord, ce qui devait susciter une protestation de l'ambassade d'Angola à Paris. Enfin, le 31 mars, soit deux jours après le meurtre de Dulcie September, Assesso a écrit au ministère de l'intérieur pour solliciter une protection. Le 23 décembre 1987, il avait été victime d'un vol de documents (liste des membres du PDLA) et d'argent (3 200 dollars).

Le mystère des exécutants de l'assassinat reste donc entier. Seule piste hypothétique : le troisième homme, réfugié politique angolais, recherché actuellement, sur lequel ne pèsent cependant que les soupçons formulés par l'information des RG.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

La veillée funèbre à la Maison des métallurgistes

« On ne tue pas la révolution »

Les yeux clos, les mains jointes, Satina Ibrahim, la femme du jazzman sud-africain Dollar Brand, prend lentement sa respiration. Debout à côté du cercueil de Dulcie September, elle antenne, dans un souffle, *Sometimes I Feel Like a Motherless Child* (1). La salle se fige. Les allées et venues s'interrompent. Tassée sur sa chaise, la sœur de Dulcie September ferme les yeux.

Depuis l'arrivée du fourgon mortuaire devant la Maison des métallurgistes CGT à 17 h 30, les chants n'ont pas cessé. Les chœurs de l'ANC balancent leurs épaules en faisant frémir leurs voix. Rapidement à l'étroit entre les deux rangées de fauteuils de plastique, jeunes soigneusement alignés le long du mur, ils se lèvent, boucoulant quelques chaises, frappent la sol en cadence. Derrière le cordon qui protège le cercueil, les personnes venues assister à la veillée se laissent gagner par le rythme des chants.

« Nous ne sommes pas là pour pleurer, mais pour nous mobiliser », lance au micro une représentante du bureau de l'ANC de Londres en ouvrant la cérémonie.

« C'est exactement ce que Dulcie aurait voulu que nous fassions. » La visse grave, le poing levé, elle entonne les premières mesures de *Nkosi Sikelele Afrika* - « Que Dieu sauve l'Afrique » - un cantique devenu l'hymne du nationalisme noir sud-africain. Toute la salle s'est levée. Et de rappeler ensuite la lutte de Dulcie September contre l'apartheid, ses années d'emprisonnement en Afrique du Sud, son exil en France il y a trois ans et demi. « Les forces de Pretoria l'ont rattrapée jusqu'ici, poursuit-elle, mais on ne tue pas la révolution. »

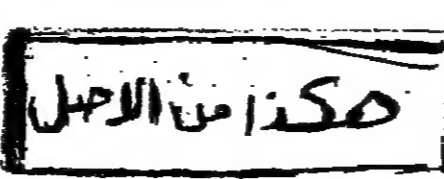
Au nom de l'AFASPA, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, Maurice Cukierman, un ami de Dulcie September, s'avance à son tour vers le micro. « C'est la dernière fois que je suis à tes côtés », murmure-t-il. La timbre est incertain. Maurice Cukierman doit forcer sa voix pour ne pas trembler : « Ta mort ne fait que souligner la justesse de tes propos : avec l'apartheid, il ne peut y avoir ni rapports normaux ni discussion ». Un à un, les orateurs se succèdent devant

l'immense drapeau aux couleurs de l'ANC tendu au fond de la salle. Tous demandent inlassablement que la France cesse toutes relations avec l'Afrique du Sud. Au-dessus du parterre qui réunit les représentants de l'ANC et ceux des mouvements de solidarité, une banderole exige « l'application immédiate de sanctions globales ». « Et qu'on ne vienne pas nous dire que de telles décisions puniraient le peuple sud-africain, précise une représentante du MRAP, l'Afrique du Sud est sans doute le seul pays au monde dont les habitants eux-mêmes demandent que nous boycottions leurs produits. »

A quelques mètres de là, les cahiers de condoléances disposés à l'entrée du hall se couvrent de nouvelles signatures. Héritées, silencieuses, des dizaines de silhouettes s'avancent en permanence vers le cercueil de Dulcie September. « Je suis écœuré, entend-on murmurer, dire qu'ils ont osé venir la supprimer jusqu'ici. »

ANNE CHEMIN.

(1) « Parfois je me sens comme un enfant orphelin. »



Société

MÉDECINE

La recherche sur le cancer

L'inspection générale des affaires sociales dénonce le pouvoir excessif de l'ARC

Dans un rapport destiné à M^{me} Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) met en cause le fonctionnement « opaque » de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) (1) de Villejuif. Ce document de plus de deux cents pages dénonce, d'autre part, le pouvoir de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), un pouvoir que le président, M. Jacques Crozemarie, exerce « de manière quasi théocratique ».

dissent avoir relevé, au cours de leur enquête, « un malaise profond atteignant l'IGR dans ses fondements mêmes. Malgré une convivialité affichée et vécue par l'ensemble du personnel, malgré un souci partagé d'excellence dans les soins et l'innovation, de rigueur dans la vie quotidienne, la politique générale de la direction était contestée non seulement par les syndicats, mais par une large partie de l'encadrement ».

Des financements occultes

Selon l'IGAS, cette « contestation larvée » tient pour l'essentiel « à l'opacité des décisions, en particulier en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre de la recherche, à la place non mesurée de cette dernière dans le budget de l'établissement et surtout aux rapports avec l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) (2), dont les liens avec la direction, d'une part, et avec certains chercheurs, d'autre part, ont créé une dépendance lourde et malsaine ».

Selon le rapport, « l'organisation de la recherche est insuffisamment maîtrisée et elle entraîne des surcoûts volontairement ou involontairement non évalués ». Plus loin, on peut lire que « l'ignorance volontaire des coûts et l'intervention de financements occultes ont mis l'IGR dans un état de dépendance tel qu'il est susceptible de porter atteinte à la sérénité qu'exige la recherche scientifique ».

A l'origine de cette dépendance, l'ARC essentiellement, qui gère notamment cinq comptes pour l'institut et à qui ouvert des comptes au nom de quarante chercheurs de Gustave-Roussy. Ainsi, peut-on lire dans le rapport, il a pu arriver que l'IGR « ignore la présence d'équipements se trouvant dans ses murs ».

Il suffit pour cela que ces appareils soient édités commandés directement par des chercheurs et réglés par l'ARC. Principale conséquence : ces équipements peuvent engendrer des coûts de fonctionnement imprévus. Un exemple : un accélérateur

linéaire de particules (le Saturne III) avait été financé par l'ARC (7,9 millions de francs). Mais l'IGR a dû trouver ailleurs 8 millions de francs pour construire le bâtiment destiné à abriter cet appareil.

Selon les inspecteurs, l'IGR aurait dû présenter en toute logique à l'ARC « une liste d'investissements classés par ordre décroissant de priorité ». En réalité, l'ARC ne semble pas avoir appliqué cette règle puisque, selon le rapport, cette association « entend juger de la pertinence des investissements choisis et de la qualité de la recherche menée ». Parmi les différents critères retenus par l'ARC pour décider de l'attribution de ses financements, l'IGAS remarque que « les relations personnelles que M. Jacques Crozemarie, le président de l'ARC, peut entretenir avec l'un des chercheurs qui peut servir d'image publicitaire à l'association dans le public, pèsent à l'évidence aussi sur ses décisions ».

Pouvoirs

« quasi-théocratiques »

Plus encore, l'ARC arrivait même à concurrencer l'IGR : « L'énormité des moyens publicitaires mis en œuvre par l'ARC dans le public, remarque l'IGAS, la confusion volontairement entretenue par l'association à son bénéfice entre toutes les institutions hospitalières du plateau de Villejuif (services de oncologie de l'hôpital Pasteur-Brousse, institut du CNRS, IGR, ARC), sa politique extrêmement active de séduction auprès des notaires et d'appropriation de legs mal libellés, ne peuvent en effet être que de nature à concurrencer sérieusement l'IGR ».

« Il existe, ajoutent les rapporteurs, un marché de la bienfaisance qui, comme tout marché, doit être surveillé. Il est tout à fait normal que l'IGR laisse sans régler l'ARC inciter les donateurs à lui adresser tous leurs dons et legs pour la

recherche contre le cancer, à charge pour cette association de décider souverainement de leur attribution entre les institutions qu'elle souhaite selon ses propres critères ».

Les rapporteurs concluent : « Force est de constater que la dépendance de l'institut vis-à-vis de l'ARC est telle que l'IGR ne peut plus se permettre de se défendre contre les initiatives de l'association sans mécontenter son président. Nous voyons là une preuve du caractère excessif de la dépendance de l'IGR par rapport à l'ARC ». D'autant plus que, comme le souligne le rapport, le président de l'ARC « entend ses pouvoirs de manière quasi théocratique ».

D'une manière générale, note le rapport, « la direction de l'IGR ne peut se permettre de critiquer les initiatives de l'ARC ». Il en est ainsi du projet de construction d'un vaste centre de dépistage anticancéreux que beaucoup de chercheurs dénoncent en privé et que personne ne critique publiquement. Preuve s'il en était, affirment les rapporteurs, de « la puissance de l'ARC au sein de la communauté de la recherche tout entière ».

F. N.

(1) Situé à Villejuif, l'Institut Gustave-Roussy (IGR) avait en 1987 un budget général de 735 millions de francs. Cette même année, 12 à 15 millions de francs avaient été directement versés à l'IGR sous la forme de dons et legs. Pour sa part, l'ARC avait versé, en 1986, 29 millions de francs à l'IGR. En 1986, 2 650 personnes travaillaient à l'IGR dont 360 médecins et 220 chercheurs.

(2) L'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) est, avec la Ligue nationale française contre le cancer, l'une des deux principales associations reconnues d'utilité publique chargées de recueillir des fonds au profit de la recherche sur le cancer. Regroupant plus de deux millions cinq cent mille adhérents, cette association gère plus de sept cents comptes au profit de laboratoires de recherche établis en France. Présidée par M. Jacques Crozemarie, l'ARC édite un magazine trimestriel, *Fondamental*.

URBANISME

Faire revivre des quartiers malades

Mantes-la-Jolie ville-laboratoire

(Suite de la première page.)

Le 9 mars dernier, Paul Picard a piloté à travers le Val-Fourré une vingtaine de spécialistes étrangers, réunis à Paris pour un séminaire international sur les quartiers en crise. Chicago, Glasgow, Budapest, Belgrade et maintes autres villes souffrent des mêmes maux que les nôtres.

Monsieur le maire n'a pas proposé de potion magique. Il a montré au contraire qu'au dépeuplement d'un quartier on ne peut opposer qu'une somme d'efforts multiples, coûteux, prolongés et dont les résultats peuvent être à tout instant remis en cause. L'idée forte, c'est qu'on ne sauve pas un grand ensemble sans associer ses habitants. On a redécouvert en somme cette idée simple : seule la démocratie au quotidien, celle qui s'exerce au ras de l'asphalte, peut garantir le bon fonctionnement d'une collectivité.

Pour que la population « y croie » il faut d'abord lui offrir un minimum de confort. Sur les 8300 logements du Val-Fourré, près de la moitié ont été réhabilités ou sont en chantier. A l'intérieur, les appartements trop vastes sont coupés en deux et les ascenseurs modernisés. A l'extérieur, les tristes et maigres façades des immeubles sont doublées de parois isolantes, agrémentées de loggias et repeintes de neuf. Pour donner un peu de dignité aux entrées, les architectes les soulignent de frontons à colonnes. Dans les cours, les jardiniers municipaux sèment du gazon et plantent des fleurs, sans se lasser.

Autre condition du mieux-vivre : l'adéquation de logements aux besoins des locataires. Vaste problème, car la plupart des appartements sont attribués de manière autoritaire à des ayants droit qui sont trop contents d'avoir un toit pour réclamer autre chose. La préfecture, la mairie, les grandes entreprises logent leurs « ressortissants » dans les locaux que chacun a contribué à financer. Aucune sou-

pleuse dans ce système. Solution : une bourse des logements, imaginée par Paul Picard, de manière à faciliter les échanges. Mais ce sont des montagnes administratives à soulever.

Le chômage est évidemment un problème permanent qui ronge ces territoires, où l'on n'a pas prévu la moindre zone d'activité. Le maire de Mantès fait feu des quatre fers, mais avec de bien maigres moyens. Il offre aux entreprises qui voudraient s'installer chez lui des ateliers-relais à loyers très modérés. Il fait construire un « hôtel industriel » pour celles qui ne trouvent pas de locaux. Une petite équipe de « développement économique » cherche des repreneurs pour les commerces qui ferment. Premier succès : L'oclerie va rouvrir l'une des grandes surfaces.

Du théâtre à domicile

Mais le problème numéro un reste la participation des étrangers aux activités collectives. Elle passe évidemment par leur intégration progressive, ce qui n'est pas une mince affaire. Malgré de véhémentes protestations, Paul Picard et sa municipalité ont accepté la construction d'une mosquée à Val-Fourré. Mais en même temps, ils ont ouvert une cinquantaine de locaux municipaux où les habitants peuvent se rencontrer. Les écoliers d'origine étrangère viennent faire leurs devoirs à la bibliothèque, inaugurée en 1984. Ils y trouvent une aide que leur famille est incapable de donner.

Les parents sont conviés à des cours d'alphabétisation. Pour faire sortir les Maghrébines de leur foyer, on leur a offert un local, où elles se réunissent chaque après-midi, par dizaines, à l'école des hommes, mais avec des étrangers. Des machines à tricoter et des tables de coupe pour la confection de robes sont à leur disposition.

Puisque les immigrants ne viennent pas au théâtre, c'est le théâtre qui va chez eux. Une troupe de comédiens va jouer dans les appartements d'IHLM, soir après soir. Elle a ainsi touché deux mille spectateurs en trois mois.

Réussira-t-on à arrimer le Val-Fourré à Mantès-la-Jolie ? L'aide de l'Etat au développement social des quartiers doit prendre fin cette année. Paul Picard demande un nouveau contrat de cinq ans. « Nous avons réussi à éviter ici une explosion type Minguettes », dit-il. Mais rien n'est gagné. Il faut tenir jusqu'à ce que les enfants d'immigrés parviennent à l'âge adulte. Quand les Rachida et les Mohammed — qui sont français — prendront la place de leurs parents, alors le Val-Fourré pourra devenir un quartier comme les autres. Que Mantès soit une ville banale, dont on ne parle plus, c'est tout ce que je souhaite.

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES

Démission d'un nouveau responsable à FORSTOM

Le responsable de la Mission de l'information scientifique et technique (MIST) de l'Institut français de recherche en coopération pour le développement (ORSTOM), M. Jean-Yves Martin, vient de démissionner. En juin 1987, quatre chefs de départements avaient quitté l'organisme pour protester contre sa « remise au pas autoritaire » et la présentation d'un plan de restructuration présenté par le nouveau président du conseil d'administration, M. François Doumenge, dans lequel le nombre des départements scientifiques passait de huit à cinq.

Dans sa lettre au directeur général de l'ORSTOM, M. Jean-Yves Martin indique qu'il a continué à assumer les responsabilités qui étaient les siennes depuis 1983 parce qu'il pensait « qu'il était possible (...) de mener une politique cohérente de l'information scientifique et technique hors des remous politiques ». Les derniers événements n'ont pas permis dans les circonstances présentes d'élaborer en effet une volonté de prise en main des outils d'expression scientifique et de contrôle de cette expression.

AGATHE LOGEART.

Le professeur Tubiana :

« Rancœur et jalousie »

Le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy, résume en bloc les accusations contenues dans le rapport de l'IGAS : « Il est exact, nous a-t-il déclaré, que nous sommes en partie financés par l'ARC, et ceci pour une simple raison : depuis quelques années, notre budget est en légère régression en francs constants. Cette érosion budgétaire est incompatible avec le développement de la recherche clinique que nous avons engagée depuis dix ans. Notre règle de fonctionnement était que nous consacrons 5 % de notre budget à la recherche, il nous a donc fallu faire appel à l'aide privée. Et c'est pourquoi nous avons fait appel à l'ARC ».

Selon le professeur Tubiana, la contribution de l'ARC au budget de l'IGR est d'environ 20 %. « Dans ces conditions, ajoute-t-il, dire que nous sommes inféodés à l'ARC est donc déraisonnable. J'ajoute, d'autre part, que l'IGR ne représente que 6 % du budget total de l'ARC. » « Cet argent que l'ARC nous donne, poursuit le professeur, n'a jamais servi à embaucher du personnel permanent. Nous l'avons seulement utilisé pour prendre quelques vacataires, accorder des bourses à certains chercheurs et acquérir du matériel. Mais il faut, en outre, savoir que, parallèlement, nous avons encouragé les dons et legs faits directement à l'IGR : en 1981, ce mode de financement était d'environ 2 millions de francs ; il est aujourd'hui de 25 millions. Soit plus que ce que nous donne l'ARC. Il faut ajouter à cela qu'une politique active de contrats avec l'industrie nous a permis de recueillir cette année environ 10 millions de francs ».

Selon le professeur Tubiana, ces sommes ont permis, d'une part, de développer les grandes nouvelles (l'IGR est de ce point de vue le premier centre en Europe) ; d'autre part, de développer la recherche clinique et l'immunothérapie. « Au total, indique le professeur Tubiana, nous avons fait de l'IGR le premier centre anticancéreux de France. Un centre qui peut se comparer avec les instituts les plus prestigieux du monde ».

Alors pourquoi cette ambiance parfois difficile au sein de l'institut ? « Il est certain, répond le P. Tubiana, que cette politique très active a suscité beaucoup de rancœur et de jalousie ».

Concernant l'accélérateur de particules mentionné dans le rapport, le professeur indique que son acquisition était devenue nécessaire pour permettre d'irradier des moelles. « Grâce à lui, nous pouvons en faire aujourd'hui environ deux cents par an. Quant au bâtiment qui l'a fallu construire pour le loger, il a été entièrement financé par un don. Dans cette affaire, la Sécurité sociale n'a pas dépensé un centime ».

« Des hauts et des bas »

Sur le fond, comment juge-t-il ce rapport et les conclusions qu'il tire ? « Je crois, répond le professeur Tubiana, qu'à travers l'IGR, c'est en fait l'ARC qui est visé. Nos relations avec l'ARC ont connu des hauts et des bas. Mais dans l'ensemble, je veux dire que cette association nous a donné beaucoup de moyens. Et qu'elle ne s'est jamais immiscée dans les affaires de l'IGR. Cela dit, afin d'améliorer nos rapports, nous négocions actuellement une convention de partenariat. Il ne faut pas avoir une attitude dogmatique concernant les financements privés. Regardez ce qui se passe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. J'ajouterais enfin que les critiques formulées par l'IGAS à propos du centre de dépistage anticancéreux ne tiennent pas : ce centre ne sera pas construit à Villejuif, mais à l'hôpital Saint-Louis de Paris... »

Aujourd'hui, le professeur Tubiana dit ne pas comprendre ce qui a pu motiver un tel rapport. Arrière-pensée politique ? Jalousie des milieux médicaux vis-à-vis des centres anticancéreux et de leur statut particulier ? Dans quelques mois, ce cancérologue de réputation internationale va partir à la retraite. Le 1^{er} octobre prochain, c'est le professeur Robert Flamant qui lui succédera à la tête de l'IGR (l'arrêté a été signé il y a huit jours par M^{me} Barzach).

FRANCK NOUCHI.

JUSTICE

La mort de Guy Floch, ancien premier vice-président du tribunal de Paris

Tendre juge

Guy Floch est mort, le vendredi 8 avril, à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Né le 15 mars 1923 à Rambervillers (Vosges), il commença sa carrière de magistrat en 1950 dans la France d'outre-mer, avant de rentrer en métropole en 1963 où il fut substitut à Corbeil (Essonne) avant d'être nommé, à Paris, substitut du procureur de la République jusqu'en 1973, puis successivement juge d'instruction (il instruisit notamment le dossier de Broglie), président de la cour d'assises et, en 1984, premier vice-président chargé des affaires pénales, poste qu'il venait de quitter.

Il faisait froid dans la longue galerie qui mène à la Cour de cassation. Les lumières s'éteignaient progressivement, et on venait de couper le chauffage. Par petits groupes magistrats et journalistes dévotaient en attendant l'annonce, le 10 décembre dernier, du dessaisissement sans précédent du juge Grillier dans l'affaire Michel Droit.

Parmi ces magistrats d'ordinaire plus discrets, Guy Floch avait tenu à venir. Il était malade et tout le monde le savait. Fatigué, le premier vice-président du tribunal de Paris, chargé des affaires pénales et de l'instruction, n'était plus au Palais que par intermittence, grignoté par une maladie dont il savait bien qu'elle ne lui laisserait plus de répit.

Mais Guy Floch, une fois de plus, avait décidé d'être là, en signe de solidarité. Les hiérarchies de la justice se faisaient rares, et sa présence venait en curieux, sa présence ne passait pas inaperçue. Un bel hommage à un « petit juge » en difficulté qu'il n'hésita pas à convoquer dans son bureau, le sacro-saint « 101 » avec ses collègues, autour d'une coupe de champagne, au moment où il était le plus durement attaqué. Cela ne

se voulait pas une provocation ou un pied de nez, mais un signe de tendresse, dont Guy Floch n'était pas avare. Aussi, lorsque, dans l'après-midi du 8 avril, la nouvelle, pourtant attendue, de sa mort s'est répandue, l'émotion au Palais ne fut pas feinte. On saluait bien sûr celui qui, méritant de mener une vie de mariage et quatre à la racourcir, « aimait bien être debout ». Au propre comme au figuré. Mais on s'attachait aussi — dans une étonnante unanimité pour le monde de la justice et d'ailleurs — à saluer sa rigueur, son courage professionnel et son indépendance.

Commencé en 1950 dans la France d'outre-mer sa carrière de magistrat se poursuivit au début des années 60, comme juge d'instruction dans l'Essonne, puis comme substitut à Paris. Il y fut nommé juge d'instruction en 1973, avant de présider les assises puis d'être nommé premier vice-président en octobre 1984.

Les prolongations manquées

A l'instruction, il ne manqua pas de grands dossiers : les enlèvements de Louis Hazzan ou de Guy Thodorof, le hold-up avec prise d'otages de l'avenue de Breteuil, l'affaire de la rue Touffier ou « Carlos » abaroté deux imprévus de DST, et un ressortissant sans libération. Mais le plus dur fut sans conteste l'affaire de Broglie où il dut, par des voies détournées, se procurer les rapports de police annonçant l'assassinat trois mois avant qu'il n'ait lieu et qu'il ne joignit pas — tenu par le parole donnée à son informateur — au dossier d'instruction.

« Il y a deux façons de faire son métier : rester dans son bureau et attendre que dalle vienne, c'est l'attitude normale. On peut aussi

vouloir en savoir un peu plus. Il y a deux juges qui en sont morts. A-t-on le droit de se boucher les yeux et les oreilles ? J'ai pris mes responsabilités » déclarait-il lors du procès. Villipendé par l'avocat général, M. Marcel Dorville-Carter, en butte aux attaques du président de la cour d'assises, M. André Gressac, qui l'accusa d'avoir dissimulé des preuves, Guy Floch dut se défendre. Il le fit avec toute sa conscience et ne porta, avec répugnance, l'affaire sur la place publique — et devant la justice — que bien des années plus tard lorsque, dans un livre vengeur *Seule la vérité blesse*, M. André Gressac lui sembla avoir dépassé les bornes de l'honnêteté et de la bienséance.

Président de la cour d'assises « il était généreux sans être faible » se rappelle un avocat. « Il ne cédait jamais au bon mot ou à l'effet facile, ni ne cherchait à faire rire aux dépens d'un accusé. Il fut distingué des magistrats des juges. Lui, c'était un juge, et c'est le plus basu complaisant qu'on puisse faire... »

Sans a priori politique, « très égal avec tous », chaleureux, toujours attentif aux difficultés de « ses » juges lorsqu'il fut nommé premier vice-président et quand les démissions de son mal le lui permettaient, Guy Floch devait, à soixante-cinq ans, prendre sa retraite en mars dernier. Mais dans un petit mot envoyé à tous les juges d'instruction parisiens — et à leurs greffiers — il leur annonçait : « Au terme d'une carrière de trente-sept ans, je m'apprete à jouer les prolongations en devenant juge au tribunal et appelle à célébrer ce modesto événement », entouré d'un pot dans son bureau. Ils s'y seraient rendus avec bonheur, pour une fois solidaires. La vie n'a pas laissé le temps à Guy Floch de remplir.

CINÉMA

Les sixièmes Rencontres de Quimper

Nicholas Ray, témoin et martyr

Après la « glasnost » soviétique l'an dernier, Quimper nous invitait cette année à « revoir » Nicholas Ray, l'un des auteurs fétiches des Cahiers du cinéma.

Père fondateur de l'inspection au cinéma, modèle jamais renié de Jean-Luc Godard, Nicholas Ray a vécu, et jusqu'à son dernier soupir, le mythe d'un cinéaste miroir, d'un cinéaste purificateur.

Né dans le Wisconsin, au cœur de l'Amérique profonde, Nicholas Ray grandit en pleine dépression. Avec Ella Kazan et Joseph Losey, il symbolise cette génération de cinéastes américains confrontés à l'effondrement du mythe américain dans les années 30 et à celui du vieux Hollywood deux décennies plus tard.

C'est par l'entremise de John Houseman, le « découvreur » d'Orson Welles, qu'il échoue à Hollywood en 1947, chez RKO. Le studio, une des cinq majors de la profession, se lance alors dans l'entreprise la plus originale conçue par les années du rêve hollywoodien : recycler la production des films B, transformer les compléments de programme en œuvres de recherche, tourner des petits films libres mais réalisés avec l'appareil technique d'un grand studio.

Ses héros sont jeunes, ils s'aiment, ils courent à leur perte dans cette Amérique de la crise que le cinéaste esquise à peine. L'un et l'autre (Farley Granger et Cathy O'Donnell) se trouvent liés par le simple hasard de la naissance ou des circonstances à de minables gangsters. Bowls, le gazon, y laisse sa pose, pour le meilleur de Keesha, sa blonde aimée. Nicholas Ray esquise en mineur, sans jamais forcer la note, la romance de pauvres amants à la dérive.

Révolte contre la famille

Le cinéaste partage sa carrière entre les studios de RKO où il est sous contrat et ceux de Columbia et de Republic. En 1953-1954, il réalise un très beau doublet : les Indomptables, avec Robert Mitchum, et Johnny Guitar, avec Joan Crawford et Sterling Hayden. Sur fond de western, loin des rêves héroïques de John Ford, il montre une Amérique soudainement racineuse, où seule compte la passion amoureuse. Le thème, frère dans les Indomptables, devient le cœur du récit dans Johnny Guitar, avec ce héros de nulle part parti retrouver, dans un coin perdu de l'Ouest, la femme qu'il a aimée et violemment trahie, mais qui l'aime toujours à la folie. Et Ray met sur l'écran, physiquement, l'objet de cette passion, un Sterling Hayden d'une élégance, d'une souplesse féline à faire pâlir les danseurs étoilés du New York City Ballet.

En 1955, Nicholas Ray rencontre James Dean et la Fureur de vivre (Rebel Without a Cause). Moins beau, moins abouti, moins équilibré que les Années de la nuit, le film s'inscrit dans cette courte période qui nous sépare de la contestation des années 60, avec une force prémonitrice : révolte contre la famille, violence, quête d'un refuge, recherche d'une autre façon de vivre, perte

de la conscience. Le réalisateur entame une dérive vers le social, qui marque définitivement sa carrière et annonce tout ce qui va suivre. Derrière le miroir (Bigger Than Life, 1956) avec James Mason permet à François Truffaut, encore critique, d'écrire une de ses plus brillantes analyses (Les Films de ma vie, 1975). Toute l'œuvre du cinéaste sera désormais une ouverture sur son univers intime.

La trajectoire de Nicholas Ray s'infléchit de manière décisive après les événements de 1968 auxquels il est mêlé d'assez près, tant aux États-Unis qu'en France. Interruption volontairement, sa carrière hollywoodienne n'est qu'un souvenir. En 1969, Ray est à Chicago pour le procès des Sept, révélateur de l'encroisement de l'establishment. Toujours à Chicago, il filme au pied levé les événements qui suivent immédiatement l'assassinat du leader noir Fred Hampton. Fin 1971, il part enseigner le cinéma au Harpur College, une dépendance de l'université de New-York ; il crée une communauté cinématographique au milieu d'une ferme qu'il a achetée. Deux films témoignent de cette expérience : We Can't Go Home Again (Impossible de rentrer chez soi), une œuvre collective, et The A Stranger More Myself (Je suis un étranger moi), un documentaire de David Heipern. A la fin des années 70, il vit à New-York-même le bouillonnement culturel qui a suivi la contestation. Il mourut du cancer le 18 juin 1979, coréalisateur et contrepartie, avec Wim Wenders, du film le plus impudique de l'histoire du cinéma, Nick's Movie.

LOUIS MARCORELLES.

A lire, deux récentes monographies de Nicholas Ray, par Pierre Guilani (Éditions 1987, 29 F) et Jean Vaguer (Robert Laffont, 45 F), ainsi que la brochure publiée par Marc Ruscart à l'occasion des Rencontres (27, rue Chappeau-Rouge, 29000 Quimper), 50 F.

« Meurtre d'un cinéaste », un livre de Sydney D. Kirkpatrick

Une enquête de King Vidor

Au lieu d'écrire une biographie de King Vidor, Sydney Kirkpatrick retrace une année de la vie du grand cinéaste. Celle où ce dernier tente de résoudre l'énigme d'un meurtre vieux de quarante ans. Un véritable roman policier.

Qui connaît, aujourd'hui, William Desmond Taylor, célèbre réalisateur américain du cinéma muet qui dirigea Mary Pickford et Mary Miles Minter, dont il avait essayé de faire une nouvelle « petite fiancée du monde » ? Personne, même si l'on trouve sa trace dans un ou deux dictionnaires. Né en 1870, William Desmond Taylor est mort assassiné chez lui dans la nuit du 1^{er} au 2 février 1922, et l'on ne sait jamais qui était coupable du meurtre. On se souvient peut-être qu'à la même époque l'acteur Fatty Arbuckle avait été mêlé à un scandale de meurtres et que Hollywood pendant ces années folles avait mauvaise réputation. Mais encore ?

En 1967, King Vidor — il avait soixante-deux ans — est en train d'écrire un scénario et de tourner un film sur le mystère Taylor. Quarante ans avaient passé ; il restait quelques témoins de l'affaire. Vidor se transforma en détective, remonta aux sources autant qu'il le put, découvrit bien des choses bizarres dans les anciennes enquêtes de police et, en fin de compte, la vérité. Pourtant, il n'écrivit jamais le scénario.

Tout cela serait resté dans l'ombre si un journaliste et réalisateur de courts métrages, Sydney D. Kirkpatrick, n'avait, dans les années 80, en préparant une biographie « autorisée » du grand King



King Vidor et Colleen Moore sur le tournage de « The Sky Pilot » en 1922

Vidor, est venu, par la famille et les amis, d'un projet secret de cinéaste en 1967. Il finit par découvrir les documents manquants pour cette année-là dans un coffre fermé de la maison d'invités de King Vidor à Beverly Hills. Et au lieu d'écrire une biographie de King Vidor, le journaliste écrit « l'histoire de King Vidor en train de résoudre le meurtre de William Desmond Taylor ». Un véritable roman policier auquel vous devez, si vous vous sentez à la limite le soir, une délectable nuit blanche.

On retrouve William Desmond Taylor, individu très complexe qui avait caché son nom véritable et son homosexualité (ce ne fut pas la cause de sa mort), et les mystères d'Hollywood en 1922, mais le personnage essentiel, intéressant, déterminant, est King Vidor. Le vieil homme, écarté des studios dirigés par des technocrates, rêve à son propre Hollywood, croise Gloria Swanson et ses contemporains survivants et reprend une idylle avec Colleen Moore, vedette, elle aussi, du cinéma muet, femme jadis aimée, ce qui va lui attirer la colère de sa troisième épouse Betty. A mesure qu'il lève le voile sur l'affaire Desmond, King Vidor précipite la brouille avec Betty. Elle le chasse de leur maison et lègue tous ses biens à son berger allemand Toby, qui mourut deux ans après... King Vidor.

L'intrigue est ténébreuse comme dans les enquêtes menées par les détectives privés de Dashiell Hammett ou de Raymond Chandler, mais, puisque l'enquêteur et son biographe sont des hommes de cinéma, on a l'impression d'entrer directement dans un film où les époques se mêlent, avec des retours en arrière. Sydney D. Kirkpatrick est un habile homme : son livre est écrit et découpé comme un scénario. Si, en 1967 (on verra pourquoi), King Vidor avait des raisons de ne pas donner suite à son projet, une fois le mystère élucidé par lui, le récit — le film possible — ne peut plus aujourd'hui gêner quiconque.

Un monde de mensonges enfouis

Sydney D. Kirkpatrick n'avance rien qu'il n'ait vérifié, cite toutes ses sources, mais, lorsque sur les faits rapportés se greffent des conversations dont on sait bien qu'elles n'ont pu être sténographées, son imagination donne aux comptes-rendus la dimension cinématographique de la recherche du « Rosebud » dans Citizen Kane, d'Orson Welles, ou de Toute la vérité sur Eve, le film de Mankiewicz. C'est d'ailleurs ce qui est passionnant.

Partagé entre son projet et sa vie privée, le cinéaste-détective avance dans un monde de mensonges enfouis, de fantômes évoqués, de gens très âgés qui tiennent encore en mains des lambeaux du passé. L'actrice Mabel Normand, Mary Miles Minter et sa terrible mère et « impresario » Charlotte Shelby, assurent la pérennité de l'Hollywood mythique à travers les années, et l'on est parfois tout près de Sunset Boulevard. Par contre, en 1967, dans l'entourage de King Vidor, il y a bien des personnages familiers, telle la secrétaire Thelma Carr, avec lesquels on vit une chronique intimiste.

Rétro années 20, rétro années 60... Il n'y aurait plus, en somme, qu'à distribuer les rôles. Pour peu que la nostalgie s'en mêle... JACQUES SICLIER.

* Meurtre d'un cinéaste. La vérité sur l'affaire qui secoua Hollywood, par Sydney D. Kirkpatrick. Éditions Calmann-Lévy, 272 p., ill., 96 F.

MUSIQUE

« L'opéra autrement » à Villeneuve-lès-Avignon

Passerelles entre paroles et musiques

Penser « l'opéra autrement », tel est le but de l'atelier pédagogique « musique et théâtre » qui vient de se tenir à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

C'est bien pour ouvrir des voies originales que Claude Samuel, l'association Acanthes et la Fondation FNAC (1) ont organisé la rencontre « musique et théâtre » à Villeneuve-lès-Avignon : de jeunes comédiens et chanteurs, déjà professionnels, étaient rassemblés pendant douze jours pour étudier des méthodes vocales et gestuelles nouvelles avec des musiciens et des gens de théâtre.

Nos moines provisoires, les cinquante-trois stagiaires retenus (sur cent vingt postulants) évoluaient avec bonheur entre la maison du procureur, la salle gothique, le tînel et la boulangerie des chartreux. Ils commençaient leur journée par un travail de la voix (avec Lorraine Nabes, la grande pédagogue américaine) et de la « disponibilité corporelle » (avec Alain Maratrat ou Albert Jaton), expériences très enrichissantes pour certains, tant ces techniques fondamentales de la mise en condition physique sont souvent négligées.

L'après-midi, ils se partageaient entre quatre ateliers. Les deux Jean-Claude, Malgoire et Penchenat, associés au Festival d'Aix-en-Provence pour Tancrède et Psyché, faisaient porter leurs exercices sur le parallélisme entre la tragédie de Racine et l'opéra de Lully, les relations entre déclamation musicale et déclamation théâtrale.

C'est sous des formes très différentes que Georges Aperghis et Philippe Minyana établissaient des passerelles entre paroles et musique : par exemple à partir d'un texte surréaliste, tragi-comique, découpé en sections brèves enchaînées par une quinzaine de comédiens qui apportaient chacun leurs réactions, leurs émotions, poussées peu à peu au paroxysme : cette « machine à fabriquer des paroles explosives », selon l'expression d'Aperghis, permettait alors l'intensité d'un film d'actualité ou d'une vision d'épouvante.

Deux autres ateliers étaient plus directement liés à des spectacles placés sous le signe du mythe. A partir des Histoires sacrées de Carissimi, « opéras miniatures où le souci du détail peut en permanence être rattrapé au point de vue de l'ensemble », Christian Gangneron amenait les chanteurs à inventer eux-mêmes leurs gestes et leur mise en scène dans un va-et-vient permanent avec la musique en fonction de la personnalité de chacun : « Il faut trouver la bonne distance... celle au moment où tu es en scène, si tu es en scène ». Et bientôt la vérité de l'œuvre (Leprieux, le Jugement de Salomon) jaillissait, dans le réseau serré d'une analyse dramatique et la réponse instinctive, puis codifiée, de l'interprétation. Sans costumes, sans décors, par la seule évidence scénique et musicale, on était pris.

Même force envoûtante dans l'atelier de Farid Paya, l'auteur de l'opéra nomade. Ici aussi on part d'un thème antique, mais la création s'étend du geste au canevas de l'action et à la musique. Tel un sorcier, Paya modèle l'improvisation, fondée sur quelques bribes de texte français et de chants populaires orientaux ou inventés, qui s'enfile jusqu'à la trame.

Ces stages forment un excellent prolongement du cycle pédagogique estival mené par le centre Acanthes dans cette même chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, qui revêtira cet été (2) un éclat particulier avec la présence de Pierre Boulez et la création de Repens dans sa version définitive.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) « L'opéra autrement » est financé à hauteur de 300 000 F environ par la Fondation FNAC (400 000 F), le conseil supérieur du mécénat au ministère de la culture, le conseil régional de Languedoc-Roussillon et le SACD, les stagiaires versant un droit de 600 F, souvent pris en charge par une bourse.

(2) Du 4 au 20 juillet (renseignements : Acanthes, 146, rue de Rennes, 75006 Paris).

ACTION CULTURELLE

Une salle pluridisciplinaire près de Central Park

La ligne Paris-New-York

Montand, Messiaen, Cocteau, Malle and Co : la France à la (2^e) conquête de l'Amérique.

L'Institut français de New-York et l'Alliance française bénéficient d'une nouvelle salle de spectacle à quelques pas de Central Park. Situé 55, East 59^e rue, le Florence Gould Hall — 400 places — est un espace pluridisciplinaire. Il sera voué au théâtre, au concert, au ballet et au cinéma. Il fera également office de salle de conférences et de congrès.

Financée en partie par la fondation Florence Gould, une riche Américaine qui vint longtemps à Paris et fit une médecine des arts et lettres, — la construction du centre correspond, selon l'architecte Peter George, au dernier cri de la technique dite « acoustique variable » : les murs, les éléments de la scène et les plafonds sont en effet mobiles et peuvent assumer une variété de positions, à la recherche de l'angle optimal.

Le nouvel espace a été inauguré le mercredi 6 avril, avec la première américaine des Parades de la sonnette. L'œuvre de Jean Cocteau a été exécutée par une troupe composée à la fois de Français (mise en scène) et d'Américains (chorégraphie et direction d'orchestre).

De même, les 14 et 15 avril, hommage sera rendu au compositeur Olivier Messiaen, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. La première soirée sera consacrée à Des canyons aux étoiles, avec Yvonne Loriod au piano et l'orchestre de l'Église Saint-Luke de New-York. A la fin du mois, le Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de

Paris y fera ses premiers entretiens new-yorkais.

Enfin, la première manifestation cinématographique se déroulera début mai, avec une semaine consacrée aux films où la musique tient un rôle important, de Don Giovanni, d'Edouard Niermans, Les Kenfs, de Joanne Balasko ; Le Cri du hibou, de Claude Chabrol ; Travelling avant, de Jean-Charles Tschella ; Les Innocents, d'André Téchiné ; Agent trouble, de Jean-Pierre Mocky, le double Agnès Verda-Jane Birkin ; Jane B. par Agnès V., et King Ju Master, Nathalie Lévy, Josiane Balasko, Jean-Claude Brialy et Agnès Verda feront le voyage pour « faire sonner les tambours », comme disent les Américains.

Toujours dans le cadre de ces Perspectives, seront exposées une série d'affiches de films français (collection de la Cinémathèque et archives de Martin Scorsese), et un hommage sera rendu à Louis Malle, qui saura mardi prochain s'il a obtenu l'Oscar du meilleur film étranger à Hollywood.

Enfin, soirée de gala et de bienfaisance, le Lincoln Center et la Film Society rendront un grand hommage le 25 avril prochain à Yves Montand.

HENRI BEHAR.

PHOTO : prix Nippon 1988. — D'un montant de 70 000 F grâce à la Fondation Hewlett-Packard, le prix Nippon 1988 a été attribué au photographe japonais Keiichi Tahara pour sa série sur les statues et ses portraits. Organisé par l'association Gens d'images, sur un mode de sélection différent, ce prix nouvelle formule est destiné à couronner une œuvre déjà confirmée.

Agé de trente-six ans, Tahara est largement connu en France, où il réside depuis 1972, et à l'étranger. Outre une exposition en juin au CNP, son travail fera l'objet d'une rétrospective à l'Espace Photo de Paris, du 20 septembre au 6 novembre prochains.

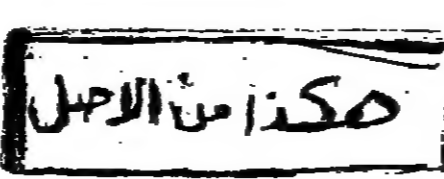
THÉÂTRE

Robert Hossein met en scène la Révolution de 1789

Le metteur en scène Robert Hossein avait pour la célébration du bicentenaire de la Révolution de grandes ambitions : un film de long métrage pour le cinéma et une série de six heures pour la télévision, écrits par l'académicien Alain Decaux, l'écrivain Daniel Boulanger et son complice Georges Soria. Mais, par manque de temps — le film n'aurait été achevé qu'en 1990 — et surtout par manque d'argent — « nous n'avons obtenu aucun soutien des pouvoirs publics » — il a dû renoncer, « avec déception et nostalgie » à ces projets.

Decaux et Soria, sur la grande scène du Palais des congrès de Paris. Avec le soutien de ses seuls producteurs — le Palais des sports, Alap-Lumbroso, Roland Hubert, peut-être rejoints par TF1 — il retracera, avec la complicité du public assemblé en une sorte de forum, « l'histoire des hommes qui ont contribué à la naissance des droits de l'homme, depuis la mort de Louis XVI jusqu'au Directoire ». Les spectateurs, comme pour l'Affaire du courrier de Lyon, dernière mise en scène de Robert Hossein, jugeront en leur âme et conscience de l'attitude du roi, des montagnards et des girondins, de Danton, Desmoulins, Robespierre, Saint-Just et de tous ceux qui se sont opposés, livrés un combat sans pardon, sans appel, tous dignes de foi.

PRUCNAL Assivro du 12 au 24 avril Centre Wallonie Bruxelles Paris-Beaubourg 46, rue Quincampoix location à FNAC agences renseignements : 42250089



Sports

TENNIS : Les quarts de finale de la Coupe Davis

Le culot des débutants Australiens

La France menait devant l'Australie par deux victoires à zéro, à l'issue de la première journée des quarts de finale de Coupe Davis, le vendredi 8 avril à Clermont-Ferrand. Dans le premier simple, Yannick Noah a battu Darren Cahill (3-6, 6-4, 6-4, 6-2) et Henri Leconte est venu à bout de Mark Woodforde (6-3, 7-9, 3-6, 7-5, 6-0).

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

Prenez une toile de feutre, déroulez sur un parquet et fixez par un immense cadre en bois : recouvrez-la d'une sous-couche de cent tonnes de machefers, puis d'une couche de cent tonnes de calcaire. Saupoudrez avec trois tonnes de brigue pilée : ajoutez de l'huile de lin et de la peinture au latex pour le traçé des lignes ; laissez sécher quatre jours avant l'utilisation ; la recette du court en terre battue, spécialement construit pour une rencontre de Coupe Davis, avait déjà été utilisée trois fois, avec des fortunes diverses, par la Fédération française de tennis depuis la finale de 1982 à Grenoble. Elle devait, a priori, suffire à dépayser les tennismen australiens.

Contracté et honteux

En l'absence de leur leader, Pat Cash, vainqueur de Wimbledon et de derniers Internationaux d'Australie - devenu père jeudi d'une petite fille - on ne donnait pas cher de leurs chances. C'était compter sans le flair et le métier de Neal Fraser, l'ancien champion de Wimbledon (1960) et de Forest Hills (1950 et 1960), devenu depuis une quinzaine d'années un capitaine de Coupe Davis dans la lignée du respectueux Harry Hopman. Même en période de traversée du désert, Neal Fraser, avec son inséparable casquette à toujours sa motiver ses « boys » pour assurer, ces douze dernières années, la présence de l'Australie en demi-finale de Coupe Davis et même remporter le trophée en 1978, 1983 et 1986. Sans se plaindre du forfait de Pat Cash, il a saisi l'occasion pour la France pour faire débiter deux ans d'absence de vingt-deux ans, Darren Cahill et Mark Woodforde, nés à neuf jours

d'intervalle dans une banlieue d'Adelaide. « Ils n'auront rien à perdre », disait-il, pour justifier son choix. De fait, le plus contracté pour aborder le premier match était incontestablement Yannick Noah, qui n'avait plus disputé de rencontre de Coupe Davis en France depuis la finale de Grenoble. Trop passif, maladroit, notamment sur ses retours de service en revers, le numéro un français perdrait le premier set (6-3) face à Darren Cahill (60^e au classement ATP). Bon voleur, bon smasheur, le longiligne Australien résistait bien dans le deuxième set, jusqu'à ce que Noah réussisse le break à 5-4, sur un superbe passing de coup droit. Enfin libéré, le Français retrouvait tous ses moyens physiques et son jeu spectaculaire pour s'imposer (3-6, 6-4, 6-4, 6-2).

L'exploit que Darren Cahill n'avait pu réussir allait être filé par Mark Woodforde dans le deuxième simple. Si ce n'était son revers à deux mains, le rouquin Australien rappelle, par ses coups à plat et sa vitesse de bras de gaucher, son adversaire d'un jour, Henri Leconte. Vif, bien inspiré, le Français lui donnait la leçon dans le premier set (6-3). Mais son manque de compétition allait vite se faire sentir.

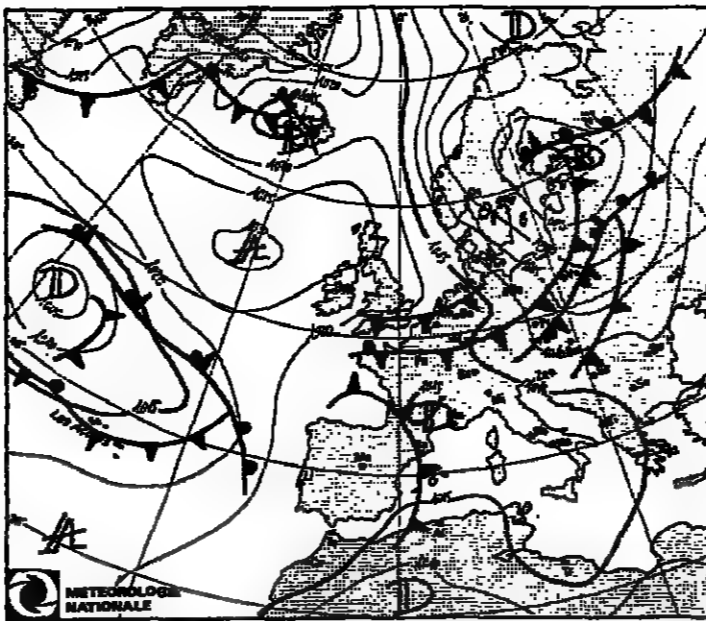
Après s'être fêlé les os de deux doigts en février, en frappant de dépit la porte de son vestiaire après avoir été éliminé par Boris Becker au tournoi de Milan, Henri Leconte n'avait pu disputer qu'un tournoi exhibition à Houston (Texas) avant la Coupe Davis. Pen en jambes et déconcentré, le Français était honteux par les services volés de Mark Woodforde et le troisième set. Réussissant le break d'entrée dans le quatrième, l'Australien semblait alors s'envoler vers sa première victoire en Coupe Davis, quand Henri Leconte profita d'une contestation d'arbitrage, qu'il avait provoquée, pour rétablir le 3-3. Cet incident déconcentra l'Australien, qui perdit le quatrième set (7-5). Il n'en fallait pas plus pour que le Français retrouve le moral et gagne le cinquième set (6-0) et le match à l'énergie, après quatre heures de jeu.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : championnat de France. - En match avancé de la trentième journée du championnat de France, Paris-Saint-Germain et Metz-Racing-Paris ont fait match nul, le vendredi 8 avril, sur le score de 1-1.

Météorologie

SITUATION LE 9 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL A 0 HEURE TU



Résultats : les orages persisteront sur le Sud-Est. Net rafraîchissement au nord de la Seine. Evolutions probables du temps en France entre le samedi 9 avril à 6 heures et le lundi 11 avril à 24 heures.

La dépression centrée sur le golfe du Lion se comblera progressivement, tout en se déplaçant vers l'Italie. Ains, l'instabilité orageuse, faiblira sur les régions méditerranéennes. La descente d'air froid qui aura lieu sur la mer du Nord sera déviée vers l'est et ne touchera que les régions de l'extrême nord.

En début de journée, les nuages seront nombreux sur tout le pays. On trouvera des brouillards de la Vendée au Centre, au nord du Massif Central, au Jura et aux Alpes du Nord. Pris des frontières du Nord, des brumes se produiront. On pourra même voir quelques brumes sur les Ardennes. Les petites gelées feront leur réapparition sur les régions du Nord, de Lille à Metz. Ailleurs, les températures de la nuit seront plus élevées.

Les orages deviendront plus rares de la Méditerranée aux Alpes. Cependant, en soirée, des orages éclateront, notamment sur les Cévennes et les Alpes. En Corse, les averse se produiront dans l'après-midi. Le ciel restera très nuageux de la Picardie au Nord au Nord-Est, à la Bourgogne, au Lyonnais et aux Alpes du Nord. Mais les petites pluies disparaîtront.

Sur les autres régions, les éclaircies seront de retour dans l'après-midi. Les plus belles se situent des Pays de Loire aux Charentes et au Poitou. Ce qui permettra au thermomètre d'osciller entre 14 et 18 degrés du Sud-Ouest à la Méditerranée. On aura environ 12 degrés sur le Centre-Est.

Sur le moitié nord, les températures varieront de 9 à 11 degrés.

Le Carnet du Monde

Décès

- Douai. Flines-lez-Raches. On nous prie d'annoncer le décès du docteur Emeric ADRIAN, engagé volontaire 1939-1945, survenu le jeudi 7 avril 1988, à l'âge de soixante-quinze ans.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale à Wattrelos, le samedi 9 avril.

De la part de Son épouse, Son fils, Sa belle-fille, Ses petits-enfants, Son beau-fils Et sa famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Jean-Chemin, 59148 Flines-lez-Raches, 2, avenue des Flandres, 59190 Hazebrouck.

Les obsèques de

M. Georges, Charles, Paul CHEREAU, architecte honoraire, chevalier, dans l'ordre des Palmes académiques, décédé le 1^{er} avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année,

ont eu lieu, le 6 avril, au crématorium de Villetaneuse dans la plus stricte intimité.

De la part de Sa fille Dany, Son gendre Alain Connes, Son petit-fils Frédéric, Sa famille Et ses amis.

6, allée Hector-Berlioz, 91310 Longpont-sur-Orge.

M^{me} Herman Rafowicz, Les familles Rafowicz Rosenblum, Enfants, Petits-enfants, Arché-petits-enfants, Frères, sœurs, belles-sœurs, Neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Herman RAFOWICZ, ancien député d'Alschwitz, survenu le 6 avril 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 11 avril, entrée principale du cimetière de Bagouas, à 15 heures.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Décès

- Romaine Serre, son épouse, Micheline et Georges Serre, Viviane Serre-Garnier et Laurent Garnier, Eric Serre, ses enfants, Cédric et Aurélie Serre, ses petits-enfants, Les familles Ratsimandisa et Serre, Toute la famille, Ses amis, Ses anciens collègues, Ses anciens étudiants, ont la douleur de faire part du décès du

professeur Jean SERRE,

survenu le 3 avril 1988, à Fontenay-aux-Roses, dans sa quatre-vingt-onzième année.

- Heureux ceux qui ont le cœur pur car ils verront leur Dieu. - Mathieu V. S.

La cérémonie religieuse et l'inhumation, au cimetière de Fontenay-aux-Roses, ont eu lieu le 6 avril, dans l'intimité familiale.

Ils rappellent à votre souvenir son fils,

Roland-Pierre SERRE,

décédé le 14 février 1971, à Tananarive (Madagascar).

105, rue Boucicaut, 92260 Fontenay-aux-Roses, 2, rue Vénosée, 75013 Paris.

Remerciements

- Que tous ceux qui ont manifesté, à l'annonce du décès de

Vincent KALDOR,

l'affection et l'amitié qu'ils portaient au défunt trouvent ici les remerciements émus de sa famille et de ses proches.

Anniversaires

- Ce 11 avril 1988 est le quinzième anniversaire de la mort de

Aron LANGBORT.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

- Il y a quatre ans,

Maurice LUNEAU

nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu lui accordent une pensée, voire une prière.

- En ce 10 avril 1988, seizième anniversaire du décès de

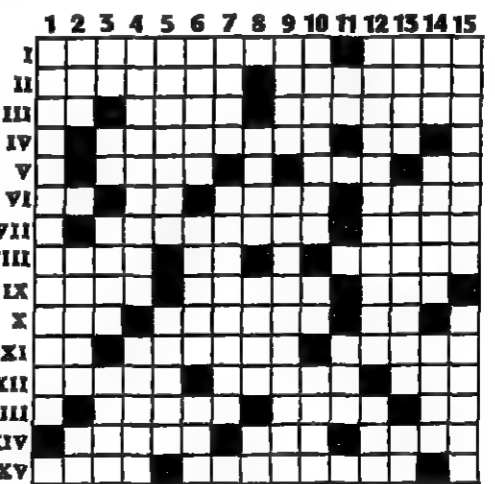
M^{me} Georges REVILLIOD, née Marcelle Chevillard, Il est demandé une affectionne pensée à tous ceux qui l'ont connue et gardent son souvenir.

Mots croisés

PROBLÈME N° 4718

HORIZONTALEMENT

I. Est étudiée par ceux qui veulent connaître les meilleurs tours. Est toute blanche quand elle est de garde. - II. Pas prises. Commencer à manger. - III. Quand il est nouveau, est posé en livres. Comme le table quand on repart. - IV. Faire du propre. En ménage. - V. Prophète. Pas annoncée. Redevient neutre quand on arrive au bout. - VI. Qui a tout quitté. Une préresse en sautois. Caché. Donne de la force. - VII. Prouvent qu'il y a eu de la circulation. Son eau n'est pas appes. élève en littérature. - VIII. Peut soutenir tout le quartier. Agrément étranger. Champs de bataille. - IX. Changes de ton. Fixer un œil. Possessif. - X. Des durs à cuire. L'aorte. Pronom. - XI. Se voit rarement seul. Quand elle éclate on descend dans la rue. Neuve pour un chien. - XII. Un vague sujet. Utile au laboratoire. - XIII. Quand elle est noire, on ne peut pas se mettre dans le bain. Belle vallée. Note. - XIV. Faire le malin. Est parfois sous le bonnet. Endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds. - XV. Peut servir de couvert en Afrique. Un commerce où l'on avait toujours besoin de demoiselles.



Rejoint la mer du Nord. Parfois courte pour un gagnant. A son bout, il peut y avoir le « service ». - 9. Côte en Afrique. Sans appuyer. - 10. Pas admis. Terre. Qui devrait être remplacé. - 11. Un vague sujet. Utile au laboratoire. - 12. Veut tout avoir avant les autres. Se dore au soleil. - 13. Une somme. Des gens à qui une bombe ne fait pas peur. Article. - 14. Pic. Pas durs. Mit dans l'ennui. - 15. Violentement critiqués. Des relations plus ou moins recommandables.

Solution du problème n° 4717

Horizontalement

I. Doubliers. - II. Esseulé. - III. Ci. Rey. On. - IV. Aède. Scin. - V. Frôns. Se. - VI. Pipetel. - VII. Acc. Ils. - VIII. Légéret. - IX. Eté. Odeur. - X. Un. Anc. Ru. - XI. Rade. Osé.

Verticalement

1. Décapsuleur. - 2. Osier. Etna. - 3. Us. Dopage. - 4. Bénéfice. A.Y. - 5. Luc. Eperons. - 6. Ulysse. Ede. - 7. Ré. Lite. - 8. Oiseleurs. - 9. Somnets. Rue.

GUY BROUTY.

Religions

Jean-Paul II veut poursuivre les efforts de l'Eglise pour rallier Mgr Lefebvre

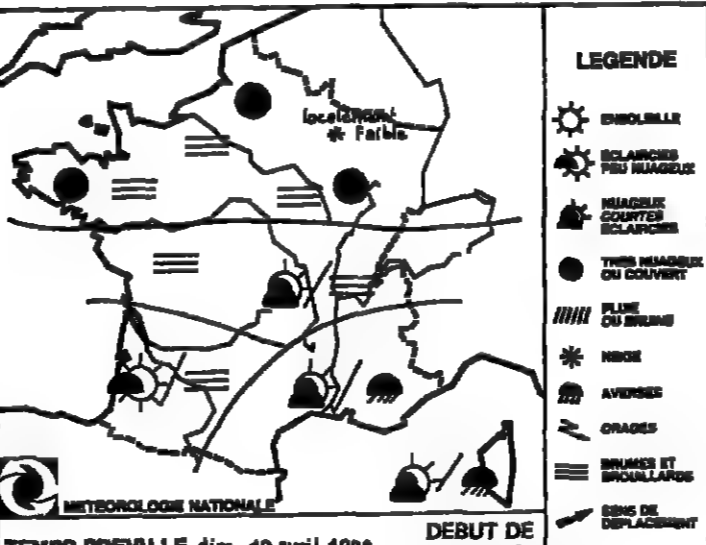
Le pape Jean-Paul II a demandé, le vendredi 8 avril, au cardinal Josef Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, de poursuivre ses efforts pour ramener Mgr Lefebvre, chef de file des intégristes français, dans le giron de l'Eglise officielle. Dans une lettre au cardinal Ratzinger, Jean-Paul II écrit notamment : « Votre Eminence connaît bien tous les efforts accomplis par le Siège apostolique, dès le début de l'existence de la Fraternité [la Fraternité Saint-Pie-X fondée par Mgr Lefebvre (N.D.L.R.) pour assurer par rapport à son activité, l'unité ecclésiastique. »

Mais l'essentiel du message papal est consacré plus largement à la mise en œuvre de tout ce qui demeure l'héritage spécifique du concile Vatican II. Le pape constate que deux tendances - « progressisme » et « intégrisme » - s'opposent. La première, écrit-il, « est caractérisée par le désir de changements qui ne sont pas toujours en harmonie avec l'enseignement et avec l'esprit de Vatican II » et ne tient pas compte de « la fonction de la tradition qui est fondamentale pour la mission de l'Eglise », tandis que la seconde « s'en tient au seul passé, sans tenir compte de la juste aspiration vers l'avenir qui s'est précisément manifestée dans l'œuvre de Vatican II ».

Si le pape dit pouvoir comprendre dans une certaine mesure les positions de certains uns et des autres, il souligne « certains abus » dans la réalisation de « l'aspiration au renouveau », comme « l'abandon de valeurs essentielles » de la doctrine catholique sur la foi et la morale, et il estime parallèlement que l'interprétation correcte de la position intégriste devrait signifier la foi inébranlable de l'Eglise en la Vérité reçue de Dieu « à travers les circonstances changeantes de l'histoire ».

JOURNÉES DE LA HAUTE FIDÉLITÉ LA PLUS GRANDE EXPOSITION FRANÇAISE DE MUSÉE EN PAYS... 9-12 AVRIL 1988

COUPE DAVIS par NEC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 8-4-1988 à 6 heures TU et le 9-4-1988 à 8 heures TU

Table with columns for location, temperature, and weather conditions. Locations include France (Ajaccio, Biarritz, Bourges, etc.), Tranger (Alger, Amsterdam, etc.), and various international cities (Los Angeles, Luxembourg, Madrid, etc.).

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Handwritten Arabic text: هكذا من الاصل

Chronologie

ÉTRANGER

2. - AFGHANISTAN: Les négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad reprennent à Genève sous l'égide de l'ONU. Après une entente sur les modalités du retrait soviétique, dont Moscou précise, le 14, qu'il aura lieu même si aucun accord n'est signé à Genève, les pourparlers restent bloqués sur deux points: la mise en place d'un gouvernement de transition, demandée par le Pakistan; l'arrêt simultané des livraisons d'armes soviétiques et américaines, réclamé par Washington, mais refusé par Moscou (du 3 au 31).

8. - ÉTATS-UNIS: M. George Bush remporte largement les « primaires » organisées dans dix-sept États du Sud, alors que, chez les démocrates, trois hommes se détachent: M. Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts, le pasteur noir Jesse Jackson et M. Albert Gore, sénateur du Tennessee. A la fin du mois, le vice-président Bush est assuré d'obtenir l'investiture du parti républicain, mais M. Dukakis, tout en se maintenant en tête, ne réussit toujours pas à s'imposer aux démocrates (3, du 5 au 15, 17, 22, 24 et du 27 au 31).

Escalade de la violence en Irlande du Nord
Le 6, trois membres de l'IRA, qui préparaient un attentat, sont tués à Gibraltar par les forces spéciales britanniques. Il s'ensuit une vive tension dans les milieux catholiques d'Irlande du Nord, où est dénoncée l'exécution sans sommation de trois militants qui n'étaient pas armés.

1987 en « Folio »
Comme l'année dernière, les douze chronologies mensuelles de 1987 sont publiées en livre avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé.

Mars 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

18. - ÉTATS-UNIS: L'italien Pirelli, qui souhaitait, avec l'aide du français Michelin, acquérir Firestone, le deuxième fabricant de pneus américain, renonce, après la nouvelle offre du japonais Bridgestone, d'un montant de 2,6 milliards de dollars (8, 9, 12, 17 et 19).

18. - ITALIE: M. Carlo De Benedetti se retire de l'agro-alimentaire en vendant au groupe suisse Nestlé les activités italiennes et commerciales de Buitoni pour 7,36 milliards de francs. C'est à peu près ce qu'il a déjà dû payer pour tenter en vain de prendre le contrôle de la Société générale de Belgique (du 1er au 8, 12, 17, 18, 20-21, 23, 24 et 27-28).

FRANCE

3. - MM. Diallo, Archambeau et Mériel, les trois médecins jugés depuis le 15 février par la cour d'assises de Poitiers, sont acquittés, après avoir été déclarés non coupables de la mort d'une jeune femme lors d'une opération en octobre 1984 (du 2 au 5).

22. - Renault annonce un bénéfice de 3,7 milliards de francs pour 1987 après 32,5 milliards de pertes depuis 1981. La Commission européenne demande, le 29, à l'Etat, s'il veut désendetté Renault en abandonnant ses 12 milliards de créances, de changer le statut de la Régie en société anonyme (23, 24, 30 et 31).

CULTURE

1er. - Mort de Jean Le Poulain, acteur et metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française depuis le 1er juillet 1986 (3 et 5).

24. - Michel Debré est élu à l'Académie française, au fauteuil du duc de Broglie (24 et 26).

24. - Michel Debré est élu à l'Académie française, au fauteuil du duc de Broglie (24 et 26).

30. - Mort d'Edgar Faure, homme politique de premier plan des IVe et Ve Républiques. De nombreuses personnalités, dont MM. Mitterrand, Guichard d'Estaing, Chirac, lui rendent hommage (11, 23 et 31/III, 1er, 2 et 5/IV).

A la Conférence mondiale de l'alimentation

Le représentant de Washington critique sévèrement la politique agricole de la CEE

M. François Guillaume a exposé, le vendredi 8 avril, devant les délégués de la Conférence mondiale de l'alimentation, le plan qu'il a conçu afin d'assurer les marchés agricoles et de mieux assurer l'indépendance alimentaire du tiers-monde. A cette conférence, qui a réuni à Bruxelles, à l'ini-

tiative de lord Plumb, le président du Parlement européen, des personnalités de l'Occident, du tiers-monde, mais aussi des pays de l'Est, la politique agricole commune (PAC) et ses subventions à l'exportation ont souvent été critiquées, notamment par les Américains.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

M. Richard Lyng, le ministre américain de l'Agriculture, a prononcé la suppression complète en dix ans de l'ensemble des subventions accordées à l'agriculture. En fait, les Etats-Unis veulent surtout contraindre la CEE à réduire ses aides à l'exportation.

Malgré une ambiance peu propice - les délégués étaient largement acquis aux thèses anglo-saxonnes - M. Frans Anttonen, le commissaire chargé des affaires agricoles, comme M. Guillaume ont contré avec détermination l'argumentation de M. Lyng, laissant ainsi présager des affrontements sérieux au cours des grands rendez-vous internationaux de l'année. Le réforme des politiques agricoles occupera une place centrale dans plusieurs réunions internationales : la session ministérielle de l'OCDE les 18 et 19 avril puis, en juin, le sommet économique occidental qui réunira les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés ainsi que le président de la Commission européenne à Toronto, enfin en décembre à Montréal la session ministérielle du GATT (l'accord

qui réglemente le commerce international). « La proposition des Etats-Unis est inacceptable : la seule suppression des subventions ne soulagera pas les pays en voie de développement et conduira à une baisse des revenus des agriculteurs. La suppression des subventions doit être le résultat d'une politique et non pas un préalable », a observé M. Guillaume. Son plan comporte deux volets : 1 - Il convient, souligne-t-il, de réagir à l'annonce des marchés mondiaux. En deux ans, les prix des céréales ont baissé de 60 % en seul profit d'acheteurs comme l'URSS, le Japon ou l'Arabie saoudite. Il faut donc, de manière prioritaire, provoquer un relèvement des prix mondiaux grâce à une action concertée des pays exportateurs. 2 - Les recettes ainsi dégagées grâce à cette « OPEP des producteurs de céréales » seront affectées au développement agricole du tiers-monde.

Les propositions soumises par la Communauté au GATT s'inscrivent dans le premier volet du programme de M. Guillaume. Elles mettent également l'accent sur la nécessité de prendre d'abord des mesures d'urgence, de s'attaquer à l'effondrement des cours avant d'essayer de s'entendre sur une réduction concertée du soutien accordé

par les pouvoirs publics aux agriculteurs. Les Etats-Unis refusent cette trêve, ce coup d'arrêt à la surproduction des subventions à l'exportation. Tout au contraire, engagé dans une logique d'affrontement, ils affirment haut et fort leur intention de continuer à reconquérir des parts de marché.

En outre, Washington tient pour éligibles les efforts consentis depuis 1984 et amplifiés lors du conseil européen de Bruxelles en mars dernier pour réformer la politique agricole commune (PAC). Or la Communauté considère que c'est à une contribution importante à l'assainissement des marchés. Elle ne souhaite pas que cet effort de maîtrise de la production auquel elle s'est attachée soit annulé par une augmentation de la production américaine, canadienne ou australienne. Elle invite donc ses partenaires à prendre des engagements analogues.

Le ministre français de l'Agriculture, qui doit se rendre à Washington les 10 et 11 avril, ne désespère pas d'en convaincre les Américains.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

A la veille de la réunion du G 7 à Washington

Les marchés financiers américain et japonais affichent leur optimisme

L'optimisme serait-il de retour sur les grandes places financières internationales ? L'évolution, au cours de la semaine écoulée, des principaux marchés des actions semble en accréditer l'idée.

Le jeudi 7 avril, la Bourse de Tokyo terminait à un niveau record (indice Nikkei affichant 26 769 yens), rejoignant puis dépassant son sommet historique du 14 octobre dernier, c'est-à-dire juste avant le krach. Vendredi, après quatre séances consécutives de hausse, la Bourse de New-York a son tour retrouvé son niveau le plus élevé depuis le douloureux 19 octobre, sans toutefois retrouver son sommet de l'avant-krach. Le Dow Jones, le baromètre de la Bourse de Wall Street, terminait vendredi à 2 090,18, loin encore en dessous du record du 25 août 1987 (2 722,42) et même du niveau relevé le 16 octobre (2 246,73).

En une semaine, l'indice boursier de Tokyo a gagné 1,7 %, celui de New-York 5 %. Ces performances restent cependant liées à des conditions propices à chacun des deux pays. Les marchés européens, fermés le lundi de Pâques, n'ont participé que modestement à l'embellie. La hausse enregistrée au cours des quatre séances de la semaine

n'a été que de 1,1 % à Paris (voir page 14), de 1,3 % à Zurich, de 1,9 % à Londres et de 1,3 % à Francfort. L'organisation particulière du Kaba-to-Cha, la Bourse de Tokyo, la bonne santé de l'économie japonaise, les modifications réglementaires et fiscales intervenues cette année et les bonnes perspectives de résultats financiers annoncées par les entreprises japonaises sont autant de facteurs particuliers qui contribuent à doper la Bourse de Tokyo.

Aux Etats-Unis, plusieurs éléments ont favorisé la hausse du Dow Jones : la fermeté du dollar au cours de la semaine écoulée, le mouvement de détente sur les taux d'intérêt, la conviction des opérateurs que la Réserve fédérale continuera à alimenter l'économie en liquidités en cas de besoin (la perspective électorale aidant) et la nouvelle hausse attendue des profits des entreprises.

Malgré cela, certains experts continuent à jouer le rabat-jolie. Dans son édition du 5 avril, le Wall Street Journal, le quotidien des milieux d'affaires américains, publiait un graphique inquiétant. Celui-ci établit une comparaison entre l'évolution du Dow Jones après le krach de 1929 et après celui d'octobre dernier. Le parallèle est sai-

ssant. Après l'effondrement des cours du jeudi noir de 1929, l'indice américain avait repris son mouvement de hausse. Il avait regagné la moitié de ses pertes en avril 1930. Il rechutait ensuite pendant les deux années qui ont suivi, plongeant les Etats-Unis - et le reste du monde - dans la grande dépression.

« Il ne s'agit que d'une analyse graphique », commente le journal américain, qui fait remarquer, à juste titre, que les conditions économiques sont aujourd'hui radicalement différentes de celles de l'époque : la croissance reste forte, le chômage est toujours en baisse, on ne relève aucun signe de déflation.

La situation actuelle diffère également de celle des années 30 par une autre dimension. La coopération internationale, notamment entre les principales puissances industrielles, est désormais beaucoup plus active. La réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industriels, le fameux G7, qui doit se tenir mercredi 13 avril à Washington (à la veille du comité intermédiaire du FMI), est, de ce point de vue, attendue avec impatience par les opérateurs des marchés financiers.

E.L.

SOCIAL

Les négociations salariales pour 1988

Accords signés par des syndicats minoritaires à la SNCF et à Air Inter

Echec à Air France

Des accords salariaux pour 1988 ont été signés à la SNCF et à Air Inter par des syndicats minoritaires, tandis que tous les syndicats ont refusé les propositions de la direction à Air France. A la SNCF, l'accord salarial pour 1988 a été signé par la CFCT (5,07 % aux élections des délégués du personnel de décembre 1987) et par le Fédéra-tion matière et cadres (9,75 % des suffrages, mais 57,57 % dans le collège cadres). La CGT, la CFDT, FO, la FGAAC (conducteurs automobiles) et la CGC ont exprimé leur désaccord.

L'accord à la SNCF prévoit une augmentation générale du niveau de salaire de 2,2 % (0,3 % au 1^{er} janvier, 1 % au 1^{er} avril, 0,9 % au 1^{er} octobre), l'intégration d'un point de l'indemnité de résidence dans les salaires et les pensions et une majoration au 1^{er} juillet de la part fixe de l'allocation familiale supplémentaire. Une clause de rendez-vous est prévue au dernier trimestre 1988.

A Air France, où la direction avait proposé une hausse générale de 2 % des salaires, tous les syndicats ont refusé ces propositions. Devant ce désaccord, la direction a décidé unilatéralement une augmentation de 1 % au 1^{er} avril sans préciser si une nouvelle augmentation interviendrait plus tard dans l'année.

A Air Inter, deux syndicats, la CFCT et la CGC, vont signer un accord qui prévoit une augmentation générale en niveau de 2 % (1,5 % au 1^{er} mars et 0,5 % au 1^{er} septembre). La CGT, FO, le SNPTI et le SNMSAC (autonomous), représentant le personnel au sol, ont appelé à une grève de vingt-quatre heures le 19 avril.

Reconduction de la grève dans trois usines de la SNECMA. Lors d'assemblées générales, le vendredi 8 avril, les employés des trois usines de la région parisienne - Gennevilliers (Haute-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne), respectivement en grève depuis les 17, 21 et 23 mars dernier, ont voté à l'unanimité la CGT la reconduction du mouvement de grève pour vingt-quatre heures. Les dernières propositions salariales de la direction ont été rejetées par les grévistes, qui réclament 1 500 F d'augmentation salariale uniforme. Le débat sur la poursuite du mouvement devrait être relancé le 11 avril avec le retour des salariés en congé (40 % de l'effectif à Corbeil). La CGT a appelé à une journée d'action dans toutes les entreprises de l'aéronautique pour le mercredi 13 avril.

Remous au sein de la CGT à l'arsenal de Brest

BREST de notre correspondant

La décision de la CGT de l'arsenal de Brest de ne pas redonner sa carte à M. Louis Aminot, l'un des plus chauds partisans de M. Pierre Finistère, dans le département de Finistère, bénéficié de son poste de permanent au Parti communiste en septembre 1986, provoque des remous au sein de l'organisation. Vingt et un membres de la commission exécutive du syndicat CGT de l'arsenal soutiennent M. Aminot, sur un total de trente-neuf personnes, ont été exclus lors d'une réunion qui s'est tenue vendredi 1^{er} avril, en présence de M. Jean-Louis Naudet, de la fédération CGT des travailleurs de l'Etat.

Ce conflit est l'une des conséquences de la scission qui s'est produite entre rénovateurs et orthodoxes au sein du Parti communiste dans le Finistère. Il pose, pour les rénovateurs, la question de la démocratie au sein de la CGT à l'arsenal.

Adhérent de la CGT depuis 1953, M. Aminot avait quitté la DCA (Direction de la construction des armes nucléaires), où il était électromécanicien, en 1974, pour occuper les fonctions de permanent politique du PCF dans le Nord-Finistère (1). Au moment de reprendre sa carte à l'arsenal, en février dernier, il lui a été demandé de s'adresser à l'union locale.

Selon M. Yves Kernis, secrétaire général de la CGT de l'arsenal, « les statuts précisent que, pour faire

partie du syndicat, il faut être salarié de l'arsenal ». Cette décision a surpris les adhérents exclus : « Louis Aminot cotisait à son syndicat d'origine, comme le veut localement la coutume pour tous les permanents du Parti. Si on lui a refusé sa carte, c'est qu'on le juge indésirable ».

GABRIEL SIMON.

(1) Louis Aminot a demandé sa réintégration à M. Mitterrand.

Accord médecins-Sécurité sociale sur la préretraite. - La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la Caisse d'assurance-maladie des non-salariés non agricoles (CANAM) et la Mutualité sociale agricole (MSA) ont signé un accord qui prévoit entre autres son application le 1^{er} juillet sur l'indemnisation des médecins préretraités. Les 7 500 médecins âgés de plus de soixante ans d'ici deux ans peuvent obtenir dès le 1^{er} juillet - sous réserve de ratification de l'accord par l'Etat - une préretraite équivalente à la moyenne de leurs revenus impossibles des trois dernières années d'exercice avec un maximum de 150 000 F par an. Ils recevront également le montant des cotisations sociales obligatoires (actuellement 30 820 F par an). A soixante-cinq ans, ils pourront leur retraite normale.

AFFAIRES

Le classement annuel des agences américaines

La publicité a baissé de près de 5 % aux Etats-Unis en 1987

Heureusement que les agences de publicité américaines ont des activités à l'étranger : les résultats compensent la baisse enregistrée aux Etats-Unis. En effet, les cinq cents premières agences américaines recensées par l'hebdomadaire spécialisé Advertising Age (AA) ont réalisé, en 1987, une marge brute (1) globale de 9,6 milliards de dollars, en progression de 10 % sur l'année précédente, mais ce résultat masque une baisse de 4,6 % de la marge brute réalisée aux Etats-Unis

trois des six grands groupes recensés ont leur siège à Londres (voir tableau). Interpublic (McCann Erickson, Lintas...) a perdu la première place au profit du holding des frères Saatchi, qui regroupe les deuxième et troisième agences américaines, cette dernière étant née de la fusion de l'Anglais Dornand avec l'américain Ted Bates. Au quatrième rang, on trouve le groupe WPP, qui avait avallé J. Walter Thompson de New-York en juillet 1987 et possède également la pre-

Le premier groupe est britannique

(En millions de dollars)

Table with 4 columns: RANG, GROUPES, CHIFFRE d'affaires 1987, MARGE brute 1987. Rows include Saatchi & Saatchi PLC, Interpublic, Omnicom, WPP, Ogilvy, WCRS/Belier.

(6,2 milliards de dollars) et une progression de 36,8 % des travaux à l'étranger (3,4 milliards).

Les Anglais à Madison

Cette déroute de l'investissement publicitaire aux Etats-Unis serait en partie due, selon AA, aux concentrations et aux rachats qui ont ébranlé l'univers des agences depuis deux ans. Les nouvelles agences nées de ces fusions sont rarement aussi importantes que l'addition des parties qui les composent. La baisse d'activité aux Etats-Unis a des effets sur l'emploi dans les plus grandes agences. Dans les vingt-cinq premières, le nombre des salariés a augmenté, au plan mondial, de 87 600 à 91 000 (+ 3,9 %), mais a baissé, à l'intérieur des Etats-Unis, de 0,9 %. Certaines agences ont même licencié, comme J. Walter Thomson, qui s'est séparé de 17,4 % de son personnel, ou HDM de 30,8 %.

Le club des milliardaires de la facturation comprend seize agences. Young & Rubicam reste en tête pour la septième année consécutive, avec un chiffre d'affaires de 4,9 milliards de dollars et une marge brute de 735,5 millions de dollars, talonnée par Saatchi & Saatchi Advertising, filiale du groupe britannique du même nom, avec 4,6 milliards de chiffre d'affaires et 694 millions de marge brute, et une autre agence du même groupe, Backen Spiwogel Bates, avec 4 milliards de chiffre d'affaires et 600 millions de marge brute. HDM (filiale américaine du groupe français Eurocom, de Young & Rubicam et du Japonais Dentsu) arrive en quatrième position avec 1,3 milliard de chiffre d'affaires et 204 millions de marge brute.

La présence des agences britanniques aux Etats-Unis est encore plus sensible si l'on considère non plus les agences, mais les groupes, puisque

mière agence mondiale de relations publiques, Hill & Knowlton. Enfin, au sixième rang, WCRS/Belier, qui comprend, avec Le Belier, une des filiales du français Eurocom. Les trois autres sont américaines : Interpublic, Omnicom (BBDO et DDB Needham) et Ogilvy (Ogilvy & Mather, Scall, McCabe, Sloves et SAGE).

Incontestablement, la cuvée 1987 des agences américaines a un très net bouquet britannique.

J. D.

(1) La marge brute des agences de publicité peut être considérée comme leur véritable chiffre d'affaires, le total des facturations aux annonceurs constituant la somme des budgets qui leur sont confiés, y compris la rémunération des espaces publicitaires occupés dans les médias.

IBM obtient une dérogation pour le travail du dimanche en RFA

Le gouvernement de l'Etat de Bade-Wurtemberg vient de donner son autorisation à IBM-Allemagne pour commencer la production de puces d'ordinateurs le dimanche à son usine de Sindelfingen, près de Stuttgart. Aucune date n'a cependant été fixée pour l'entrée en vigueur de cette décision, annoncée le vendredi 8 avril, la compagnie devant d'abord rechercher un accord avec les représentants des salariés.

Cette décision est une grande victoire pour IBM-Allemagne, qui s'opposait sur ce sujet à l'IG-Métall, la puissante fédération de la métallurgie ouest-allemande. Pour les syndicats, une telle décision introduit un dangereux précédent en permettant une exemption légale à la loi qui en RFA interdit le travail le dimanche.

2,6 milliards de profits en 1987

Thomson CSF recentré sur l'armement... et la finance

Abandonnement de cinq années de restructuration sous la houlette de M. Alain Gomez : Thomson CSF n'est plus aujourd'hui qu'un vendeur d'armes.

En 1982, la « défense » ne représentait que 31 % du chiffre d'affaires de Thomson SA. Les télécommunications et comptant pour 42 %, les composants électroniques pour 10 % et les équipements de radiologie médicale pour 13 %. Fin 1987 : la défense représente 94 % des ventes, après la cession des télécommunications à la CGE en 1983, celle de la radiologie à l'américain General Electric en 1987 et, la même année, le mariage des composants civils avec l'italien SGS (fusion dont CSF conserve 50 % du capital).

Des armes qui paient. Thomson CSF est devenu l'un des groupes mondiaux les plus rentables de ce domaine, s'est félicité M. Gomez, en présentant, le 8 avril, ses résultats. Avec 2,6 milliards de bénéfices nets, la firme française, en quasi-fallite en 1982, a désormais rejoint le peloton de tête des géants : les américains Hughes, Raytheon, General Electric ou Rockwell, en chiffre d'affaires (35 milliards de dollars) et mieux encore en rentabilité. Grâce aux restructurations, le résultat d'exploitation est passé de 616 millions de francs en 1986 à 1 271 millions de francs l'an passé.

« Nettoyage » achevé ? Pas sûr, car M. Gomez constate que son groupe n'a même pas fait plus que des systèmes électroniques de défense, en produisant une gamme très large. Du contrôle aérien aux radars en passant par les équipements de communication, cela fait huit « créneaux ». « Dans chacun, CSF est le numéro un européen, mais, au niveau mondial, nous ne sommes leaders que dans deux : le contrôle de trafic aérien et les systèmes de défense aérienne. Or, « le coût de développement dans chaque créneau a été multiplié depuis 1982 par un facteur de 5 à 8 », ajoute-t-il. Autrement dit...

Thomson pourra à nouveau céder certaines activités ou les échanger. Mais, parallèlement, « le secteur est entré dans une phase de reconfiguration mondiale, poursuit M. Gomez. Des opportunités se présenteront à coup sûr ». Thomson CSF « a les moyens » d'acquiescer des firmes, en Europe particulièrement.

1 000 milliards de pesetas pour les chemins de fer espagnols

Le conseil des ministres espagnol a accordé, le vendredi 8 avril, 1 000 milliards de pesetas (51 milliards de francs) pour la modernisation dans les quatre ans des chemins de fer espagnols (RENFE). Le plan d'investissement prévoit la modernisation des wagons et locomotives afin de permettre des vitesses de 250 kilomètres/heure sur certains tronçons, a précisé le ministre espagnol des transports, M. Abel Caballero. Le trajet Madrid-Séville se fera en deux heures quarante-huit minutes, soit un gain de trois heures sur le temps actuel (le Monde du 1^{er} mars).

Les crédits permettront également d'assainir la situation financière de la société nationale RENFE, qui prévoit cette année un déficit de 183 milliards de pesetas (9,4 milliards de francs).

Des armes qui paient... et des placements qui rapportent. Le groupe CSF a récupéré, en 1987, Thomson Finance créé par sa maison mère Thomson SA l'année précédente. Banque de marché intervenant notamment sur le désormais célèbre MATIF (Marché à terme des instruments financiers) grâce à sa filiale BATIF. Thomson CSF Finance a réalisé un profit avant impôt de 2 645 millions de francs en 1987 (1,85 milliard après impôt), ce qui était donné le krach d'octobre est un « résultat très satisfaisant ». Contraint aux rumeurs, la BATIF a été, globalement, gagnante sur le MATIF.

Pour M. Gomez, cette activité financière ne s'oppose pas à l'industrie, au contraire. « Tout groupe qui exporte doit se couvrir des fluctuations monétaires. Le krach et les mouvements du dollar nous donnent raison ». Pour faire bonne mesure, il va au-delà et a donné pour objectif à cette activité non seulement d'assurer la couverture des changes, mais d'être « centre de profit stable, servant de deuxième étage à la filiale CSF ». Il envisage d'ailleurs de faire de même... dans l'immobilier. Puisqu'on doit se loger, autant y faire « du profit et des réserves de plus-value », en cas de coup dur.

Abandon du secteur industriel civil et recherche de profit dans les services : la stratégie de M. Gomez est un cœur des questions sur la politique industrielle française. Il a de très solides arguments à faire valoir. En substance : « Je ne peux pas être premier partout. Je conserve les armes chez CSF et chez Thomson SA, l'électronique grand public, confondie après le rachat des activités de RCA. C'est déjà beaucoup ». Pouvait-il faire autrement ? Le débat est ouvert.

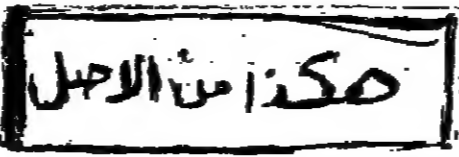
E.L.B.

Pour contrer sa fusion avec la Sema-Metra

La société britannique CAP fait l'objet d'un « raid » boursier

Les actions de la société informatique britannique CAP Group ont été l'objet d'un « raid » boursier, le vendredi 8 avril au Stock Exchange de Londres, dont le résultat a été une hausse de 89 pence du titre, qui s'est échangé en fin de séance à 291 pence (soit environ 30 F). La maison de courtage SG Warburg a confirmé agir pour le compte d'un acheteur anonyme qui chercherait dans un premier temps à s'assurer une part de 15 % du capital, mais pourrait ensuite pousser son ambition jusqu'à 29,9 %, ultime pourcentage au-delà duquel une OPA doit être formellement déclarée. Les noms de CAP Gemini Sogefi, numéro 1 français des services informatiques, et du néerlandais Volmac (qui détient 8 % de CAP Group) sont cités comme auteurs éventuels de ce raid.

CAP Group est actuellement en cours de fusion avec Sema-Metra, quatrième société de services d'ingénierie informatique française (le Monde du 31 mars), pour constituer SEMACAP. Les responsables de CAP Group demeurent confiants dans la poursuite de cette fusion, mais les observateurs remarquent que le cours atteint par l'action peut poser problème sur le prix de la fusion, qui était de vingt-quatre actions de CAP pour chaque action SEMACAP.



هذا من الاصل

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

« La Bourse est un long fleuve tranquille », ironisait le banquier chypriote au terme d'une semaine pour le moins paisible. Tellement calme, d'ailleurs, que le volume des transactions quotidiennes, déjà peu élevé précédemment, a considérablement chuté. Descendu graduellement au-dessous du milliard de francs, puis de 750 millions la semaine précédente, le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel est tombé à 444,6 millions. Un niveau inconnu depuis deux ans et demi, depuis exactement la mi-octobre 1985. Et pourtant, malgré cette inactivité, l'indice CAC est parvenu à s'apprécier de 1,1 %. Il cédait vendredi à 287,4.

Comme à l'accoutumée, le long week-end pascal, en ramenant deux fois de suite le nombre de séances hebdomadaires à quatre, a largement contribué au désenvenement. Nombre de boursiers ont profité de cette période pour partir en vacances. S'ajoutant à cette absence, l'incertitude politique provoquée par l'issue de l'élection présidentielle, qui lucite à l'attention. Cette prudence, ajoutée au peu d'opérateurs présents, a suscité des journées ternes et sans relief.

Mardi, les portes vitrées du palais Brougniart s'ouvraient sur un marché atone. Pendant la majeure partie de la séance, l'indicateur instantané se maintenait à -0,45 %. Par la suite, une légère reprise lui permettait de conclure sur une modeste avance de 0,43 %. Le même mouvement de Yo-Yo était observé le lendemain dans une ambiance encore plus morose. Après avoir accusé un repli de 0,5 %, l'indicateur revenait en fin de journée à +0,27 %. Jeudi, tous les espoirs étaient permis après que la Bourse de Tokyo avait atteint un nouveau record historique effaçant définitivement les pertes provoquées par le krach d'octobre, et qu'un vent d'optimisme contre-Atlantique permit à Wall Street de gagner 3,2 %. C'était peut-être aller un peu vite en besogne, mais avec une activité sensiblement plus soutenue, la place parisienne salua ces deux performances en s'appréciant de... 0,96 %. La torpente cessait rapidement les allées et la dernière séance se termina sur un score quasi nul (-0,03 %).

Un long fleuve tranquille

Comme la semaine précédente, la poursuite de la publication des excellents résultats des sociétés en 1987 n'a entraîné pas de réaction. Les progrès sont pourtant toujours appréciables : + 68 % pour Précision mécanique Labinal, + 45,2 % pour Cap-Gemini-Sogent, en encore + 58 % pour la CGE. La Bourse, il est vrai, évolue sans direction précise depuis plusieurs semaines et la position de place de mois de mars traduit bien ce sentiment d'incertitude. Le montant des engagements à l'achat et à la vente sur le marché à règlement mensuel a continué de décroître. Les achats à découvert à fin mars ont régressé de 13,4 %, revenant à 2,99 milliards de francs. Au rythme actuel des échanges, ils représentent environ six séances de Bourse. La position des vendeurs à découvert de son côté est revenue à 1,09 milliard de francs (- 8,7 %).

Ce mouvement ne devrait pas s'inverser en avril au vu des séances écoulées. D'autant que l'acheteur se souvient par la quinzaine d'offres publiques l'achat (OPA) au cours du premier trimestre semble déjà loin. Pourtant, toutes les opérations ne sont pas terminées, même si la première d'entre elles vient officiellement de s'achever. Le canadien Seagram, par l'intermédiaire de sa filiale Mamma, a acquis la quasi-totalité des titres Martell et détiend ainsi près de 98 % du capital de la maison de cognac.

Alors qu'une trêve a été imposée jusqu'au 27 mai par les pouvoirs publics dans la bataille pour le rachat de la Télémanche, les autorités boursières ont autorisé Bolloré à surenchérir sur Elf-Aquitaine pour prendre le contrôle de Rhénus-Rhône. Le prix proposé pour chaque titre de la firme de distribution de combustibles est de 1 575 F. Toutefois, un ministre de l'Industrie, un accord entre les deux protagonistes est vivement souhaité. Les discussions entre Elf et Bolloré se poursuivent laborieusement en ce sens.

D'autres firmes seront-elles la cible prochaine de raiders ? Pourquoi pas, entend-on prudemment pour

toute réponse autour des colonnes de la Bourse, la même où encore récemment beaucoup s'hésitaient pas à citer des listes entières de sociétés « opérables ». Certains, néanmoins, tournent leurs regards vers Clause. A la surprise générale, mercredi, le groupe Lafarge-Coppée a annoncé détenir 4,27 % de cette société de semences potagères et florales. Il entre ainsi de face en concurrence avec Sanoel, qui en possède 4 % et souhaite se renforcer, et, surtout, avec la Compagnie du Midi. Ce holding, bien que disposant de 52 % du capital, a lancé une OPE (offre publique d'échange) en vue de détenir le maximum d'actions. L'offre lancée le 1^{er} mars expirera le 12 avril.

Étonnement également jeudi lorsque, au travers d'un communiqué très bref, Imetal a indiqué détenir 23,9 % d'Origny-Desvoies, une société spécialisée notamment dans la fabrication de carterages. Une entrée qui traduit la volonté de cet action-holding maître de sa reconquête vers la production et la distribution de matériaux pour la construction et l'habitat. Imetal ne peut cela renforcer sa participation ? Enfin, la suspension des cours de Penroya, vendredi en fin d'après-midi, a intrigué plus d'un opérateur. Cette interruption provisoire a été décidée par la Société des Bourses françaises en raison d'un décalage trop important à la hausse des cours de l'action. Cette dernière s'était appréciée de 11,5 %. Certains ont attribué ce mouvement à des anticipations de résultats bénéficiaires pour le groupe en 1987 après une perte l'année précédente.

L'activité devrait reprendre dans les jours prochains, estimait et surtout soulignait un géant du portefeuille en quittant la Bourse vendredi. Comment et sous quelle forme ? Car la nouvelle semaine vivra au rythme de la réunion du G7 qui rassemble les sept ministres des finances des pays les plus industrialisés et également sera dans l'attente de la publication du montant du déficit commercial américain de février. Il sera présenté le 14 avril, six mois jour pour jour après l'annonce de celui qui fut à l'origine du krach d'octobre. Finie la tranquillité ?

DOMINIQUE GALLONS.

Semaine du 5 au 8 avril 1988

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

As plus haut depuis le krach

Le sourire est revenu à Wall Street en raison de la remontée du dollar, qui a stimulé la Bourse new-yorkaise, lui permettant de remonter à son meilleur niveau depuis le krach d'octobre. L'indice Dow Jones a gagné plus de 5 % durant la semaine, pour terminer vendredi à 2 090,18 points. Cet indicateur se retrouve ainsi au plus haut depuis le « krach noir » du 19 octobre, où il avait chuté de 508 points à 1 738,42. Son précédent record de l'après-krach datait du 17 mars (2 086,04). Le Big Board a donc connu quatre séances consécutives de hausse, mais c'est au cours de la journée de mercredi que le renouveau de tendance a eu lieu avec une véritable envolée des cours (+3,2 %). La reprise du dollar a été à l'origine de cette brusque remontée des cours. De plus, les investisseurs étrangers, notamment japonais, sont revenus sur le marché.

Table with 3 columns: Cours 31 mars, Cours 8 avril, Cours 5 avril. Lists various stocks like Alcoa, Amgen, ATT, Boeing, etc.

LONDRES

1,9 % de hausse

Le Stock Exchange a clôturé la semaine en hausse, encouragé par l'annonce, vendredi, d'une baisse d'un demi-point à 8 % du taux de base bancaire. En repli initial en raison du manque de direction clair des marchés de Wall Street et de Tokyo et des incertitudes concernant la livre, les indices ont repris de l'avance au fur et à mesure des séances, encouragés par le retour de nombreux investisseurs institutionnels au lendemain du week-end pascal. Le regain de New-York mercredi a été un facteur de soutien considérable pour le marché, qui a ainsi bien réagi à l'annonce de l'augmentation de capital de la Barclays Bank, la plus importante opération jamais réalisée en Grande-Bretagne. Indices FT : Industriels 1 413,4 (contre 1 396,7) ; Fonds d'investissement 91,01 (contre 91,03) ; mines d'or 221,4 (contre 227,3).

Table with 3 columns: Cours 31 mars, Cours 8 avril, Cours 5 avril. Lists various stocks like Boverton, Boverton, Brit. Petroleum, etc.

FRANCOFONIE

Les valeurs se sont bien comportées après cette longue trêve pascale en s'appréciant globalement de 1,3 %. Le volume des transactions faiblit au début de semaine s'est accru par la suite grâce à la présence d'investisseurs étrangers encouragés par les bons résultats des sociétés. Indices de la Commercantbank du 8 avril : 1 396,3 (contre 1 377,5).

Table with 3 columns: Cours 31 mars, Cours 8 avril, Cours 5 avril. Lists various stocks like AEG, BASF, Bayer, etc.

TOKYO

Les pertes du krach effacées Le Kabuto Cho a connu un mouvement de hausse qui lui a permis de retrouver son niveau d'avant le krach. L'indice Nikkei a atteint, le jeudi 7 en clôture, le record de 26 769,22 yen, dépassant ainsi son niveau du 14 octobre dernier (26 646,43), quelques jours avant le lundi noir. Durant la matinée de vendredi, il atteignit un nouveau sommet, à 26 910,90. Se méfiant d'une progression trop rapide, de nombreux investisseurs prirent leurs bénéfices. Indices du 8 avril : Nikkei, 26 748,89 (contre 26 282,12) ; général, 2 173,46 (contre 2 141,26).

Filatures, textiles, magasins

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and stock names like André Roudière, Agache (Fin.), etc.

Mines d'or, diamants

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and stock names like Anglo-American, AngloGold, etc.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and interest rates like 4 1/2 % 1973, etc.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and bank names like Bail Equipement, Bancaire (Cl), etc.

Métallurgie construction mécanique

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and metal names like Alpi, Arvon Dematt-B., etc.

Francfort : entre le conservatisme et le progrès

La dématérialisation de la Bourse, qui, avec l'informatisation, sera prochainement partout et nulle part, sur le modèle londonien et bientôt parisien, il n'en est pas question à Francfort. Les autorités de la première place allemande n'en veulent rien savoir. Pour ce faire, elles avaient lancé, dès 1985, un programme haubi pour moderniser les locaux du marché, qui, soit dit en passant, en avaient assez besoin. M. Philippe Perret, responsable à la Société générale, dont les actions avaient été admises l'année dernière à Francfort, en a fait l'amère expérience : « Nous n'avons que deux téléphones dans un couloir. » Mais, avec la modernisation, nous allons obtenir en juillet prochain une cabine de 0,99 mètre carré. Cette amélioration du confort peut paraître dérisoire. Mais elle permettra au moins au représentant de la banque française d'être assis. En 1989, la Société générale obtiendra un local de 3 à 4 mètres carrés avant d'accéder, en 1990, à un bureau digne de ce nom. A Francfort, c'est un véritable lude. Depuis quelques années, il est vrai, avec la croissance rapide des transactions et l'arrivée d'une trentaine de banques étrangères, les locaux vétustes de la malheureuse Bourse de Francfort craquaient de partout. L'offre de génie a été de faire financer par les intéressés la transformation et l'extension des locaux. D'ici à 1990, 90 millions de deutschmarks (306 millions de francs) seront dépensés à cet effet, mais pour installer deux mille nouveaux écrans informatiques. Car, si le marché allemand veut rester un identifié, il entend bien néanmoins se mettre à l'heure du progrès pour assurer sa compétitivité. Depuis un an, il s'est équipé d'un système informatique, appelé « Kiss » (c'est tout un programme), qui donne sur écran l'ensemble des cours en temps réel. Au mois de juillet prochain, un vaste tableau des cours sera installé tout le long de la salle de cotation pour donner en temps réel les cours des six cents valeurs et l'indice général des actions sous forme de graphique, « une innovation unique au monde », soulignent les responsables du projet. Plus prosaïquement, les quelque quatre cents courtiers et agents de change qui travaillent à Francfort sortent leurs à la main des six cents valeurs et l'indice général des actions sous forme de graphique, « une innovation unique au monde », soulignent les responsables du projet. Plus prosaïquement, les quelque quatre cents courtiers et agents de change qui travaillent à Francfort sortent leurs à la main des six cents valeurs et l'indice général des actions sous forme de graphique, « une innovation unique au monde », soulignent les responsables du projet.

Délits d'initiés La RFA opposée à une réglementation européenne

La commission ouest-allemande sur les transactions d'initiés est vivement opposée aux propositions de la CEE visant à introduire une législation sur ce type de transactions. La commission, qui comprend des membres d'organisations industrielles, bancaires et boursières, a déclaré qu'elle ne voit pas la nécessité d'une coordination de la répression de tels délits au niveau européen. Elle réaffirme sa foi dans « l'autorégulation de l'économie » et préfère le principe des « solutions de gré à gré » face à ces problèmes. Il n'existe d'ailleurs en RFA aucune possibilité de poursuivre pénalement un initié pour mauvaise conduite boursière. Dans son rapport, la commission propose néanmoins d'élargir le cercle des personnes devant se soumettre au code de bonne conduite. Les conseillers (fiscaux, comptables...) d'une entreprise sont ainsi désormais considérés comme des initiés. Les affaires d'initiés sont relativement rares en RFA en raison notamment du peu d'offres publiques d'achat (OPA). Le dernier scandale remonte à la fin de 1985, lors de la prise de contrôle du groupe AEG par le constructeur automobile Daimler Benz. Un ancien directeur d'AEG avait acheté 700 titres de sa firme avant l'annonce de l'opération. Lorsque l'affaire fut découverte, en application des règles de courtoisie ouest-allemandes, il dû remettre les bénéfices dégagés à la société lésée, à la demande de la commission de contrôle.

Alimentation

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and food names like Béghin-Sey, Bongrain, etc.

Mines, caoutchouc

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and mining names like Géophysique, Idental, etc.

Bâtiment, travaux publics

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and construction names like Auxil d'entr., Bouygues, etc.

Matériel électrique services publics

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and electrical names like Alcatel, Alstom, etc.

Pétroles

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and oil names like Elf-Aquitaine, Elf, etc.

Matériel électrique services publics

Table with 3 columns: 8-4-88, Diff., and electrical names like Alcatel, Alstom, etc.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table with 4 columns: Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %. Lists various stocks with their weekly percentage changes.

VALEURS LE PLUS ACTIVES TRAITÉES AU RM (*)

Table with 3 columns: Nbre de titres, Val. en esp. (F), and stock names like Midi, Peugeot, etc.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table with 5 columns: 4 avril, 5 avril, 6 avril, 7 avril, 8 avril. Shows transaction volumes for RM, Comptant, R. et obl., Actions, and Total.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Table with 4 columns: Français, Étrangers, Total, and indices for 4, 5, 6, 7, 8 avril.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)

Table with 4 columns: Tendence, and indices for 4, 5, 6, 7, 8 avril.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 avril 1988

Table with 4 columns: Cours, Echéances (Juin 88, Sept. 88, Déc. 88, Mars 89), and various interest rates.

Nombre de contrats : 64 105.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 3 columns: Cours 31 mars, Cours 8 avril, Cours 5 avril. Lists gold prices for various types.

BONS DU TRÉSOR

Table with 4 columns: Échéances, Prix, Plu, Cmt, Variation. Lists treasury bond yields.

SEANCE DU 8-4-88

Table with 4 columns: Cours 31 mars, Cours 8 avril, Cours 5 avril. Lists various stock prices.

ALBI

Table with 3 columns: Cours 31 mars, Cours 8 avril, Cours 5 avril. Lists various stock prices.

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Each column lists various news items and their page numbers.

Le détournement du Boeing koweïtien

A Larnaca, la tension n'a cessé de monter...

LARNACA de notre correspondant

An nom de Dieu le tout-puissant et miséricordieux, nous luttons contre l'impérialisme, les chrétiens. Nous essayons de sauver les opprimés du monde...

heures auparavant, protégé par des blindés et des soldats en armes sur les toits, M. George Shultz s'était entretenu avec le président Gemayel.

Aucun service de sécurité n'est en revanche visible autour de l'appareil koweïtien, et les autorités chypriotes ont visiblement pris le parti de gagner du temps en refusant sous des prétextes divers...

Leur patience était à bout

En effet, si, dans la nuit, le ton de ces derniers restait très courtois et poli, celui-ci s'est nettement durci aux premières heures de l'aube.

répété à plusieurs reprises qu'ils rendaient le gouvernement koweïtien responsable de tout ce qui pouvait arriver à l'avion et à ses passagers.

Une délégation koweïtienne conduite par M. Dirar Razouki, directeur des organisations internationales au ministère des affaires étrangères...

Le directeur du bureau de l'OLP à Chypre était là aussi, à la demande de M. Yasser Arafat, nous a-t-il déclaré, pour une éventuelle aide.

Au cours des dialogues avec les pirates, la tour de contrôle de Larnaca leur a demandé de libérer des passagers en signe de bonne volonté.

Alors que le jour se levait, samedi, sur Larnaca et que le trafic se poursuivait normalement, particulièrement intense en cette période de vacances...

FRANÇOISE CHIPHAUX

La campagne pour l'élection présidentielle

M. Rocard endosse son habit de « porte-parole »

AJACCIO de notre envoyé spécial

Une poignée de nationalistes criant « libéras », sous la surveillance de policiers et de CRS bien plus nombreux qu'eux...

Qui, en fait, porte la parole de qui? M. Rocard joue le jeu des convergences avec M. Mitterrand avec tellement d'ardeur que les rôles paraissent parfois inversés...

développement économique cette marginalisation s'accroît.

De la même façon, le député des Yvelines rattrape parfois discrètement ses interlocuteurs corses...

Selon lui, en dépit de leurs handicaps, les Corses ont désormais à leur disposition, grâce aux socialistes, les outils...

Quant à son avenir M. Rocard se refuse à toute spéculation sur les fonctions qu'il pourrait occuper en cas de victoire...

Si M. Mitterrand est réélu, il semble le faire savoir, notamment à l'occasion de l'élection du prochain premier secrétaire...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Le dialogue dramatique entre le pilote et la tour de contrôle de Beyrouth

BEYROUTH de notre correspondant

Je vais faire un atterrissage forcé. Préparez les ambulances, vendredi 8 avril, le pilote du Boeing-747 des Kuwait Airways effectue des passages à basse altitude au-dessus de Beyrouth...

cause, pilote et pirates se sont ravisés, s'éloignant de Beyrouth. Après avoir pris de l'altitude et mis le cap, dans un premier temps, sur Damas, le Boeing s'est dirigé vers Larnaca...

L'aéroport de Beyrouth a ainsi échappé à la reddition de l'aventure du Boeing de la TWA, qui y avait passé, en été 1985, près d'un mois dans des conditions tragiques...

Mais aujourd'hui l'armée syrienne est là. La fermeté des autorités aéroportuaires libanaises dans leur refus de laisser atterrir l'avion était clairement dictée par les Syriens.

Cela étant, on craignait samedi dans la capitale libanaise que l'avion, ayant refait le plein de carburant, ne revienne au-dessus de Beyrouth après Larnaca. Mais l'attitude de fermeté confortée par la présence syrienne...

L. G.

Sur le même aérodrome Une intervention égyptienne s'était terminée par un massacre en 1978

L'aéroport de Larnaca, où l'avion des Kuwait Airways s'est posé vendredi soir, avait été le théâtre d'un sanglant assaut d'un commando antiterroriste égyptien contre un autre appareil détourné le 19 février 1978.

Ce jour-là, un commando d'une centaine de militaires égyptiens arrive sur l'aéroport de Larnaca près d'un DC-8 de la compagnie Cyprus Airways dans lequel deux pirates détenaient onze passagers et quatre membres d'équipage en otages.

Autre intervention malheureuse des militaires égyptiens, soixante et une personnes avaient été tuées lorsqu'ils avaient domé l'assaut, le 24 novembre 1985 sur l'aéroport de La Valette à Malte, afin de reprendre le contrôle d'un avion d'Égypte Air détourné.

Tout avait commencé la veille. Les deux terroristes avaient blessé mortellement le directeur du quotidien égyptien Al-Ahram, Youssef El Sebali, également secrétaire général de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques réunis en congrès à l'hôtel Hilton de Nicotie.

La plus grande crainte des compagnies est la manipulation d'un passager, susceptible de transporter une bombe à son insu.

Après une escale à Djibouti, l'avion revient sur Chypre.

Les efforts consentis depuis 1985 par les 156 Etats membres de l'OACI (passage aux rayons X des bagages à main, fouille des passagers, contrôle des bagages de soute) ont permis de réduire le nombre des armes passées en fraude...

La plus grande crainte des compagnies est la manipulation d'un passager, susceptible de transporter une bombe à son insu. Les responsables de la DGAC ajoutent que la vulnérabilité reste importante face aux attentats aveugles dans les aéroports et face aux commandos suicides prêts à s'embarquer avec une bombe à retardement en soute.

La plus grande crainte des compagnies est la manipulation d'un passager, susceptible de transporter une bombe à son insu. Les responsables de la DGAC ajoutent que la vulnérabilité reste importante face aux attentats aveugles dans les aéroports et face aux commandos suicides prêts à s'embarquer avec une bombe à retardement en soute.

AFRIQUE DU SUD : 105 personnes mortes en garde à vue en 1987. Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok a déclaré jeudi 7 avril que 105 personnes étaient mortes en garde à vue...

ETATS-UNIS : un ancien conseiller de la Maison Blanche condamné à trois mois d'emprisonnement.

Le groupe de communication Hachette a conclu le 8 avril un accord avec le groupe Walt Disney.

Le groupe de communication Hachette a conclu le 8 avril un accord avec le groupe Walt Disney. Cet accord stipule qu'en cas de succès de l'offre publique d'achat (OPA) lancée le 13 mars par Hachette sur l'éditeur américain Childcraft Education Corporation...

Childcraft est une filiale importante : en 1987, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions de francs, que traduit un doublement de ses ventes par rapport à l'année précédente.

Childcraft est une filiale importante : en 1987, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions de francs, que traduit un doublement de ses ventes par rapport à l'année précédente. Mais Hachette préfère s'en séparer, les produits diffusés par Childcraft n'étant qu'annexes à notre activité.

A l'instar de Grolier, qui détient l'une des plus importantes licences concédées aux Etats-Unis par Walt Disney, Hachette fabrique de nombreux produits sous licence Disney...

Pour M. Yves Sabourat, vice-président-directeur général d'Hachette, l'accord qui vient d'être...

Le numéro du « Monde » daté 9 avril 1988 a été tiré à 530 997 exemplaires.

MM. Shultz et Gemayel se sont entretenus de l'avenir politique du Liban

BEYROUTH de notre correspondant

Le président libanais Amine Gemayel a rencontré le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, pendant près de trois heures, vendredi 8 avril, sur l'aéroport de Larnaca à Chypre (avant l'arrivée du Boeing détourné).

De son entretien avec M. Shultz, le président libanais paraît avoir recueilli deux indications importantes : la confirmation que la participation du Liban à une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe est prévue, et l'impression que le pouvoir syrien est favorable à des réformes au Liban de nature à faciliter l'élection d'un nouveau chef de l'Etat libanais...

M. Gemayel a souligné que, sur la question de la nécessité d'une participation libanaise à la conférence internationale, il y avait consensus au Liban, malgré toutes les divergences internes. Un membre de l'entourage du secrétaire d'Etat a laissé entendre, à propos de la répartition des pouvoirs entre chrétiens et musulmans, qu'il faudrait commencer au Liban à rompre le lien établi entre les fonctions publiques et l'appartenance communautaire.

réformes au Liban de nature à faciliter l'élection d'un nouveau chef de l'Etat libanais...

M. Gemayel a souligné que, sur la question de la nécessité d'une participation libanaise à la conférence internationale, il y avait consensus au Liban, malgré toutes les divergences internes.

Cependant les « dans » du camp chrétien sont irrités par l'attitude des Américains, qui disent carrément de l'avenir de leur pays avec Damas, éludant la question de l'occupation syrienne d'une grande partie du territoire libanais.

LUCIEN GEORGE.

RAYONNAGES BIBLIOTHÉQUES A VOS MESURES. PRIX TRÈS COMPÉTITIFS. 25 années d'expérience. R.-M. Levy, fabricant - 208, av. de Malin, 75014 Paris, M° Albat - Tél. : 45 48 57 40

A B C E F G H

HOTEL LIDO GENEVE. Rue Chantepoulet 8. Tél. : 19-41/22/31 55 30. A 2 min. de la Gare et de l'Aéroport Terminal. Prix modérés. Fam. Rossier-Azzola, propr.